Société Anonyme
RCS Luxembourg B 81267

La Société, SES, société anonyme, convoque par le présent avis à son

Assemblée Générale Ordinaire

qui se tiendra

le jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

au siège social de SES, société anonyme, (la « Société ») Château de Betzdorf, 6815 Betzdorf, Luxembourg.

ORDRE DU JOUR

1. Liste de présences, quorum et adoption de l'ordre du jour
2. Désignation d'un secrétaire et de deux scrutateurs
3. Présentation par le Président du Conseil d'administration du rapport de gestion du Conseil pour l'année 2015
4. Présentation des principaux développements de la Société pendant l'année 2015 et perspectives
5. Présentation des résultats financiers pour l'exercice 2015
6. Présentation du rapport du réviseur d'entreprises
7. Approbation du bilan au 31 décembre 2015 et du compte de profits et pertes pour l'exercice 2015
8. Décision sur l'affectation du résultat net de l'exercice 2015
9. Transferts entre comptes de réserves
10. Décharge à donner aux administrateurs
11. Election statutaire du réviseur d'entreprises pour l'année 2016 et fixation de sa rémunération
12. Résolution permettant à la société l'acquisition de ses propres FDRs et/ou actions de la catégorie A ou B
13. Nomination de six Administrateurs pour une durée de trois ans, et d'un Administrateur pour une durée de deux ans
14. Fixation de la rémunération des membres du Conseil d'administration
15. Divers

Assister à l'assemblée

Les droits d'un actionnaire de participer à l'assemblée générale ordinaire et d'exercer le vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le quatorzième jour qui précède l'assemblée générale ordinaire, à savoir le 24 mars 2016 à minuit (la date d'enregistrement). Si un détenteur de Fiduciary Depositary Receipts (FDRs) souhaite assister à l'assemblée en personne, il devra se faire inscrire comme actionnaire dans le registre des actionnaires de la Société avant la date d'enregistrement. Une personne qui n'est pas actionnaire à la date d'enregistrement ne peut pas assister à l'assemblée générale ordinaire.

Conversion en actions de la catégorie A

Le détenteur de FDRs qui souhaite convertir ses FDRs en actions A doit faire cette demande conformément aux clauses 12 et 16 des *Terms and Conditions* du *Amended and Restated Fiduciary Deposit Agreement* du 26 septembre 2001. Ce document est disponible auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg. Aucune commission de conversion ne sera exigée des personnes physiques qui ne sont pas déjà actionnaires de la catégorie A et qui procèdent à la conversion d'un maximum de 10.000 FDRs en actions A, leur permettant de participer en personne à l'assemblée générale ordinaire du 7 avril 2016.

Pour assister en personne à l'assemblée, la conversion de FDRs en actions de la catégorie A devra être effectuée le 24 mars 2016 à 16 heures 30 au plus tard. Pour plus d'information à ce sujet, merci de bien vouloir contacter la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à l'adresse suivante : corporateactions.sec@bcee.lu

Instructions de vote

Le détenteur de FDRs est en droit, sous réserve des dispositions applicables (la loi luxembourgeoise, statuts de la Société, seuils de participation et contrat de concession) d'instruire le Fiduciaire en tant que mandataire en vue d'exercer son droit de vote au moyen d'un certificat de vote disponible sur demande à la banque auprès de laquelle les FDRs sont détenus.

Pour que les instructions de vote soient valables, le certificat de vote devra être complété et dûment signé par le détenteur de FDRs ou le cas échéant par le bénéficiaire économique. Pour plus d'informations à ce sujet, merci de bien vouloir contacter la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à l'adresse suivante : corporateactions.sec@bcee.lu

A la réception du certificat de vote comportant les déclarations et documents requis par le Fiduciaire ou la Société, avant ou à la date déterminée par le Fiduciaire (à savoir le 31 mars 2016 à 17 heures), celui-ci devra transmettre à la Société ledit certificat de vote accompagné des déclarations et documents requis pour vérifier si les détenteurs de FDRs ou les bénéficiaires économiques peuvent acquérir la qualité d'actionnaires de la catégorie A de la Société si à la place des FDRs ils détenaient un nombre correspondant d'actions A.

Si dans un délai de huit jours ouvrables au Luxembourg à partir de la réception du certificat de vote avec les déclarations et documents requis, la Société n'a pas notifié au Fiduciaire son rejet de la demande du détenteur de FDRs, elle est présumée l'avoir acceptée.

Après réception de l'accord écrit de la Société quant aux instructions de vote, le Fiduciaire votera ou fera en sorte qu'il soit voté conformément à ces instructions. Le Fiduciaire pourra désigner et nommer des représentants dûment autorisés afin que ceux-ci assistent à l'assemblée et votent au nom et pour compte des détenteurs de FDRs.

Les instructions de vote sont considérées comme étant irrévocables et définitives 48 heures avant l'heure d'ouverture de l'assemblée, à savoir le 5 avril 2016 à 10 heures 30 au plus tard.

Dans le cas où le Fiduciaire n'aurait pas reçu des instructions de vote des détenteurs de FDRs, le Fiduciaire sera supposé avoir été instruit de voter conformément aux propositions de vote du Conseil d'administration définies lors de sa réunion y afférente.

Aucune résolution ne sera soumise au vote sous le point 15. Divers.

Modifications de l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'au moins 5% du capital social de SES, ont le droit d'inscrire des points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire et de déposer des projets de résolution concernant des points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire. Cette demande devra être formulée par écrit et adressée par voie postale (à SES, attn. Mme Naoual Jamou, Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf) ou par voie électronique (shareholders@ses.com) et doit parvenir à la Société au plus tard le vingt-deuxième jour qui précède l'assemblée générale ordinaire (à savoir le 16 mars 2016). Cette demande doit inclure une justification ou un projet de résolution à adopter lors de l'assemblée générale ordinaire, ainsi qu'une adresse postale ou électronique à laquelle la Société peut transmettre l'accusé de réception de cette demande endéans 48 heures.

La Société publiera alors un ordre de jour révisé au plus tard le quinzième jour qui précède la date de l'assemblée générale ordinaire (le 23 mars 2016).

Documents mis à disposition par SES

Les documents mis à disposition par la Société pour les besoins de la présente assemblée (y inclus les propositions du Conseil d'administration) peuvent être consultés par les détenteurs de FDRs auprès du Fiduciaire - Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Securities Department, 1, rue Zithe, L-2954 Luxembourg, BGL BNP Paribas Luxembourg S.A., 50, avenue J. F. Kennedy, L-2951 Luxembourg et Société Générale, GSSI/GIS/CMO/AGL, 32, rue du Champ de Tir, F-44312 Nantes Cedex 3, pendant les heures d'ouverture et sont disponibles sur les sites internet suivants www.ses.com et www.bcee.lu

N'hésitez pas à contacter SES pour de plus amples informations à l'adresse suivante : shareholders@ses.com

Société Anonyme
RCS Luxembourg B 81267

Notice is hereby given of the

Annual General Meeting

of SES, Société Anonyme, to be held at the Company's registered office at Château de Betzdorf, 6815 Betzdorf (the "Company"), Luxembourg, on

Thursday 7 April 2016 at 10:30 a.m.

AGENDA

1. Attendance list, quorum and adoption of the agenda
2. Nomination of a secretary and of two scrutineers
3. Presentation by the Chairman of the Board of Directors of the 2015 activities report of the Board
4. Presentation of the main developments during 2015 and of the outlook
5. Presentation of the 2015 financial results
6. Presentation of the audit report
7. Approval of the balance sheet as of 31 December 2015 and of the 2015 profit and loss accounts
8. Decision on allocation of 2015 profits
9. Transfers between reserve accounts
10. Discharge of the members of the Board of Directors
11. Appointment of the auditor for the year 2016 and determination of its remuneration
12. Resolution on Company acquiring own FDRs and/or own A-, or B-shares
13. Election of six Directors for a three-year term and of one Director for a two-year term
14. Determination of the remuneration of Board members
15. Miscellaneous

Attendance

The right of a shareholder to attend the Annual General Meeting (AGM) and to participate in the vote will be determined on the fourteenth day (i.e. 24 March 2016) at midnight, preceding the AGM (the Registration Date). If a Fiduciary Depositary Receipts (FDRs) holder wishes to attend the meeting in person, he has to be recorded as a shareholder in the share register of the Company prior to the Registration Date. Anyone not being a shareholder at the Registration Date may not attend or vote at the AGM.

Withdrawal of FDRs and Conversion into A-shares

A FDR holder who wants to convert FDRs into A-shares has to request this conversion in accordance with conditions 12 and 16 of the Terms and Conditions of the Amended and Restated Fiduciary Deposit Agreement dated 26 September 2001. This is available at the Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg where the FDRs are held. No charge for conversion will be requested for natural persons who are not yet shareholders of category A and who proceed to a conversion of a maximum of 10,000 FDRs into A-shares, allowing them to participate in the AGM of 7 April 2016.

The latest date for withdrawing FDRs and converting into A-shares for personal attendance at the meeting is 24 March 2016 at 4:30 p.m. Please feel free to contact Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg for further queries in this respect at the following address: corporateactions.sec@bcee.lu

Voting instructions

The FDR holder is entitled, subject to any applicable provisions (e.g. Luxembourg law, Articles of Incorporation, shareholders' thresholds and concession agreement) to instruct the Fiduciary as proxyholder as to the exercise of the voting rights by means of a voting certificate available on request at the bank where the FDRs are held.

In order for the voting instructions to be valid, the voting certificate form must be completed and duly signed by the FDR holder or, as the case may be, the beneficial owner. Please feel free to contact Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg for further queries in this respect at the following address: corporateactions.sec@bcee.lu

Upon receipt of the voting certificate on or before the date determined by the Fiduciary (being 31 March 2016 at 5:00 p.m.) with such certification and evidence as requested by the Fiduciary or by the Company, the Fiduciary shall transmit to the Company the relevant certifications and supporting evidence and the Company shall verify whether the relevant holders of FDRs or the beneficial owners thereof would qualify as an A-shareholder of the Company if in lieu of FDRs they would hold the corresponding number of A-shares.

If within eight Luxembourg business days from the receipt of such certification and supporting evidence, the Company has not notified the Fiduciary of its rejection of the request of a holder to exercise its voting rights pertaining to the A-shares underlying its FDRs, the Company shall be deemed to have accepted the relevant voting request.

After receipt of the written approval of the voting request by the Company, the Fiduciary shall vote or cause to be voted in accordance with the instructions set forth in such requests. The Fiduciary may designate and appoint authorized representatives to attend the meeting and vote on behalf of the FDR holders.

The voting instructions are deemed to be irrevocable and definitive 48 hours prior to the time for which the meeting has been convened, i.e. at the latest on 5 April 2016 at 10:30 a.m. If the Fiduciary has not received voting instructions from the FDR holder, the Fiduciary shall be deemed to have been instructed to vote in the manner proposed by the Board of Directors in the relevant meeting.

There will be no vote under item 15. Miscellaneous.

Amendments to the Agenda

One or more shareholders owning together at least 5% of the Share capital of SES have the right to add items to the agenda of the AGM and may deposit draft resolutions regarding items listed on the agenda or proposed to be added to the agenda. This request will need to be received at the latest the twenty–second day (i.e 16 March 2016) preceding the AGM and made in writing via mail (to: SES, attn. Mrs Naoual Jamou, Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf) or e-mail (to: shareholders@ses.com) and will need to include a justification or draft resolution to be adopted at the AGM. The written request will need to include a contact address (mail or e-mail) to which the Company can confirm receipt within 48 hours from the receipt of the request.

At the latest fifteen days (i.e 23 March 2016) preceding the AGM, the Company will then publish a revised agenda.

Documents made available by SES

Documents made available by the Company (including the Recommendations of the Board of Directors) for the purpose of this meeting may be inspected during normal working hours by the FDR holders at the offices of the Fiduciary, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, Securities Department, 1, rue Zithe, L-2954 Luxembourg or alternatively at the offices of the Listing Agents, BGL BNP Paribas S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg and Société Générale, GSSI/GIS/CMO/AGL, 32, rue du Champ de Tir, F-44312 Nantes Cedex 3 and are available on the following websites www.ses.com and www.bcee.lu

Please feel free to contact SES for further queries in this respect at the following address: shareholders@ses.com

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 2 de l'ordre du jour

Selon l'article 23 des statuts "Le président de l'Assemblée désigne un secrétaire. L'Assemblée choisit deux scrutateurs".

* * *

Agenda item 2

According to article 23 of the Articles of Incorporation "The Chairperson shall appoint a secretary. The Meeting shall appoint two scrutineers".

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 3 de l'ordre du jour

Présentation par le Président du Conseil d'administration du rapport de gestion du Conseil pour l'année 2015.

* * *

Agenda item 3

Presentation by the Chairman of the Board of Directors of the 2015 activities report of the Board.

INTRODUCTION

SES has been listed on the Luxembourg Stock Exchange since 1998 and on Euronext Paris since 2004. The company follows the 'Ten Principles of Corporate Governance' adopted by the Luxembourg Stock Exchange (its home market), as revised in 2013, a copy of which can be found at www.bourse.lu/corporate-governance. SES also complies with the governance rules applied by companies listed in Paris, where the majority of the trading in SES FDRs takes place. In the instance of conflicting compliance requirements, for example with regard to the publication of the individual remuneration of the members of its Executive Committee and its Board members, SES follows the rules of its home market by reporting the aggregate amount of the direct and indirect remuneration of the members of the Executive Committee, with the fixed and the variable components of the benefits being separately identified.

SES meets all the recommendations made by the 'Ten Principles' except with regard to Recommendation 3.9, which states that the committees created by the Board should only have advisory powers. The SES Board has delegated some decision-making powers to the Remuneration Committee. For the full details of these powers, see the charter of the Remuneration Committee on the SES website (www.ses.com). After each meeting of the Remuneration Committee, its Chairman reports to the Board about the latest Remuneration Committee discussions.

The company is continuously increasing the flow of information to its shareholders via the corporate governance section of its website, and communicates with its shareholders through the dedicated e-mail address: shareholders@ses.com. In line with Luxembourg law, the company allows shareholders to receive all corporate documentation, including the documents for shareholder meetings, in electronic format.

In this context, the SES website contains a regularly updated stream of information, such as the latest version of the company's main governance documents, be it the articles of incorporation, the corporate governance charter (including the charters of the various committees set up by the Board) and the separate sections on the composition and the mission of the Board, the Board's committees and the Executive Committee. This section also contains the SES Code of Conduct and Ethics, the SES Dealing Code, the financial calendar and any other information that may be of interest to the company's shareholders.

ORGANISATION PRINCIPLES

Created on 16 March 2001 under the name of SES GLOBAL, SES is incorporated in Luxembourg. On 9 November 2001, SES became the parent company of SES ASTRA, originally created in 1985. A copy of SES's articles of incorporation, in its latest version, is available in the corporate governance section of the company's website.

THE ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

Under Luxembourg company law, the company's Annual and/or Extraordinary General Meetings represent the entire body of shareholders of the company. They have the widest powers, and resolutions passed by such meetings are binding upon all shareholders, whether absent, abstaining from voting or voting against the resolutions.

The meetings are presided by the Chairman of the Board or, in his absence, by one of the Vice Chairmen of the Board or, in their absence, by any other person appointed by the meeting. Any shareholder who is recorded in the company's shareholder register 14 business days before the meeting is authorised to attend and to vote at the meeting. A shareholder may act at any meeting by appointing a proxy (who does not need to be a shareholder).

The company has issued two classes of shares: Class A and Class B shares.

The state of Luxembourg holds a direct 11.58% voting interest in the Company and two indirect interests, both of 10.88%, through two state owned banks, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat and Société Nationale de Crédit et d'Investissement. These shares constitute the Company's Class B shares.

Although they constitute separate classes of shares, Class A and Class B shares have the same rights except that the shares of Class B entitle their holders to only 40% of the dividend, or in case the company is dissolved, to 40% of the net liquidation proceeds paid to shareholders of Class A. Class B shares are not freely traded. Each share, whether of Class A or Class B, is entitled to one vote. In accordance with the company's articles of incorporation, no shareholder of Class A may hold, directly or indirectly, more than 20%, 33% or 50% of the company's shares unless it has obtained prior approval from a meeting of the shareholders. Such limit is calculated by taking into account the shares of all classes held by a shareholder of Class A.

A shareholder or a potential shareholder who plans to acquire by whatever means, directly or indirectly, more than 20%, 33% or 50% of the shares of the company must inform the Chairman of the Board of such intention. The Chairman will then inform the government of Luxembourg of the planned acquisition, which may only be opposed by the government within three months of receiving such information, should it determine that such an acquisition is against the general public interest.

In case of no opposition from the Government of Luxembourg, the Board shall convene an extraordinary meeting of shareholders, which may decide at a majority as provided for in article 67-1 of the law of 10 August 1915, as amended, regarding commercial companies, to authorise the shareholder or potential shareholder to acquire more than 20%, 33% or 50% of the shares.

In accordance with article 8 of the Luxembourg law of January 11, 2008 any shareholder or FDR holder acquiring or disposing of shares or FDRs respectively, is required to inform the company and the Commission de Surveillance du Secteur Financier within four business days of the proportion of voting rights held as a result of such acquisition or disposal where that proportion reaches, exceeds or falls below the thresholds of 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3% 50% or 66 2/3%.

The annual general meeting is held on the first Thursday in April. Each registered shareholder will receive written notice of the annual general meeting, including the time of the meeting and the agenda, at least 30 days prior to the meeting. Holders of the company's FDRs will be represented at the meeting by Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat acting as fiduciary. Each FDR will represent one Class A share. If a holder of FDRs wishes to attend the annual general meeting of shareholders in person, that shareholder needs to convert at least one FDR into an A share. In order to facilitate the attendance of the meeting by FDR holders, the company will pay the applicable charge for a conversion of up to 10,000 FDRs for a short period prior to the annual general meeting.

Notice of the meeting and of the proposed agenda will also be published in the international press. The fiduciary will circulate the draft resolutions to both international clearing systems, Clearstream and Euroclear, allowing FDR holders to give their voting instructions to the fiduciary in time for the meeting. At the same time, the draft resolutions will be made available on the company's website. Unless the fiduciary has received specific instructions from the FDR holder, the fiduciary will vote in favour of the proposals submitted by the Board. One or more shareholders owning together at least 5% of the shares of SES have the right to add items on the agenda of the AGM and may deposit draft resolutions regarding items listed in the agenda or proposed to be added to the agenda. This request will need to be made in writing (via mail or e-mail) and received no later than the twenty–second day preceding the AGM and will need to include a justification or draft resolution to be adopted at the AGM. The written request must include a contact address to which the Company can confirm receipt within 48 hours from the receipt of the request.

No later than fifteen days preceding the AGM, the Company will then publish a revised agenda.

The meeting may deliberate validly only if at least half of the Class A shares and at least half of the Class B shares are represented. In the event that the required quorum is not reached, the meeting will be reconvened in accordance with the form prescribed by the articles of incorporation. It may then validly deliberate without consideration of the number of represented shares.

The proceedings are held in French, but an English translation is provided by the company. A French version of the AGM minutes and the results of the shareholders' votes will be published on the SES website within 15 days after the annual general meeting.

With the exception of the procedure described above, whenever a shareholder intends to hold more than 20%, 33% or 50%, all the resolutions of the meeting are adopted by a simple majority vote except if otherwise provided for by Luxembourg company law. The annual general meeting held on 2 April 2015 was attended by 99.621% of the company's shareholders. As the 787,600 FDRs held by the company did not participate in the vote, the participation in the vote was reduced to 99.465% of the company's shares.

During the 2015 annual general meeting, the shareholders approved the 2014 financial results and the allocation of the 2014 profits, granted discharge to the external auditor and the directors, re-elected PwC as the company's external auditor for another year, granted an authorisation to SES to buy back its own shares, and ratified the co-optation of two directors. The shareholders also approved the directors' fees, which remained unchanged in comparison to 2013. Shareholders agreed that directors participating in more than one committee meeting on the same day will receive the remuneration for one meeting only. Finally, shareholders elected six Directors for a term of three years with a minimum majority of 96.827% of the votes expressed.

All of the Board's other proposals were carried by a majority of at least 98.612% of the votes expressed. In accordance with article 67-1 of the Luxembourg company law, abstentions are not considered when determining whether a resolution has been passed or not. The detailed results of the shareholders' votes are available in the corporate governance section of the company's website.

THE BOARD OF DIRECTORS AND ITS COMMITTEES

MISSION

The Board of Directors is responsible for defining the company's strategic objectives as well as its overall corporate plan. The Board approves, upon proposal from the Executive Committee, the annual consolidated accounts of the company and the appropriation of results, the group's medium-term business plan, the consolidated annual budget of the company and the management report to be submitted to the meeting of shareholders. It also approves major investments and is responsible vis-à-vis shareholders and third parties for the management of the company, which it delegates to the Executive Committee.

COMPOSITION

The Board of SES is composed of 18 non-executive directors, four of them female. In accordance with the company's articles of association, two-thirds of the Board members represent holders of Class A shares and one-third of the Board members represent holders of Class B shares. The mandates of the current directors will expire at the annual general meeting of shareholders in April, 2016, 2017 and 2018, respectively. On 1 January 2015, Mr Romain Bausch, President and CEO until 3 April 2014 has assumed the position of Chairman of the Board of Directors. Mr Romain Bausch is currently assisted by two Vice Chairmen, Messrs François Tesch and Jean-Paul Zens, each one elected on the basis of proposals submitted by directors representing shareholders of Class A and of Class B shares, respectively.

In the event of a vacancy on the Board, the remaining directors may, upon a proposal from the Nomination Committee and on a temporary basis, fill such a vacancy by a majority vote. In this case, the next annual general meeting of shareholders will definitively elect the new director, who will complete the term of the director whose seat became vacant.

In accordance with internal regulations, at least one-third of the Board members must be independent directors. A Board member is considered independent if he or she has no relationship of any kind with the company or management that may impact his or her judgment.

Independence for these purposes is defined as:

(i) not having been a director for more than 12 years

(ii) not having been an employee or officer of the company over the previous five years

(iii) not having had a material business relationship with the company in the previous three years and

(iv) not representing a significant shareholder owning directly or indirectly more than 5% of the company's shares.

Nine of the current Board members are considered independent:
Mrs Bridget Cosgrave, Tsega Gebreyes and Katrin Wehr-Seiter and Messrs Marc Beuls, Marcus Bicknell, Jacques Espinasse, Conny Kullman, Ramu Potarazu and Marc Speeckaert.

Of the nine directors who are not considered independent, six represent a significant shareholder owning more than 5% of the company's shares, two have been a director for more than 12 years and one has had a recent employment relationship with the company.

Mr Pierre Margue, Vice President Legal and Corporate Affairs, acts as secretary of the Board of Directors.

RULES OF FUNCTIONING

The Board of Directors meets when required by the company's business, and at least once per quarter. It can only validly deliberate if a majority of the directors are present or represented. The resolutions of the Board are passed by a simple majority of votes of the voting directors present or represented, not considering abstentions. Any material contract that is proposed to be signed by the company or any of its wholly controlled operating subsidiaries with a shareholder owning, directly or indirectly, at least 5% of the shares of the company is subject to a prior authorisation by the Board. In 2015, there were no transactions between the company and a shareholder owning directly or indirectly at least 5% of the company's shares.

ACTIVITIES OF THE BOARD OF DIRECTORS IN 2015

The Board of Directors held seven meetings in 2015, with an average attendance rate of more than 94%. Each director participated in at least five of the seven Board meetings. After endorsement by the Audit and Risk Committee, the Board approved the 2014 audited accounts, including the proposed dividend, as well as the results for the first half of 2015. During the year, the Board approved the updated strategic plan as well as a business plan for the period 2015-2020, which served as the basis for the 2016 budget approved by the Board in December. As part of the continued education of the Board, external legal counsel provided training on certain governance matters, with a focus on the market abuse directive and its implications for the company's directors under Luxembourg law. As a consequence thereof, the company has adapted its way of communicating with its directors.

During the year 2015, the Board approved various matters including changes to the terms of reference for Board members and an increase in SES's participation in O3b on a fully diluted basis. Four Board members (François Tesch, Marc Speeckaert, Tsega Gebreyes and Katrin Wehr-Seiter) did not participate in the O3b discussion and in the vote on this topic, because they each represent a party that holds an investment in O3b.

During 2015, the Board also decided to launch a new share buyback programme, which was implemented on Euronext Paris through the filing of a 'notice d'information' on 3 April 2015. The 2015 programme was limited to the following two objectives:

(i) to meet the company's obligations under its executive share ownership and stock option plans; and
(ii) to operate under the framework of a liquidity contract signed with Rothschild.

Under this programme, the company is authorised to buy back up to 10 million Class A shares and 5 million Class B shares at prices between EUR 20 and 45 per Class A share and EUR 8 and 18 per Class B share. As of 31 December 2015, the company had purchased 3,116,782 A-shares in the form of FDRs, at an average price of EUR 32.34558 EUR per FDR.

Finally, the Board noted updates on the procurement of several satellites as well as to the company's risk management report. The Executive Committee regularly informed the Board about the group's activities and financial situation, as well as about O3b. It noted updates on: (i) company's tax framework; (ii) commercial go-to-market perspective; (iii) WRC-15; (iv) asset management framework; (v) corporate social responsibility; and (vi) several HR matters.

During 2015, the Chairman of the Board and the Board Secretary organized the regular Board evaluation exercise. At each meeting, directors receive a report on on-going matters and the Chairmen of the three committees set up by the Board present a report on the latest developments discussed in these respective committees. In addition, a business report is distributed to the members of the Board on a monthly basis, as well as a monthly Investor Relations report.

On 31 December 2015 the 18 members of the Board of Directors were:

Romain Bausch

Born on 3 July 1953. Mr. Bausch was President and CEO of SES from May 1995 to April 2014, following a career in the Luxembourg civil service (Ministry of Finance). Before joining SES as its chief executive, Mr. Bausch occupied key positions in the banking, media and telecommunications sectors and spent a five-year term as a Director and Vice Chairman of SES. Mr. Bausch was appointed to the Board of SES in April 2013 and he is Vice Chairman of the Board of Directors of O3b Networks and a Director of SES ASTRA. Mr Bausch is Chairman of the Board of Directors of SES. He is also a member of the Boards of Directors of Aperam, BIP Investment Partners, Compagnie Financière La Luxembourgeoise and the

Luxembourg Future Fund, as well as the Chairman of the CNFP (Conseil National des Finances Publiques) of Luxembourg. He graduated with a degree in economics (specialisation in business administration) from the University of Nancy. He holds an honorary doctorate from the Sacred Heart University in Luxembourg. He is a member of the SES Remuneration Committee and of its Nomination Committee.

Mr. Bausch is a Luxembourg national. He is not an independent Director, because of his recent employment relationship with SES.

François Tesch

Born on 16 January 1951. Mr. Tesch became a Director on 15 April 1999. He is Chief Executive Officer of Luxempart S.A. He graduated with a degree in economics from the Faculté d'Aix en Provence and holds an M.B.A. from INSEAD (Institut Européen d'Administration des Affaires). Mr. Tesch is also Chairman of the Board of Foyer S.A. of Luxempart S.A. and of Financière de Tubize S.A., and Vice Chairman of the Board of SES and a member of the Nomination Committee of SES.

Mr. Tesch is a Luxembourg national. He is not an independent Director, because he has been a director for more than 12 years.

Jean-Paul Zens

Born on 8 January 1953. Mr Zens became a director on 7 May 2002, and was elected Vice Chairman on the same date. Mr Zens is also a member of the Board of Directors of SES ASTRA and Entreprise des Postes et Télécommunications, Luxembourg. He is currently Director of the Media and Communications department of the Ministry of State in Luxembourg. He holds a law degree and a degree in psychology and communications sciences from the University of Strasbourg. Mr Zens is the Chairman of the SES Nomination Committee and a member of its Remuneration Committee.

Mr Zens is a Luxembourg national. He is not an independent director, because he represents an important shareholder.

Serge Allegrezza

Born on 25 October 1959. Mr Allegrezza became a director on 11 February 2010. He is currently the Director General of Statec, the Luxembourg Institute for Statistics and Economic Studies, a post he has held since April 2003. He was Conseiller de Gouvernement 1ère classe at the Ministry of Economics, responsible for internal market policy, and is the Chairman of the Observatory for Competitiveness. He is also the Chairman of the Board of Directors of Entreprise des Postes et Télécommunications and of the Board of LuxTrust i.n.c and a member of the Conseil Economique et Social. Mr Allegrezza, was a part-time lecturer at the IAE/University of Nancy 2, and has a Master in economics and a PhD in applied economics. Mr Allegrezza is a member of the Nomination Committee of SES.

Mr Allegrezza is a Luxembourg national. He is not an independent director, because he represents an important shareholder.

Marc Beuls

Born on 15 September 1956. Mr Beuls became a director on 7 April 2011. He serves as a Member of the Board of Directors at Maris Ltd, a Mauritian holding company investing in frontier markets in Africa and Qaelum NV, Belgium, which provides software solutions for quality control of medical imaging. He is the Chairman of American Prepaid Value VAS LLC , USA, which develops value added services for the wireless prepaid market. He is the former President and CEO of Millicom International Cellular S.A., a position he held from 1998 to 2009. Prior to joining Millicom in 1992 as Senior Vice President in charge of finance and treasury, Mr Beuls worked for Generale Bank in Belgium, specialising in project and trade financing in emerging markets. Mr Beuls graduated from the Limburg Business School, currently UHasselt, holding a degree in economics with a major in finance. Mr Beuls is a member of the Audit and Risk Committee of SES.

Mr Beuls is a Belgian national. He is an independent director.

Marcus Bicknell
Born on 28 February 1948. Mr. Bicknell became a director on 6 May 2005. Mr. Bicknell is a director of New Media Foundry Ltd. and of Langstaff-Ellis Ltd., both non-listed companies in the United Kingdom, is a member of the Development Board of the Royal Academy of Dramatic Art and is a director of Inspire Young People. From 1986 to 1990 he was Commercial Director of Société Européenne des Satellites. Mr. Bicknell holds an M.A. Honours Degree in physical anthropology from Cambridge University. Mr. Bicknell is a member of the Remuneration Committee and of the Nomination Committee of SES.

Mr. Bicknell is a British national. He is an independent director.

Marc Colas
Born on 13 May 1955. Mr Colas became a director on 21 February 2013. He was the general secretary of the Council of Ministers of the Luxembourg Government from 2004 to 2013, and he retired in 2015 as Administrateur Général in the Presidency of the Government, in the Prime Minister's Office. Prior to that, he held several positions in the Luxembourg civil service, in the Ministry of Finance, in the Ministry for the Civil Service and Administrative Reform, in the Ministry of Home Affairs, and since 2000 in the Presidency of the Government, in the Prime Minister's Office. From 2001-2006, Mr Colas was a member of the Audit Committee of the European Investment Bank. He was also a member of the Board of Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte until October 2015. He is presently working as an independent consultant. He was appointed to the Conseil d'État in December 2015. Mr Colas graduated with a master degree in law from the University of Strasbourg and holds a double Master of Business Administration (Finance and Marketing) from the Richard T. Farmer School of Business at the University of Oxford (Ohio). Mr Colas is a member of the Audit and Risk Committee of SES.

Mr Colas is a Luxembourg national. He is not an independent director because he represents an important shareholder.

Bridget Cosgrave
Born on 1 July 1961. Ms. Cosgrave became a director on 3 April 2008. She is President and Founder of EVERY EUROPEAN DIGITAL, a company deploying Internet of Things infrastructure, focused on Poland, CEE and the Baltics. She is advisor and investor in UKKO VERKOT OY in Finland, and Board member at EUSKALTEL in Spain. Ms. Cosgrave was with Belgacom S.A. from 2001-2007 as a member of the Executive Committee, where she was Executive Vice President of the Enterprise division, Chairman, President and founding CEO of BICS sa, and Board Member of Belgacom Mobile (Proximus) and Telindus Group. She previously served as Director General of DIGITALEUROPE and Deputy Director General of ETSI. Ms. Cosgrave holds an M.B.A. from London Business School and a B.A. (Hons.) in Economics & History from Queen's University in Canada. Ms Cosgrave is a member of the Audit and Risk Committee of SES.

Ms Cosgrave is a dual Irish and Canadian national. She is an independent director.

Hadelin de Liedekerke Beaufort
Born on 29 April 1955. Mr de Liedekerke Beaufort became a director on 17 April 2000. He is currently a director of Santander Telecommunications, a privately held company, as well as a director of other private companies with interests in various fields such as financial, communication and real estate developments. Mr de Liedekerke Beaufort graduated from the Ecole Hôtelière de Lausanne. Mr de Liedekerke Beaufort is a member of the Remuneration Committee of SES.

Mr de Liedekerke Beaufort is a French national. He is not an independent director, because he has been a director for more than 12 years.

Jacques Espinasse
Born on 12 May 1943. Mr. Espinasse became a director on 6 May 2005. In May 2007, after five years of duty, he retired as a member of the Management Board and Chief Financial Officer of Vivendi. Mr. Espinasse is the former Chief Operations Officer of TPS. He is a member of the Supervisory Boards of Axa Belgium and Hammerson Plc, and Chairman of the Fondation JED Belgique. He holds a B.B.A. and an M.B.A. from the University of Michigan. Mr Espinasse is a member of the Audit and Risk Committee of SES.

Mr Espinasse is a Belgian and French national. He is an independent director.

Jean-Claude Finck
Born on 22 January 1956. Mr. Finck became a director on 31 May 2001. Mr. Finck is Chief Executive Officer of Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, and a member of the Boards of Directors of Bourse de Luxembourg S.A., Luxair S.A., Cargolux S.A., La Luxembourgeoise S.A., La Luxembourgeoise Vie S.A., Paul Wurth S.A., and La Banque Postale Asset Management. Mr. Finck graduated with a degree in economics from the University of Aix/Marseille. Mr. Finck is a member of the Remuneration Committee and of the Audit and Risk Committee of SES.

Mr. Finck is a Luxembourg national. He is not an independent director, because he represents an important shareholder.

Tsega Gebreyes
Born on 14 December 1969. Mrs. Tsega Gebreyes became a director on 4 April 2013. She is the Founding Director of Satya Capital Limited. She served as Chief Business Development and Strategy Officer of Celtel International BV and Senior Advisor to Zain. She was also Founding Partner of the New Africa Opportunity Fund, LLP and has worked with McKinsey and Citicorp. Mrs Gebreyes is a director of Ison Growth, Satya Capital Limited and Sonae. She is a Senior Advisor to TPG Growth. She has a double major in Economics and International Studies from Rhodes College and holds an M.B.A. from Harvard Business School.

Mrs. Gebreyes is an Ethiopian national. She is an independent director.

Conny Kullman
Born on 5 July 1950. Mr Kullman became a director on 5 April 2012. He was a Director General, CEO and Chairman of Intelsat. After working until 1983 as a Systems Engineer for Saab-Ericsson Space AB in Sweden, he joined Intelsat in Washington DC, where he held several positions before becoming the company's Director General and CEO in 1998. Mr Kullman became the CEO of Intelsat, Ltd. in 2001, and in 2005 Chairman of Intelsat, Ltd., and CEO and President of Intelsat (Bermuda), Ltd., positions from which he retired in 2006. Mr Kullman graduated with a Master of Science in Electronic Engineering from the Chalmers University of Technology in Gothenburg in 1974. Mr Kullman is the Chairman of the Remuneration Committee and a member of the Nomination Committee of SES.

Mr Kullman is a Swedish national. He is an independent director.

Ramu Potarazu
Born on 10 August 1961. Mr Potarazu became a director on 20 February 2014. He is the CEO of Binary Fountain. He is the Founder and former CEO of Vubiquity. Prior to founding Vubiquity, Mr Potarazu spent 15 years in various positions at Intelsat (1991-2006). He became Intelsat's Vice President of Operations and CIO in 1996 and its Vice President, Commercial Restructuring in 2000. In 2001 Mr Potarazu became President of Intelsat Global Service Corporation and from 2002 to 2006 he was President and Chief Operating Officer of

Intelsat Ltd. Prior to joining Intelsat, Mr Potarazu held several engineering positions. Mr Potarazu graduated with a BS in Computer Science and in Mathematics from Oklahoma Christian University. He also holds an MSc in Electrical Engineering from the John Hopkins University and was a member of the Stanford Executive Program.

Mr Potarazu is a US national. He is an independent director.

Anne-Catherine Ries
Born on 1 April 1973. Mrs Ries became a director on 1 January 2015. Mrs Ries is Senior Policy Advisor to the Prime Minister and Minister for Media and Communications in Luxembourg with a focus on telecom and digital development strategies. She has recently been appointed coordinator of the newly launched government initiative 'Digital Lëtzebuerg'. Mrs Ries graduated with a law degree from the Université de Paris II and the University of Oxford. She holds a postgraduate LL.M. degree with honours from the London School of Economics, where she specialised in Telecommunications, Information Technology and European Competition Law. After starting her professional career in a law firm in Paris, she joined the Permanent Representation of Luxembourg to the EU in Brussels in 2000. Upon her return to Luxembourg and over the last decade, her focus has been on attracting technology companies to establish and develop in Luxembourg. She is a Director of Entreprise des Postes et Télécommunications Luxembourg.

Ms Ries is a Luxembourg and French national. She is not an independent director, because she represents an important shareholder.

Victor Rod
Born on 26 April 1950. Mr Rod became a director on 23 November 1995. He retired as President of Commissariat aux Assurances on 31 December 2014. He is the Chairman of the Board of Directors of Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg. Mr Rod graduated with a degree in law from the University of Nancy.

Mr Rod is a Luxembourg national. He is not an independent director, because he represents an important shareholder.

Marc Speeckaert
Born on 23 May 1951. Mr Speeckaert became a director on 6 May 2005. He is the Managing Director of Sofina S.A. and a director of several non-listed corporations, as well as of Rapala (which is listed on the Helsinki Stock Exchange), and of Mersen (which is listed on Euronext Paris). Mr Speeckaert graduated with a degree in applied economics and holds a Master in Business and Administration from the Université Catholique de Louvain (UCL) in Belgium. He also participated in an Advanced Management Program from Wharton, University of Pennsylvania (USA). Mr Speeckaert is the Chairman of the Audit and Risk Committee of SES.

Mr Speeckaert is a Belgian national. He is an independent director.

Katrin Wehr-Seiter
Born on 27 January 1970. Mrs Wehr-Seiter became a director on 1 January 2015. She is a Managing Director of BIP Investment Partners SA. Prior to joining BIP, she served as a Principal at global investment firm Permira and also worked as an independent strategy consultant as well as a Senior Advisor to international private equity group Bridgepoint. She started her professional career at Siemens AG where she held various positions in strategy consulting and engineering. She serves as a Director of several non-listed corporations as well as Nanogate AG (listed on the Frankfurt stock exchange). Mrs Wehr-Seiter holds an MBA from INSEAD and an MSc in Mechanical Engineering from the Technical University of Chemnitz.

Mrs Wehr-Seiter is a German national. She is an independent director.

OUR GOVERNANCE STRUCTURE

THE CHAIRMAN'S OFFICE
The Chairman's Office prepares the agenda for the Board meetings.

THE REMUNERATION COMMITTEE
The Remuneration Committee determines the remuneration of the members of the Executive Committee, and advises on the overall remuneration policies applied throughout the company. It acts as administrator of the company's Long Term Equity Plans.

THE AUDIT AND RISK COMMITTEE
The Audit and Risk Committee assists the Board in carrying out its oversight responsibilities in relation to corporate policies, risk management, internal control, internal and external audit and financial and regulatory reporting practices.

THE NOMINATION COMMITTEE
The Nomination Committee identifies and nominates suitable candidates for the Board of Directors, for election by the annual general meeting of shareholders. It also identifies and nominates suitable candidates for the Executive Committee.

COMMITTEES OF THE BOARD OF DIRECTORS

THE CHAIRMAN'S OFFICE
The Chairman and the two Vice Chairmen are members of the Chairman's Office. The Chairman's Office prepares the agenda for the Board meetings, allowing the Vice Chairmen to coordinate the preparation of the Board meetings with the directors of their respective share classes.

At 31 December 2015 the members were:

- Mr Romain Bausch
- Mr François Tesch
- Mr Jean-Paul Zens

The Chairman's Office met six times during 2015, with a members' attendance rate of 100%.

THE REMUNERATION COMMITTEE
In accordance with general corporate governance standards, the company's Board established a Remuneration Committee, which determines the remuneration of the members of the Executive Committee, and which advises on the overall remuneration policies applied throughout the company. It reports to the Board at each meeting through its Chairman. The Remuneration Committee is comprised of six members, at least a third of which are independent Board members in line with the SES internal regulations.
At 31 December 2015, the Remuneration Committee was composed of the following six non-executive directors:

- Mr Conny Kullman (Chairman of the Remuneration Committee, independent)
- Mr Romain Bausch
- Mr Marcus Bicknell (independent)
- Mr Hadelin de Liedekerke Beaufort
- Mr Jean-Claude Finck
- Mr Jean-Paul Zens

The Remuneration Committee held three meetings, with an attendance rate of better than 94%. Matters addressed related to the determination of the 2015 stock option grant and the 2014 bonuses for members of the Executive Committee. The Remuneration Committee further determined the number of performance shares allocated to the members of the

Executive Committee for their performance in 2014, and it adopted the 2015 business objectives which are used as one element in the determination of their bonuses for 2015. After each meeting, the Board is briefed in writing about the work of the Remuneration Committee.

The Remuneration Committee also oversees the implementation of the decision under which the members of the Executive Committee must within five years hold the equivalent of an annual salary's worth of registered shares in the company (with the President and CEO of SES having to hold shares two years' worth of his annual salary).

THE AUDIT AND RISK COMMITTEE
As part of its overall corporate governance, the Board established an Audit and Risk Committee, which assists the Board in carrying out its oversight responsibilities in relation to corporate policies, risk management, internal control, internal and external audit and financial and regulatory reporting practices. The Committee has an oversight function and provides a link between the internal and external auditors and the Board. The Audit and Risk Committee is comprised of six members, four of whom are independent Board members, in line with the SES internal regulations.

The current members of the Audit and Risk Committee are:

- Mr Marc Speeckaert, Chairman of the Audit and Risk Committee (independent)
- Mr Marc Beuls (independent)
- Mr Marc Colas
- Ms Bridget Cosgrave (independent)
- Mr Jacques Espinasse (independent)
- Mr Jean-Claude Finck

The Audit and Risk Committee held four meetings, with a members'attendance rate of better than 91%.

The meetings were dedicated in particular to the review of the 2014 financial results before their submission to the Board and their subsequent approval by the shareholders at the statutory annual general meeting, and to the review of the results of the first half of 2015. Members of the Board also had the opportunity to communicate any comments they had on the company's quarterly results through the Chairman of the Audit and Risk Committee prior to the publication of these results.

The Audit and Risk Committee reviewed the company's statement on internal control systems prior to its inclusion in the annual report, approved the Internal Audit plan, and received bi-annual updates on the Internal Audit activities and on the follow-up of the major recommendations. It also reviewed the 2014 PwC Management letter.

The Audit and Risk Committee further continued to encourage management in its efforts to eliminate as many non-operating legal entities as possible. The Audit and Risk Committee proposed to the Board and to the shareholders to appoint PwC as external auditor for 2015.

The Audit and Risk Committee received bi-annual updates on risk management from the SES risk management committee and held a discussion on IT and cyber-security. The Committee received updates on (i) business continuity; (ii) risk management of the company's space systems and related insurance; (iii) potential impact of IFRS-15 on SES; and (iv) SES Satellite Leasing and the business undertaken by the group in the Isle of Man. It also discussed the framework for limited non-audit engagements to be performed by PwC. After each meeting, the Board is briefed in writing about the work of the Audit and Risk Committee.

THE NOMINATION COMMITTEE
In line with best practice in corporate governance, the Board established a Nomination

Committee, whose role is to identify and nominate suitable candidates for the Board of Directors, for election by the annual general meeting of shareholders. Such proposals are based on submissions from shareholders for a number of candidates at least equal to the number of posts to be filled for each class of shareholders. The Nomination Committee also proposes candidates for Executive Committee membership for election by the Board. The Nomination Committee is composed of six members, at least a third of which are independent Board members in line with the SES internal regulations. On 31 December 2015, they were:

- Mr Jean-Paul Zens (Chairman of the Nomination Committee)
- Mr Serge Allegrezza
- Mr Romain Bausch
- Mr Marcus Bicknell (independent)
- Mr Conny Kullman (independent)
- Mr François Tesch

The Nomination Committee met twice with all its members being present. It discussed the Management Succession Plan 2015, prepared the election of six directors as per the company's Board election process and made a recommendation for the appointment of a new Chief Development Officer.

After each meeting, the Board is briefed in writing about the work of the Nomination Committee.

THE EXECUTIVE COMMITTEE

MISSION

The Executive Committee is in charge of the daily management of the group. It functions as a collegial body. The Executive Committee is mandated to prepare and plan the overall policies and strategies of the company for approval by the Board. It may approve intra-group transactions, irrespective of the amount, provided that they are consistent with the consolidated annual budget of the company, as well as specific transactions with third parties for an amount up to EUR 10 million per project. It informs the Board at its next meeting on each such transaction, it being understood that the aggregate amount for such projects can at no time be higher than EUR 30 million.

The Executive Committee may approve any external credit facilities or external guarantees, pledges, mortgages and any other encumbrances of the company, or any wholly-owned affiliate, for as long as the company will not lose its investment grade rating as a result of such facility or guarantee. It may approve increases of up to 5% in the capital expenditure budget for a satellite procurement already approved by the Board, it being understood that the Internal Rate of Return will need to comply with certain specific thresholds defined by the Board. The Executive Committee informs the Board at its next meeting of each such increase.

The Executive Committee submits to the Board those measures that it deems necessary to be taken in order to meet the purposes of the company. Prior to the beginning of each fiscal year, the Executive Committee submits to the Board a consolidated budget for approval.
The Executive Committee is in charge of implementing all decisions taken by the Board and by the committees specially mandated by the Board. The Executive Committee may, in the interests of the company, sub-delegate part of its powers and duties to its members acting individually or jointly.

The Chairman of the Executive Committee organises the work of the Executive Committee and coordinates the activities of its members, who report directly to him. In order to facilitate the implementation by the Board of its overall duty to supervise the affairs of the company, the Chairman of the Executive Committee informs the Chairman of the Board on a regular basis of the company's activities. The latter receives the agenda and the minutes of all meetings of the Executive Committee in due time.

During 2015, the Executive Committee met 49 times, with an attendance rate of 86.48%. Mr Pierre Margue, Vice President Legal and Corporate Affairs, the secretary of the Board of Directors, also acted as secretary to the Executive Committee. The EVP General Counsel and the EVP Human Resources also attend the meetings of the Executive Committee.

COMPOSITION
The following persons are members of the Executive Committee:
- the President and CEO (who assumes the chairmanship of the Executive Committee)
- the Chief Financial Officer
- the Chief Commercial Officer
- the Chief Development Officer
- the Chief Technology Officer

Members of the Executive Committee are elected by the Board of Directors upon a proposal from the Nomination Committee.

The current members of the Executive Committee are:

Karim Michel Sabbagh
Born on 26 September 1963, Mr. Karim Michel Sabbagh joined the SES Executive Committee in September 2013 and was appointed as President and Chief Executive Officer effective 3 April 2014. He is Chairman of the Executive Committee and Chairman of the Board of SES ASTRA. He also serves on the Board of O3b and YahLive, and also is member of the O3b Audit and Risk Committee. He is also on the Board of Fedil. Mr. Sabbagh served on the Board of SES from 2011 until 2013 and was a member of the Audit and Risk Committee of SES for the same period. Prior to joining SES, he was a Senior Partner and global practice leader for communications media & technology at Booz & Company. Mr. Sabbagh holds a BBA and MBA from the American University of Beirut, a PhD in business administration with a focus in strategic management from the American Century University in New Mexico, and a DBA in international business management from the International School of Management.

Mr Sabbagh is a Canadian and Lebanese national.

Padraig McCarthy
Born on 27 September 1960. Mr. Padraig McCarthy was appointed as Chief Financial Officer on 4 April 2013. He is a member of the Board of SES ASTRA. Mr. McCarthy joined SES in 1995 from Norton S.A. where he was Financial Director Europe. Previously he held positions with KPMG Chartered Accountants, Ireland. After having served as SES's Controller, Mr McCarthy took the position of Chief Financial Officer of SES ASTRA, then the European subsidiary of SES, from 2002-2011. Prior to his appointment as Chief Financial Officer, he worked as Senior Vice President Financial Operations & Business Support at SES since 2011. Mr. McCarthy holds a Bachelor of Commerce degree from the University College Cork, is a fellow of the Irish Institute of Chartered Accountants and followed advanced management executive programmes at Babson Business School and INSEAD.

Mr McCarthy is an Irish national.

Ferdinand Kayser
Born on 4 July 1958. Mr. Ferdinand Kayser was appointed Chief Commercial Officer of SES on 1 May 2011. He is a member of the Boards of SES ASTRA and YahLive. Mr. Kayser joined SES in 2002 as President and Chief Executive Officer of SES ASTRA. He has worked in senior roles in media companies such as Premiere Medien GmbH and Co. KG and CLT Multimedia. Prior to his appointment as Chief Commercial Officer of SES, he was President

and Chief Executive Officer of SES ASTRA. Mr. Kayser holds a Master of Economics from the University of Paris 1, Panthéon-Sorbonne, and has concluded specialized university studies in Media Law and Management of Electronic Media.

Mr Kayser is a Luxembourg national.

Christophe De Hauwer
Born on 15 April 1971. Mr. Christophe De Hauwer was appointed Chief Development Officer of SES as of 1 August 2015. Since 2010, Mr. De Hauwer has been a member of the Board of O3b Networks. He is a member of the Board of SES ASTRA. Mr De Hauwer joined SES in 2003, holding several positions of responsibility in the areas of Strategic Marketing, Strategic and Business Planning and Corporate Development, as well as Fleet Development and Yield Management. Mr. De Hauwer played an instrumental role in many transactions, such as the acquisition of New Skies in 2005, the GE share redemption in 2006 and the investment in O3b in 2009. Prior to joining SES, Mr. De Hauwer worked in the Strategy Consulting practice of the European Telecommunication and Media Industry with Arthur Andersen. He holds an Engineering and a PhD Degree from the Université Libre de Bruxelles.

Mr. De Hauwer is a Belgian national.

Martin Halliwell
Born on 20 April 1959. Mr. Martin Halliwell was appointed Chief Technical Officer on 1 May 2011. He is a member of the Boards of SES ASTRA and of O3b. Mr. Halliwell joined SES in 1987 after working for Cable & Wireless and for Mercury Communications. He was previously President of SES ENGINEERING and Technical Director of SES Multimedia. Previously, he worked as SES Operation Manager and as General Manager of SES's Global Multimedia Networks. Mr. Halliwell holds a Higher National Diploma in Communications and Electronics and a BA specialising in Mechanical Engineering and Mathematics from the Open University of London, and an MBA in External Environment and Strategic Management from the same university.

Mr Halliwell is a British national.

REMUNERATION

REMUNERATION OF THE MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS
The annual general meeting of shareholders determines the remuneration of the members of the Board of Directors for attending Board and committee meetings. In 2015, the shareholders decided to maintain the fees paid to the directors at the previous year's level with a majority of 99.550%. Directors receive a fixed fee of EUR 40,000 per year, whereas the Vice Chairmen receive an annual fixed fee of EUR 48,000 and the Chairman receives EUR 100,000 per year.

A Director, chairing one of the committees set up by the Board, if not the Chairman of the Board of Directors, receives an additional remuneration of EUR 8,000 per year. A Director, chairing the Audit and Risk Committee, if not the Chairman of the Board of Directors, receives an additional remuneration of EUR 9,600 per year.

The shareholders also maintained the fees at EUR 1,600 for each meeting of the Board or a Committee of the Board attended, except for the meetings of the Audit and Risk Committee for which directors receive EUR 1,920 per meeting. A director participating in more than one Committee meeting on the same day will receive the attendance fee for one meeting only. Half of the attendance fee is paid if the director participates in the meeting via telephone or videoconference.

All these fees are net of any Luxembourgish withholding taxes. The total net remuneration fees paid for the year 2015 to the members of the Board of Directors (net of the Luxembourgish withholding tax) amounted to EUR 1,038,667, of which EUR 243,200 was paid as variable fees, with the remaining EUR 795,467 representing the fixed part of the Board fees. The gross overall figure for the year 2015 was EUR 1,298,333

COMPANY STOCK OWNED BY MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS
On 31 December 2015, the members of the Board of Directors and their closely associated family members owned a combined total of 823,127 shares and FDRs (representing 0.16% of the company's share capital).

Transactions made by members of the Board of Directors are published on the company's website under Management Disclosures. In accordance with the company's dealing code, directors require prior permission before dealing in SES shares or FDRs.

REMUNERATION OF THE MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
The remuneration of the members of the Executive Committee is determined by the Remuneration Committee. It is composed of a fixed part and a variable part. The total gross remuneration paid to the six members of the Executive Committee for the year 2015 (including Gerson Souto until 31 July 2015) amounted to EUR 9,078,741.89, of which EUR 3,358,112.95 represented the fixed part and EUR 5,720,628.94 the variable part. The direct remuneration paid to the members of the Executive Committee amounted to EUR 4,671,377.47, whereas the indirect remuneration was EUR 4,407,364.42. The indirect remuneration also contains the benefits derived by the members of the Executive Committee from the company's executive stock option plan and the long-term incentive plan, as adopted by the Board of Directors.

During 2015, the members of the Executive Committee were awarded a combined total of 308,463 options to acquire company FDRs at an exercise price of EUR 33.23, the price being based on the average of the closing price on Euronext Paris of the first 15 trading days following the Remuneration Committee meeting at which the options were authorised. A quarter of those options vested on 1 January 2016, and the remaining quarters vest on 1 January 2017, 1 January 2018, and 1 January 2019 respectively. In 2015, members of the Executive Committee were granted 12,463 restricted shares as part of the company's long-term incentive plan, as well as 37,389 performance shares. These shares will vest on 1 June 2018.

During 2015, Messrs Martin Halliwell, Ferdinand Kayser, Padraig McCarthy and Gerson Souto (a member of the Executive Committee until 31 July 2015) sold some or all of the restricted shares which vested on 1 June. Mr. Karim Michel Sabbagh exercised some of his stock options during the course of the year. SES publishes the details of all transactions made by its Board members and by the members of its Executive Committee on its website: http://www.ses.com/management-disclosures.

Each member of the Executive Committee is entitled to two years of base salary in case his contract is terminated without cause. If a member resigns, he is not entitled to any such compensation.

COMPANY STOCK OWNED BY MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

On 31 December 2015, the five members of the Executive Committee owned a combined total of 114,782 shares and FDRs (representing 0.02% of the company's share capital), 198,136 unvested restricted and performance shares and 918,628 options. Transactions made by members of the Executive Committee are published on the company's website under Management Disclosures. Members of the Executive Committee are required to comply with the company's dealing code.

EXTERNAL AUDITOR

In accordance with the Luxembourg law on commercial companies, the company's annual and consolidated accounts are certified by an external auditor appointed by the annual general meeting of shareholders. On 2 April 2015, and based upon a proposal from the Board, the shareholders re-elected PwC as the company's external auditor for one year and approved its remuneration, with a majority of more than 99.521%. The mandate of PwC will expire at the annual general meeting on 7 April 2016.

BUSINESS RISKS AND THEIR MITIGATION

This section contains a summary of the main risks that SES may face during the normal course of its business. However:

- this section does not purport to contain an exhaustive list of the risks faced by SES and SES may be significantly affected by risks that it has not identified or considered not to be material;
- some risks faced by SES, whether they are mentioned in this section or not, may arise from external factors beyond SES's control; and
- where mitigations are mentioned in this section, there is no guarantee that such mitigations will be effective (in whole or in part) to remove or reduce the effect of the risk.

OUR KEY RISKS:

1. Risks relating to procurement
2. Risks relating to satellites
3. Risks relating to insurance
4. Risks relating to customers
5. Risks relating to the satellite communications market
6. Risks relating to SES's strategic development
7. Risks related to Regulatory and Corporate
8. Risks relating to finance

1. RISKS RELATING TO PROCUREMENT

Risk of launch delays and/or launch failures
SES is planning to launch seven satellites between 2016 and 2017. The launch of any of these satellites carries a risk of delay for a variety of reasons, including the late availability of the satellite or co-passenger satellite (if there is a co-passenger) for shipment to the launch site, the late availability of the launch service, or last-minute technical problems arising on the satellite, the co-passenger satellite or the launcher.

A launch delay or failure could have a material negative effect on revenue and also potentially cause the loss of frequency rights at certain orbital positions. Satellite launch and in-orbit insurance policies do not compensate for lost revenues due to the loss of customers or for consequential losses resulting from any launch delay or failure.

SES attempts to mitigate the risk of a launch delay interrupting existing services by leaving adequate time margins in procurement schedules for replacement satellites.

There is always an inherent risk of launch failure resulting in a reduced satellite lifetime (in case of incorrect orbit injection), reduced functionality of the satellite or the total loss of a mission.

SES attempts to mitigate the risk of launch failure in several ways, including by detailed technical risk management of each satellite and launch vehicle programme, asset insurance for each launch, and a staggered fleet deployment scheme (allowing assets to be repurposed in the case of single satellite failure so as to ensure a minimum impact on customers and revenues).

Risk of dependency on launch service providers
SES is largely dependent on Arianespace and SpaceX to launch its satellites into space. SES may incur significant delays in launching new satellites in the event of a prolonged unavailability of one of those two systems. Dependency on a small number of launch service providers may reduce SES's negotiating power.

Risk of dependency on satellite manufacturers and secondary suppliers
SES is dependent on six major satellite manufacturers for the construction of its satellites.

Dependency on a small number of satellite manufacturers may reduce SES's negotiating power and access to advanced technologies (which may only be available to certain suppliers). It may also result in a higher concentration of risk – SES may incur significant delays in procuring new satellites in the event of prolonged problems at one of these satellite manufacturers. Further, the difficulties caused by any technical problems with the design of a particular model of satellite may be multiplied if several satellites of that design are purchased.

In addition, there are a limited number of second tier suppliers of certain key components for communication satellites. SES may incur significant delays in procuring new satellites in the event of prolonged problems at one of these secondary suppliers.

SES attempts to mitigate these risks relating to procurement by a constant monitoring of its supplier base, maintaining multiple procurement sources and developing relationships with new suppliers where possible.

2. RISKS RELATING TO SATELLITES

Risk of in-orbit failure
One or more of SES's satellites may suffer in-orbit failures where the impact, if any, can range from a partial impairment of its commercial capabilities to a total loss of the asset. In the event of such a failure, SES may not be able to continue to provide service to its customers from the same orbital slot or at all.

SES attempts to mitigate the risk of in-orbit failure by careful vendor selection and high quality in-orbit operations. SES's fleet is diversified by manufacturer and satellite type, reducing the likelihood of widespread technical problems. The impacts of such failures on customer service and related revenues may be mitigated by an in-orbit backup strategy, pursuant to which customers on an impaired satellite may possibly be transferred to another satellite in the fleet. In addition, SES has in place a restoration agreement with another satellite operator pursuant to which customers on an impaired satellite may possibly be transferred to another satellite in that operator's fleet in order to protect continuity of service. However, there is no guarantee that these mitigations will be entirely effective, especially in the event of the failure of several satellites.

For example, several of SES's satellites are operating beyond the end of their design lives and have experienced various technical anomalies. These satellites have already completed the primary missions for which they were designed and have been redeployed for secondary missions. Satellites in secondary missions are used for various reasons, such as developing new orbital locations, safeguarding spectrum rights and providing redundant capacity for satellites in their primary missions. These satellites' technical capabilities do not generally need to be fully utilised in operating their secondary missions, which potentially mitigates the effects of further technical failures.

In addition, eleven of SES's Lockheed Martin A2100 satellites have experienced technical problems with their solar array circuits. The extent of the problem varies depending on the satellite, but it may reduce both the operational life of the satellite and the number of usable transponders, leading to a reduction in the revenue generated by the satellite. NSS-6, AMC-8, AMC-10, AMC-15 and AMC-16 experienced further solar array degradation in 2015, which impaired power generation. In the cases of AMC-10 and AMC-16, this degradation led to a reduction in commercial capacity. Such failures on any of the affected satellites can also impair SES's ability to maintain pricing levels and to place new customers on the satellite. All of the satellites with solar array issues, other than AMC-4 and NSS-7, are still being used for their primary missions.

NSS 12, a satellite built by Space Systems Loral, has also experienced solar array power losses. However, these appear to be less severe than the Lockheed Martin A2100 solar array issue and SES does not believe a specific mitigation plan is needed at this point.

Several of SES's satellites (AMC-4, ASTRA 1G, ASTRA 1H, ASTRA 1KR, ASTRA 1M, ASTRA 2B, NSS 7, SES-3 and QuetzSat-1) have experienced various other anomalies.

Technical failures have resulted in a reduction of available capacity on ASTRA 1G and a reduction in the operational life of ASTRA 1H. SES considers that there is no risk of a recurrence of these issues on these satellites.

ASTRA 1M, a key asset at the 19.2°E prime orbital position, has currently lost redundancy on its propulsion subsystem. Further technical problems on this sub-system could result in the loss of the satellite. However, SES believes that such an event is unlikely and the risk is mitigated by the additional capacity at this orbital position.

QuetzSat-1 has experienced a loss of redundancy in its data handling equipment and further technical problems with this equipment could result in the loss of the satellite. However, SES believes that this is unlikely and the risk has also been mitigated by the uploading of a software patch which allows partial restoration of the on-board redundancy.

In-orbit insurance constitutes an additional financial mitigation against the risk of impairment, subject to the limitations of such insurance.

Risk of short operational life
The design life of SES's satellites is typically 15 years. In the event of changes in the expected fuel life of the satellite, in-orbit anomalies or other technical factors, its actual life may be shorter than this. This could lead to the satellite being depreciated faster than anticipated and the lifetime revenue generated by the satellite being reduced, diminishing the overall return on investment for the asset. SES attempts to mitigate the risk of a reduced operational life by careful vendor selection and high quality in-orbit operations.

3. RISKS RELATING TO INSURANCE

Insurance coverage risk
SES's satellites may be subject to damage or loss from events that might not be covered by insurance policies. SES maintains launch and initial in-orbit insurance, in-orbit insurance and third-party liability insurance for its satellites. The insurance policies generally contain exclusions for losses resulting from:

- military or similar action;
- any anti-satellite device;
- electromagnetic and radio interference (except for physical damage to a satellite directly resulting from this interference);
- confiscation by any governmental body;
- insurrection and similar acts or governmental action to prevent such acts;

- nuclear reaction or radiation contamination;
- wilful or intentional acts causing the loss or failure of satellites; and
- terrorism

The insurance policies do not provide compensation for business interruption, loss of market share, reputational damage, loss of revenue, incidental and consequential damages and similar losses that might arise from the failure of a satellite launch, incorrect orbital placement or the failure of a satellite to perform according to specifications. In addition, SES's in-orbit insurance only covers losses in excess of the risk retention level selected by SES.

The in-orbit insurance policies may exclude from coverage failures arising from pre-existing defects, such as defects in solar array and battery anomalies on some existing satellites. In addition, SES will not be fully reimbursed if the cost of a replacement satellite exceeds the sum insured. As a consequence, the loss, damage or destruction of any satellites as a result of any of these events could result in material increases in costs or reductions in expected revenues or both.

SES has reviewed its approach to in-orbit insurance of its satellites and, in recognition of the excellent procurement and operating record, has adopted a policy of limited self-insurance. Premiums are paid to a wholly-owned subsidiary, thus reducing the amount of insurance premiums paid to external insurance companies.

If any event occurs that is covered by the in-orbit insurance, the payment of the sum insured could result in material increases in costs.

SES has third party liability insurance that covers damage suffered by third parties resulting from accidents such as launch failures and satellite collisions. It is subject to an annual combined single limit of EUR 500 million of coverage.

Insurance availability risk
Satellite insurance is a cyclical market subject to the laws of supply and demand. The amount of capacity currently available in the market is adequate to cover SES's satellite programmes. However, events outside of SES's control – including large losses and shifts of insurance capacity from space to other lines of business – could change this situation. This could result in increases in the amount of insurance premiums paid by SES to cover its risks and affect its ability to obtain the desired level of coverage. SES's self-insurance programme improves its flexibility to accommodate variations in market conditions.

4. RISKS RELATING TO CUSTOMERS

Risk of key customer loss
SES depends on a number of key customers whose loss (or non-renewal) would reduce SES's revenues. SES's five largest commercial customers represented 27.9% of SES's total revenues in 2015. The total revenue generated from contracts with the US Government (and customers serving the US Government) represented approximately 10% of SES's total revenues in 2015.

If key customers reduce their reliance on SES by developing or increasing relationships with other satellite operators (or moving to other telecommunications solutions) and such key customers cannot be replaced, SES's revenues may be impacted negatively.

SES's main existing satellite capacity agreements for the direct-to-home business in Europe typically have contract durations of ten years, with some contracts for longer periods. If SES is unsuccessful in obtaining the renewal of its satellite capacity agreements when they come up for renewal on commercial terms similar to those currently reflected in its agreements, revenues could be adversely affected for some time.

SES's customer base is subject to constant change. Bankruptcy of key customers or customer consolidation resulting from mergers and acquisitions can reduce demand for SES's satellites capacity, thereby affecting SES's revenues.

Risks relating to customer credit

SES may suffer a financial loss if any of its customers fails to fulfil its contractual payment obligations.

The level of customer credit risk may increase as SES grows revenues in emerging markets, because credit risk tends to be higher in these markets (compared to the markets of Europe and North America).

This risk is mitigated principally through a customer credit policy that includes credit checks, credit profiles, deposits or other forms of security, monitoring of payment performance, and the application of a provisioning policy.

Further details are provided in Note 19 to the consolidated financial statements.

Risks inherent in international business

SES conducts business around the world. It is exposed to issues such as financial, regulatory, geopolitical, tax and trade risks in many jurisdictions. Political and financial stability in some jurisdictions may impact SES's business in that country. In practice, it may be difficult for SES to enforce its legal rights in some jurisdictions.

The inherent uncertainties in doing business in certain jurisdictions may have a negative impact on SES's results.

Risks inherent in doing business with the *US* government

The proxy structure of the SES Government Solutions entity, in line with common practice for businesses serving certain segments of the US Government, imposes various restrictions on SES's Board of Directors and executive management in directly supervising the maintenance of an internal control system and imposing an internal audit structure. However, these restrictions are mitigated through having an agreement on a required risk management and internal control framework.

5. RISKS RELATING TO THE SATELLITE COMMUNICATIONS MARKET

Competition risk

The telecommunications market is fiercely competitive and SES faces competition from satellite, terrestrial and wireless networks.

SES faces competition from international, national and regional satellite operators. Some national operators receive tax and regulatory advantages in their countries that are not available to SES. The development of national satellite programmes may hinder SES's ability to compete in those countries on normal economic terms.

In addition, SES competes with operators of terrestrial and wireless networks. Any increase in the technical effectiveness or geographic spread of these terrestrial and wireless networks could result in a reduction in demand for SES's satellites. Some terrestrial and wireless operators may receive state aid and subsidies not available to SES.

Competition in the telecommunications market could result in a demand reduction for SES's satellite capacity and have a significant negative impact on SES's revenues.

Technology risk

The satellite telecommunications industry is vulnerable to technological change. SES's satellites could become obsolete due to unforeseen advances in telecommunications technology, leading to a reduction in demand for its services and a negative impact on revenues.

The use of new technology to improve signal compression rate could lead to a reduction in demand for SES's satellites, which could lead to a negative impact on the results.

6. RISKS RELATING TO SES'S STRATEGIC DEVELOPMENT

Emerging market risk
SES's development strategy includes targeting new geographical areas and emerging markets and developing joint ventures or partnerships with local telecommunications, media and financial businesses in order to improve market access for its services.

SES may be exposed to the inherent instability of doing business in those regions. Such inherent instability could have an adverse impact on SES's revenue.

Please also see 'Risks inherent in international business' above.

In some emerging markets, customers may be less financially secure and run a higher risk of insolvency than in more developed markets. The failure of a customer could have an adverse impact on SES's revenue.

Investment risk
SES regularly evaluates opportunities to make strategic investments. These opportunities may not yield the expected benefits due to a number of factors, such as antitrust reviews, financing costs and regulatory approvals. If an investment is made, it may adversely affect SES's results due to financing costs or the performance of the investment following acquisition. The success of any such investment is not guaranteed.
SES has a number of strategic investments in businesses that it does not fully control. As a result, SES is dependent in part on the co-operation of other investors and partners in protecting and realising the full potential of certain investments. SES may not be able to prevent strategic partners from taking actions that are contrary to SES's business interests.

SES also invests in new and innovative projects such as O3b Networks, which often feature new technology or uncertain market demand. If the technology is not successful or demand does not materialise as planned, the value of SES's investment may be reduced.

In relation to O3b, there can be no assurance that the business will not require further funding. If SES were to increase its investment in O3b to over 50%, it would have to include O3b's indebtedness in SES's financial statements. It may also have to purchase the shares of the minority investors at a fair market value.

SES has also earmarked certain funds for investment, which includes the replacement of existing satellites (often with increased capacity) and the launching of new satellites. The successful marketing and sale of new capacity is dependent on the underlying demand for satellite capacity in the targeted regional markets. If that demand does not materialise as anticipated, SES's financial forecasts may not be met.

7. RISKS RELATED TO REGULATORY AND CORPORATE

Legal risk
SES cannot always predict the impact of laws and regulations on its operations. The operation of the business is and will continue to be subject to the laws and regulations of the governmental authorities of the countries where SES operates or uses radio spectrum and offers satellite services or capacity, as well as to the frequency coordination process of the International Telecommunication Union (ITU). Regulation and legislation is extensive and

outside SES's direct control. New or modified rules, regulations, legislation or decisions by a relevant governmental entity or the ITU could materially and adversely affect operations.

The international nature of SES's business means that it is subject to civil or criminal liability under the US, UK, EU and other regulations in relation to economic sanctions, export controls and anti-bribery requirements. International risks and violations of international regulations may negatively affect future operations or subject SES to criminal or civil enforcement actions.

Disputes in relation to SES's business arise from time to time and can result in legal or arbitration proceedings. The outcome of these proceedings cannot be predicted. A negative outcome in a substantial litigation or arbitration case could have a material impact on SES's business and financial position.

Spectrum access risk
SES needs access to orbital slots and associated frequencies to permit it to maintain and develop its satellite system.

The ITU establishes radio regulations and is responsible for the allocation of frequency spectrum for particular uses and the allocation of orbital locations and associated frequency spectrum. SES can only access spectrum through ITU filings made by national administrations.

Orbital slots and associated frequencies are a limited resource. The ITU may reallocate spectrum from satellite to terrestrial uses. In addition, national administrations are increasingly charging for access to spectrum by the use of fees and auctions. The most recent World Radiocommunication Conference 2015 did not reallocate significant amounts of spectrum away from satellite, but it has set for study the use of bands that could be allocated to terrestrial mobile use inconsistent with satellite use at the next such conference in 2019. Certain national administrations are studying the alleged spectrum needs of terrestrial mobile and considering reallocation of satellite spectrum, which they can do independently of ITU radio regulations so long as they avoid international interference.

Any reallocation of spectrum from satellite to terrestrial uses or fees and charges by national administrations may have a significant adverse effect on SES's current results and future prospects.

Spectrum coordination risk
SES is required to coordinate the operation of its satellites with other satellite operators through the ITU so as to prevent or reduce interference between satellites. SES may also be required to coordinate any replacement satellite that has performance characteristics that differ from those of the satellite it replaces.

As a result of such coordination, SES may be required to modify the proposed coverage areas of its satellites, satellite design or transmission plans in order to eliminate or minimise interference with other satellites or ground-based facilities. Those modifications may mean that use of a particular orbital position is significantly restricted, possibly to the extent that it may not be economical to place a new satellite in that location. In addition, interference concerns of a country may affect the ability of SES's satellite network to generate revenues, due to the operational restrictions that the country may impose.

Similarly, the performance of SES's satellites in the affected areas could be adversely affected if ITU regulations or other legal constraints fail to prevent competing satellite operators from causing harmful interference by the operation of their satellites.

Spectrum bringing into use risk
If SES does not occupy unused orbital locations by specified deadlines, does not maintain

satellites in the orbital locations it currently uses, or does not operate in all the frequency bands for which a licence has been received, then those orbital locations or frequency bands may become available for other satellite operators to use.

SES has access to a large portfolio of orbital locations that have been filed at the ITU through various administrations. For each filing, the ITU and the national regulators impose various conditions that have to be met in order to secure the spectrum. Operational issues such as satellite launch failure, launch delay or in-orbit failure might compromise the access to the spectrum at specific orbital locations. SES is committed to the highest quality in satellite procurement and launch, which helps to reduce this risk. In addition, SES's large fleet permits the relocation of in-orbit satellites in order to meet the regulatory conditions in many situations.

Regulatory risk
SES may need to obtain and maintain approvals from authorities or other entities to offer or operate satellite capacity. For example, SES must obtain authorisations or landing rights in certain countries for satellites to be able to transmit signals to or receive signals from those countries. The failure to obtain landing rights or the authorisations necessary to operate satellites internationally to provide services could lead to loss of revenues.

Customers are responsible for obtaining regulatory approval for their operations. As a result, there may be governmental regulations of which SES is not aware or which may adversely affect the operations of customers. SES could lose revenues if customers' current regulatory approvals do not remain sufficient in the view of the relevant regulatory authorities, or if additional necessary approvals are not granted on a timely basis, or at all, in all jurisdictions in which customers wish to operate or provide services, or if applicable restrictions in those jurisdictions become unduly burdensome.

Export control
US companies and companies located in the United States must comply with US export control laws in connection with any information, products or materials that they provide to foreign companies relating to communications satellites, associated equipment and data. SES's US operations may not be able to maintain normal international business activities and SES's non-US operations may not be able to source satellites, satellite related hardware, technology and services in the United States if:

- export licences are not obtained in a timely fashion;
- export licences do not permit transfer of all items requested;
- launches are not permitted in the locations that SES prefers; or
- the requisite licence, when approved, contains conditions or restrictions that pose significant commercial or technical problems.

Such occurrences could impede construction and delay the launch of any future satellites, adversely impacting current and/or future revenues.

External threat risk
In common with other satellite operators, SES is vulnerable to the risk of terrorist acts, sabotage, piracy, attack by anti-satellite devices, jamming, unintentional interference and natural disaster. Such external threats may lead to a temporary or permanent interruption in service and/or the loss of customers. Any such act could have a potentially significant adverse effect on SES's results.

Cyber risk
SES's operations may be subject to hacking, malware and other forms of cyber-attack. Due to the fast-moving pace of new hacking techniques, the high sophistication of certain attackers and an increasingly hostile cyber -attack environment, it may be difficult to detect, determine the scope of, contain and remediate every such event.

Any inability to prevent or to detect the occurrence of cyber -attacks in a timely manner could result in a disruption of services or malfunctions, loss of customers, inadvertent violations of data protection, export control and other relevant laws, damage to SES's reputation, or damage to SES's properties, equipment and data. Furthermore, such event could result in large expenditures necessary to repair or replace such networks or information systems or to protect them from similar events in the future.

SES has protections in place to help protect its networks, and continues to work to implement additional protective measures intended to limit the risks associated with such attacks.

Risk of loss of key employees
SES has a number of key employees with highly specialised skills and extensive experience in their fields. If one of these employees was to leave, SES may have difficulty replacing him or her. SES attempts to mitigate the risk of losing key employees through retention programmes, succession planning and development plans.

If SES is unable to retain key employees or attract new highly qualified employees, it could have a negative impact on SES's business, financial situation and results.

Unforeseen high impact risk
SES's operations may be subject to unforeseen events that are both improbable and have a high impact. Due to the unforeseen nature of the event, it is difficult to manage the impact of such events or predict the nature or extent of the damage. Such unforeseen events may have a significant negative impact on SES's business, financial situation and results.

8. RISKS RELATING TO FINANCE

Cash flow risk
SES operates in accordance with a strong business model, but if, for any reason, SES is not successful in implementing its business model, then cash flow and capital resources may not be sufficient to repay indebtedness. If SES was unable to meet debt service obligations or comply with covenants, then a default under debt agreements would occur. To avoid a possible default or upon a default, SES could be forced to reduce or delay the completion or expansion of the satellite fleet, sell assets, obtain additional equity capital, or refinance or restructure its debt.

Debt rating risk
A change in SES's debt rating could affect the cost and terms of its debt, as well as its ability to raise finance. SES's policy is to attain, and retain, a stable BBB rating with Standard & Poor's and Fitch, and a Baa2 rating with Moody's. If SES's credit rating was downgraded, it may affect SES's ability to obtain financing and the terms associated with that financing. SES cannot guarantee that it will be able to maintain its credit ratings.

Tax risk
SES's financial results may be materially adversely affected by unforeseen additional tax assessments or other tax liabilities.

SES does business in many different countries and is therefore subject to taxation in multiple jurisdictions. SES makes provisions in its accounts for current and deferred tax assets and liabilities based on a continuous assessment of prevailing tax laws in those jurisdictions.

However, SES cannot always be certain of a tax authority's application and interpretation of the tax law. SES may become subject to unforeseen material tax claims, including late payment interest and/or penalties. Such claims may arise for a number of reasons, including: the identification of a taxable presence of a non-indigenous group company in a taxing jurisdiction; transfer pricing adjustments; application of indirect taxes on certain business transactions after the event; and the disallowance of the benefits of a tax treaty. In addition, SES may be subject to retroactive tax assessments based on changes in laws in a particular tax jurisdiction. SES has implemented a tax risks mitigation charter based on (among others things) a framework of tax opinions for the financially material positions taken, transfer pricing policies and documentation covering the group's important inter-company transactions, and procedures for accurate tax compliance in all jurisdictions.

Asset impairment risk

SES's non-current intangible and tangible assets are valued at historic cost less amortisation, depreciation (where relevant) and accumulated impairment charges. The resulting net book values are subject to validation each year through impairment testing procedures, where they are compared to the value-in-use of the asset, representing the present value of the future cash flows expected to be derived from the asset. Where future assumptions for a specific asset, as set out in the approved Business Plan, become less favourable, or the discount rates applied to the future cash flows increase, then this may result in the need for material asset impairment charges.

In the SES S.A. annual accounts, impairment testing – using value-in- use procedures similar to those outlined above – is performed on the carrying value of the shares in affiliate undertakings. If the carrying value of the relevant investment, or group of investments, is not substantiated by the value-in-use computed, and any shortfall is assessed as being of an other than temporary nature, then this could result in an impairment charge being taken to the income statement of the SES S.A. annual accounts in the period concerned.

Liquidity risk

SES requires liquidity to maintain its operations and meet its obligations. Any liquidity problems may have a significant impact on SES's operations and lead to the breach of contractual obligations. In case of liquidity needs, SES can call on uncommitted loans and a committed syndicated loan. In addition, if deemed appropriate based on prevailing market conditions, SES can access additional funds through its European Medium-Term Note programme or through commercial paper. SES's debt maturity profile is tailored to allow the company to cover repayment obligations as they fall due. SES operates a centralised treasury function, which manages the liquidity of SES and seeks to optimise the funding costs. This is supported by a daily cash pooling mechanism.

Further details are provided in Note [19] to the consolidated financial statements.

Foreign currency risk

SES's reported financial performance can be impacted by movements in the US dollar/euro exchange rate, as SES has significant operations whose functional currency is the US dollar and liabilities denominated in US dollar.

To mitigate this exposure, SES can enter into forward foreign exchange or similar derivatives contracts to hedge the exposure on financial debt or on the net assets.

Further details are provided in Note [19] to the consolidated financial statements.

Interest rate risk

SES's exposure to the risk of changes in market interest rates relates primarily to SES's floating rate borrowings. SES carefully monitors and adjusts the mix between fixed and floating rate debt from time to time, responding to market conditions. Interest rate derivatives can be used to manage the interest rate risk. The terms of the derivatives are negotiated to match the terms of the hedged item to maximise the effectiveness of the hedge.

Further details are provided in Note [19] to the consolidated financial statements.

Counterparty risk
SES's exposure relates to the potential default of a counterparty holding financial assets (cash and cash equivalents held for trading financial assets, loans, receivables and derivative instruments), with the maximum exposure being equal to the carrying amount of these instruments.

The counterparty risk from a cash management perspective is reduced by the implementation of several cash pools, accounts and related paying platforms with different counterparties. To mitigate the counterparty risk, SES only deals with recognised financial institutions with an appropriate credit rating – generally 'A' and above. All counterparties are financial institutions that are regulated and controlled by the national financial supervisory authorities of the applicable countries. The counterparty risk portfolio is analysed on a quarterly basis. Moreover, to reduce this counterparty risk, the portfolio is diversified as regards the main counterparties, ensuring a well-balanced relationship for all categories of products (derivatives as well as deposits).

Further details are provided in Note [19] to the consolidated financial statements.

INTERNAL CONTROL PROCEDURES

Objective

The Board has overall responsibility for ensuring that SES maintains a sound system of internal controls, including financial, operational and compliance controls. Such a system is an integral part of the corporate governance strategy of the company.

Internal control procedures help to ensure the proper management of risks and provide reasonable assurance that the business objectives of the company can be achieved.

The internal control procedures are defined and implemented by the company to ensure:

- the compliance of actions and decisions with applicable laws, regulations, standards, internal rules and contracts
- the efficiency and effectiveness of operations and the optimal use of the company's resources
- the correct implementation of the company's internal processes, notably those to ensure the safeguarding of assets
- the integrity and reliability of financial and operational information, both for internal and external use
- that management's instructions and directions are properly applied
- that material risks are properly identified, assessed, mitigated and reported

Like all control systems, internal controls cannot provide an absolute guarantee that risks of misstatement, losses or human error have been totally mitigated or eliminated.

Control environment

SES has adopted a robust internal control framework based on a set of guidelines prepared by COSO (Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission). This framework provides reasonable assurance that the internal control objectives are being achieved; it is also consistent with the reference framework proposed by the French securities regulator, the 'Autorité des Marchés Financiers' (AMF).

The control environment is an essential element of the company's internal control framework, as it sets the tone for the organisation. This is the foundation of the other components of internal control, providing discipline and structure.

The Board has delegated the design, implementation and maintenance of a rigorous and effective system of internal controls to the Executive Committee of SES, which in turn works closely with the other levels of management in establishing control policies and procedures.

The descriptions of the main SES functions and processes are electronically documented using Business Process Management software, with the support of the Operational Excellence Team. Policies and procedures are regularly updated as appropriate. The aim is to design and implement a common set of policies and procedures that best support the organisation and can be used company-wide.

The policies and procedures apply to all employees and officers of the SES group, and where appropriate to its directors as the general framework for their own business process design.

The policies and procedures take into account specificities of each legal entity and are adapted where necessary to their activity, size, organisation, and legal and regulatory environment.
A group-wide 'Code of Conduct and Ethics' has been in place since 2009. The Code is designed to enable all employees, officers and directors to take a consistent approach to integrity issues and to make sure that SES conducts its business in compliance with all applicable laws and regulations and observes the highest standards of business ethics. In 2015, mandatory refresher courses for all SES employees worldwide were continued to reinforce awareness and compliance by staff.

An SES Compliance Committee, composed of designated Compliance Officers in each main corporate location, is tasked with raising the staff's awareness of the Code and ensures a consistent roll-out and training programme for the Code. The Committee meets regularly to discuss important topics or issues. Reflecting the company's expansion into developing markets, the composition of the Compliance Committee includes representatives from SES's offices in Africa, Asia, the Middle East and Latin America.

To ensure better compliance with the Data Compliance laws and regulations SES has appointed a Group Data Protection Officer.

Another key component of the control environment is the co-ordination of risk management with internal control. Risk management and internal control systems complement each other in controlling the company's activities.

Risk management

SES has adopted a risk management policy based on principles proposed by COSO and ISO31000. The co-ordination of the implementation of this policy and the development of a risk register is the responsibility of a Risk Management Committee which reports to the Executive Committee of SES.

The Executive Committee in turn reports to the Board, which has the ultimate responsibility for oversight of the company's risks and for ensuring that an effective risk management system is in place.

Common definitions and measures of risk management have been established and provided to the various risk owners to ensure that the risk management policy is properly implemented.

A risk management co-ordinator has been appointed in order to ensure the adequate review of the risks facing SES.

Each reported risk is categorised, assessed by the risk owners, and reviewed by the Risk Management Committee.

Key risk developments are periodically reported to the Executive Committee, the Audit and Risk Committee, and the Board.

Internal control activities

Regarding the internal controls in the area of accounting and financial reporting, the following should be noted:

- Staff involved in the company's accounting and financial reporting are appropriately qualified and are kept up-to-date with relevant changes in International Financial Reporting Standards ('IFRS'). Additionally, specific training and written guidance on particular matters is provided where needed. Written guidance, regularly updated for business developments and regulatory changes, is available to all relevant staff members and provides a summary of the company's accounting and financial reporting policies and procedures.

- Controls have been established in the processing of accounting transactions to ensure appropriate authorisations for transactions, effective segregation of duties, and the complete and accurate recording of financial information.

- Completeness and timely recording of financial information is ensured through regular reviews, monitoring of specific key performance indicators, validation procedures by functional leaders and as an additional check, the process of internal and external audit.

- In accordance with the requirements of IFRS, SES discloses detailed information on the market, credit and foreign exchange risks to which it is exposed, as well as its strategy for managing those risks.

- The company relies on a comprehensive system of financial reporting. Strategic plans, business plans, budgets and the interim and full-year consolidated accounts of the company are drawn up and brought to the Board for approval. The Board also approves all significant investments. The Board receives monthly financial reports setting out the company's financial performance in comparison to the approved budget and prior year figures.

- Any weaknesses in the system of internal controls identified by either internal or external auditors are promptly and fully addressed.

- The external auditors perform a limited review of the company's half-year consolidated financial statements and a full audit of the annual consolidated financial statements.

Regarding the internal controls in the area of treasury management, the following should be noted:

- The treasury function uses specific software that helps to ensure the efficiency and control of the implementation of the SES' hedging strategy for interest rate and foreign currency fluctuations. This software also aims to centralise the cash management of SES's affiliates.

- In order to ensure enhanced security and efficiency of the bank payments process, the company is using a banking payments system that allows for secured authorisation and transfer of payments from the SAP accounting system directly to the bank.

- A clear segregation of duties and assignment of bank mandates between members of SES management, treasury and accounting departments is implemented.

- In order to streamline the cash management process, SES has centralised the in-house bank into one hub and further reduced the number of cash pools being used. This in-house banking system is fully integrated and managed by SAP.

- SES predominately uses forward currency contracts to eliminate or reduce the currency exposure on single deals, such as satellite procurements, tailoring the maturities to each milestone payment. The foreign currency risk might be in EUR or USD. The forward contracts are in the same currency as the hedged item and can cover up to 100% of the total value of the contract. It is the company's policy not to enter into forward contracts until a firm commitment is in place, and to match the terms of the hedge derivatives to those of the hedged item to maximise effectiveness.

- The treasury activities with a significant potential risk, such as financial derivative transactions with external parties and in particular the hedging activities engaged during the year, are authorised within the framework approved by the Board.

- A short treasury report is issued every quarter to the Board as part of the financial reporting.

- To further strengthen these controls, a treasury policy is regularly updated. In addition, a Foreign Exchange Risk Management strategy, combined with a multiple year funding plan based on the SES strategic business plan, is also prepared and presented to the Audit and Risk Committee.

Regarding the internal controls in the area of tax management, the following should be noted:

- The main principles of SES's tax risk management are laid down in the SES Tax Charter, Tax positions are analysed based on best authoritative interpretations and reported in internal tax technical memos or tax opinions from external tax consultancy firms. The tax department seeks, where possible, to achieve upfront tax clearances with relevant local tax authorities with regard to the tax ramifications of main business ventures, corporate reorganisations and financing structures of the company.

- The transfer pricing team is responsible for continuously improving and fine-tuning transfer pricing documentation underpinning all significant cross-border inter-company transactions in the company. SES's transfer pricing reports (including functional and economic analyses and benchmarking studies) are embedded in a framework consisting of a master file and a transfer pricing policy.

Regarding the internal controls in the area of satellite operations, the following should be noted:

- SES's Technology Department is responsible for the procurement of satellites and launch vehicles, the procurement and maintenance of satellite-related ground infrastructure, and the administration, control and operations of the satellite fleet.

- The reporting of the satellite procurement and operations risk management process that is in place to monitor and assess sources of technical risks and to develop qualitative, quantitative and statistical methods which allow the mitigation of risk at the satellite fleet level has been integrated into the company's Risk Management framework.

- The operational procedures for satellite control and payload management cover manoeuvres and configuration changes required in nominal situations as well as in case of technical emergencies. The controllers are trained and certified in the execution of such procedures. These procedures are periodically reviewed to ensure that they are up-to-date. Satellite control software is being used and fully validated electronic station-keeping procedures are being applied throughout the entire SES fleet.

- SES has designed crisis management systems and supporting infrastructure and tools in order to address satellite in-orbit anomaly situations at an appropriate management level. An effective 'trouble tickets' escalation process is used to provide effective and timely support to customers.

- The Satellite Contingency and Emergency Response Process reflects the current company's organisational structure.

- In 2015 the alert notifications and escalation systems were successfully tested which included the participation of the respective Emergency Recovery teams and a post event analysis was conducted where areas of improvement were identified and test documentation updated.

- SES has adequate satellite control backup capability utilising the European and US-based Satellite Operations Centres ('SOCs').

- Primary satellite operations in Europe are operated from the new technical facility in Betzdorf and the SOC in Gibraltar. Primary satellite operations in North America are operated from the new Satellite Operations Centre ('SOC') in Princeton. The SOC projects in Betzdorf and Princeton have increased the satellite control efficiency and network security.

- SES has adequate satellite control backup capability utilising European and US SOC:

    - In case of a major disaster impacting the primary US SOC, the primary European SOC will first take-over satellite operations, until the backup SOC in US is staffed to take-over the operations;

    - In case of a major disaster impacting the primary European SOC, Gibraltar and the primary US SOC will first take-over satellite operations. Once staffed, the backup European SOC will take-over operations of several satellites to reduce the workload of the Gibraltar and primary US SOC.

Adequate backup capabilities are currently implemented in the following areas:

- SPS has been equipped to be able to uplink control channels for DTH set-top boxes for the 19.2 degree orbital slot when Betzdorf is unavailable (not associated with telemetry, tracking and control ('TT&C')).

- At Woodbine, additional fuel and Uninterruptible Power Supply ('UPS') redundant facilities were installed to enhance the station emergency backup system.

- At Manassas, thermal scans were performed on all power distribution devices of the backup power systems and adjustments made to improve the reliability of the devices. Also, electronics were moved from potential ‘flood zone areas’ and the existing flood protection measures were enhanced to prevent potential damage.

- The TT&C function is currently provided for each satellite via at least two independent antenna sites. The sites are connected via a ground dual-redundant state-of-the-art network to at least two site diverse SOC’s.

- A backup Ground Control System for Loral and Airbus Defence and Space spacecraft has been installed in the US to support the emergency disaster recovery capabilities of the European SOC.

- The global network that supports TT&C has been greatly strengthened by deploying a dual-redundant state-of-the-art Multi Protocol Label Switching (‘MPLS’) network connecting all the SOCs and TT&C sites worldwide.

- The alternative European back-up of the TT&C functions has been built out for SES needs with a fully operational backup plan for all ASTRA satellites.

Regarding the internal controls in the area of information and communication technology, the following should be noted:

- Management is committed to ensuring that its data, infrastructure and information technology systems are as secure as is reasonably practicable. Security controls, policies and procedures are in place to prevent unauthorised access to premises, computer systems, networks and data. Policies and procedures have been defined and implemented in order to address the more rigorous regulations governing handling of personally identifiable data.

- Management is committed to enhancing information security through the established Data Governance and Information Security Committee.

- Electronic information is regularly backed up and copies are stored off-site.

- SES has disaster recovery plans for its business applications. The regular annual testing of these activities which took place also in 2015 has confirmed that SES is in a good position to recover all mission critical back-office applications within their set recovery time objectives.

Information and communication

Since January 2015 all SES’s main trading operations are now included and operated on a common SAP platform, sharing common processes and controls.

The new SAP Security and Authorisation function is committed to continually enhancing SAP access management, taking advantage of the newly implemented SAP Governance Risk and Compliance module which focuses on access and process controls.

To further support this process the SAP Security and Authorisation function has begun a project to define and implement a comprehensive SAP Security policy.

The operation of the SAP hosting platform continues to mature in various areas including data privacy, data encryption and intrusion detection. A detailed operational handbook is maintained to safeguard smooth and secure operation of the company’s ERP platform.

Internal communication ensures the effective circulation of information and supports the implementation of internal control and risk management by providing business and functional objectives, instructions and information to all levels of SES. The corporate intranet portal and collaboration tools are instrumental to sharing information throughout the company.

Monitoring activities

Monitoring is done in two ways: through ongoing evaluations or separate evaluations. Ongoing evaluations are performed by management as routine operations, built into business processes, and performed on a real-time basis, reacting to changing conditions.

The SES Internal Audit function performs separate evaluations of the relevance of, and compliance with, company policies and internal control procedures.

The mission of the Internal Audit function is to provide independent and objective assurance regarding the effectiveness and efficiency of business operations, the reliability of financial and operational reporting, and the company's compliance with legal and regulatory requirements. In this context, Internal Audit is also tasked to support management with identifying, preventing and minimising risks, as well as safeguarding the company's assets.

To ensure an appropriate level of independence and communication, the Internal Audit function has a direct reporting line into the Audit and Risk Committee and reports functionally to the President and CEO.

The activities of the Internal Audit function are executed in accordance with an annual audit plan, which is reviewed and approved by the Audit and Risk Committee. This plan is derived from an annual risk assessment based on a risk mapping exercise relying on the SES risk register. The annual risk assessment responds to the need to dynamically link the audit plan to risks and exposures that may affect the organisation and its operations.
Internal Audit monitors the implementation of internal control recommendations and regularly reports on effective compliance to the President and CEO and to the Audit and Risk Committee.

Internal Audit also regularly co-ordinates audit planning and exchanges relevant information with the company's external auditors.

The proxy structure of the SES Government Solutions entity, in line with common practice for businesses serving certain segments of the US government, imposes various restrictions on the Board and executive management in directly supervising the maintenance of an internal control system and imposing an internal audit structure. The SES Internal Audit function did not perform any direct internal control review of this entity during 2015, in line with the imposed restrictions. However, these restrictions are mitigated through having agreement on a required risk management and internal control framework which is subject to evaluation and testing by a third-party internal audit function. An adequate reporting process of activities of the third-party audit function to the SES Internal Audit function and Audit and Risk Committee has been put in place.

It should be further noted that PwC, as external auditor, reviews the financial statements of SES Government Solutions.

INVESTOR RELATIONS

SES's dedicated Investor Relations function reports to the Chief Financial Officer and works closely with the President and CEO. Its purpose is to develop and coordinate the group's external financial communications and interactions with equity and debt investors, investment analysts, credit rating agencies, financial journalists and other external audiences, to monitor stock market developments, and to provide feedback and recommendations to the SES Executive Committee.

The Vice President, Investor Relations is responsible for the definition and execution of SES's active Investor Relations programme and participation in investor conferences and similar events. Investor Relations also works closely with the group's General Counsel to ensure that the group's external communications are compliant with all applicable legal and regulatory requirements.

CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY

The concept of Corporate Social Responsibility (CSR) is used to identify how a company's values and conduct demonstrate responsibility towards the communities and societies in which it operates. To get an accurate overview of a company's social responsibility a variety of factors need to be considered, including their environmental and ecological profile, educational contributions, charitable activities, human resources as well as their corporate strategy.

SES CSR goes beyond compliance with the compulsory legally elements and includes self-defined targets. SES has made a number of commitments and defined its best practices. This results in notable recognition by stakeholders, investors, customers and employees, and an excellent reputation as a company citizen.

In addition to complying with the existing framework, SES voluntarily discloses supplementary and non-financial information - via this current report – that according to the EU directive 2014/95 will only become mandatory as of 2018.

Environment

Since 2008 SES has reported the CO2 emissions of its operations officially by participating in the Carbon Disclosure Project (CDP), which collects the data of all SES's business activities and locations.

The data collection for CDP covers three scopes:
- Scope 1: Direct Combustibles (such as chemical fuels and gas)
- Scope 2: Indirect Energy consumption (purchased electricity or heat)
- Scope 3: Other Emissions (business travel, waste, refrigerants)

In 2014, the company's activities related to operating and commercializing SES's satellite fleet, as well as general administration, finance and marketing, generated approximately 35,087 tons of CO_2 emissions worldwide, a decrease of 9 % compared to 2013.

Emissions from Scope 2 electricity consumption represented the largest component of SES's total emissions in 2014 (approximately 48%). Scope 1 emissions were approximately 18%, both overall reduced by 3,681 tons. The Scope 3 part, business travel including the staff commuting, has decreased by 3,200 tons to 28% overall. Teleports generated the largest share of the emissions from Scope 1 and Scope 2 sources.

SES CO2 results							
Year	**2014**	**2013**	**2012**	**2011**	**2010**	**2009**	**2008**
Scope 1	6,546	6,621	6,959	6,464	12,397	17,317	14,432
Scope 2	17,080	17,391	20,475	27,758	26,846	32,471	26,507
Scope 3	11,460	14,756	5,873	4,937	2308.961		
Total emissions	**35,087**	**38,768**	**33,307**	**39,159**	**41,553**	**49,788**	**40,939**

More details the Carbon Disclosure Project can be found at (www.cdproject.net).

SES implemented a substantial carbon reduction plan at its headquarters site in Betzdorf, Luxembourg, and SES continues to support carbon reduction initiatives on an ongoing basis. SES is particularly focused on carbon reduction initiatives in connection with new building

constructions and infrastructure upgrades. In Luxembourg, SES operates a Combined Heat and Power (CHP) unit, which reduces the emissions load of the general grid. In addition, since January 2010 SES's headquarters have been using electricity sourced from hydropower, which can be considered CO2-free. The same applies to its operations in Sweden. The use of renewable energy has had a significant reduction of the company's carbon emissions in Luxembourg (an estimated 6,000 tonnes). However, due to the carbon accounting rules, these emissions gains are not reflected in the company's carbon disclosure figures. SES applies best practices in minimizing the environmental impact of outsourced activities, such as the manufacturing and launching of spacecraft. The company also ensures that the amount of radiation emitted from earth stations respects or remains below the maximum levels defined by the countries of operation. SES's compliance with this is checked through yearly audits that are conducted by both internal and by third-party accredited organisations that specialise in the field of industrial safety.
London-based start-up ET Index encourages "green" investment by providing investors with carbon emissions data and tracking, both for portfolios and individual companies. The company tracks direct greenhouse gas emissions, as well as factoring in things like electricity consumption, supply chain, and other indirect emissions. ET Index has produced a ranking of the 800 biggest companies in the world, based on relative emissions and weighted to allow comparison of the biggest to the smallest emitters on the list. Each business is given an intensity score, which gives the tons of carbon dioxide equivalent produced per $1 million (£650,000) in revenue. In 2015, SES was ranked 11th.

Education

In Luxembourg SES pursued a partnership with the University of Luxembourg. Together the partnership is developing a centre of excellence and innovation for advanced information and communications technology in satellite systems. To bring this into reality SES is cooperating with the University's Interdisciplinary centre for Security, Reliability and Trust (SnT). Additionally SES finances a chair in satellite, telecommunications and media law within the Faculty of Law Economics and Finance. Also in Luxembourg, SES has a cooperation agreement with Sacred Heart University Luxembourg, which covers both educational services for SES employees and student visits.

In Strasbourg, France, SES has continued funding a scholarship programme with the International Space University (ISU) to support students studying advanced space applications.
In Benin, Africa, SES also funds to scholarships for students from the African school of economics (ASE), to attend Princeton University, a partner in the United States.

In the US, SES supports the Stevens Institute of Technology, a coeducational research university located in Hoboken, New Jersey, with a Master's Programme.

Charity

The entire team at SES is focused on charitable work, encompassing charity activities run by SES's matching donations scheme, SES social clubs, and HR Learning and Development endorsed charity projects. SES charitable donations include yearly contributions to charities, one-off contributions to disaster-stricken areas, SES Gives Back! and a site-based charity run. SES's charity activities engage and motivate SES colleagues who then inspire other colleagues to give back to the society and countries in which SES does business.

In 2015 SES matched employee donations to these charitable organisations: The Red Cross, The Red Crescent, Oxfam, Unicef, Médecins Sans Frontières / Doctors Without Borders, and Télécoms Sans Frontières.

In addition, SES is proud that its employees take independent initiatives to give back to society. In 2015 SES teams volunteered their funds and/or time to: The Singapore Cancer

Society, the Leukemia and Lymphoma Society in the US, Martha's table in the US, a clothing donation drive, Dragon boat racing for breast cancer research, the construction of the Green Village in Manila, building a Primary school in Tanzania, helping Syrian refugees relocate in Germany, a Burkina Faso kids scholarship, help towards the Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf SOS Village d'Enfants / SOS Children's Village, Fondation JED Belgique, and the Royal Academy of Dramatic Arts (RADA).

Human Resources

As of 31 December 2015, the SES group employed 1,314.5 individuals worldwide, counted in full time equivalents (FTEs). 462.2 FTEs are based in the Luxembourg headquarters, 405.1 in the rest of Europe, 357.3 in the United States and 89.9 in the rest of the world. The gender split within SES is 25% women and 75% men.

SES is an international company with 55 different nationalities represented in its employee population. Its leadership team includes 22 different nationalities at the Executive level, while SES's high potential programme has employees of 19 different nationalities. The top five populations of nationalities in SES are the US with 350 employees, Germany with 305, France represented by 102 people, the UK by 84, and Luxembourg with 69 people working at SES.

Corporate

Satellite technology holds an important role in the global communications infrastructure. SES's company management and the corporate team hold the responsibility to reinforce and communicate this importance widely. To do this a range of activities were developed including passing on SES's message about satellite relevance, developing its corporate strategy, and being innovative in its technological approach.

The role and relevance of Satellite in future and next generation network architectures is the leitmotif of SES's narratives and a key ingredient of its societal engagement. SES takes every opportunity to convey this message, and in 2015 touched thousands of people with its story. In the second half of 2015 Luxembourg held the presidency of the European Union. As a part of this event, SES developed a very intense programme, hosting nearly 800 visitors at its headquarters in Betzdorf. Representatives of EU institutions, EU member states, and diplomates all came through its doors giving SES the occasion to discuss the importance of satellite with them. Over the course of 2015 SES also attended PR roadshows across the globe to convey this message, visiting Mexico, the Philippines, the UAE, Brazil, Cameroon, Nigeria, France, Germany, and the US. SES delegates attended conferences for this purpose as well. SES participated at Euroconsult, ARTES, IBC, GSMA Mobile World Congress, Brussels Space Conference, Air Forum Paris, and Davos Global Agenda 2015, and hosted the SES Broadcast Forum and SES Industry Days. These initiatives all resulted in the acknowledgement of satellite's key role in digitisation and growing visibility for satellite/space narratives beyond the industry.

The strategy of SES, which includes globalisation, verticalisation, innovation and a focus on applications, also plays an important role in its strategic narrative. SES's strategy of verticalisation goes beyond its core video business to recognise the importance that satellite can have in other industries. By defining its verticals SES has given its business a laser focus on video, mobility, enterprise, and government. This allows SES to clearly identify areas where its business can meet society's needs. Beyond verticalisation, SES continues to take a thoughtful approach when considering how its business interests can integrate with a community's needs. SES's Elevate installer training programme is one such initiative, and SES has now trained over 4000 installers in 14 African countries.

Finally, SES accomplishments in innovation define its organisation as a thought leader, innovation driver, pioneer and investor. Under its innovation activities, SES supports and develops products and programmes that showcase the unique strength of satellite to tackle institutional, infrastructure and environmental challenges. Emergency.lu, SATMED, and SES's connected solar school programmes all demonstrate the key role satellite can play to improve the lives of people around the world.

RESPONSIBILITY STATEMENT

The Board of Directors and the Executive Committee of the company reaffirm their responsibility to ensure the maintenance of proper accounting records disclosing the financial position of the group with reasonable accuracy at any time, and ensuring that an appropriate system of internal controls is in place to ensure the group's business operations are carried out efficiently and transparently. In accordance with article 3 of the law of 11 January 2008 on the harmonisation of transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market, we declare that, to the best of our knowledge, the annual statutory accounts, prepared in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements, and the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2015, prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union, give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and profit of the year of SES taken individually, and of SES and its consolidated subsidiaries taken as a whole. In addition, the management report includes a fair review of the development and performance of the business and the position of SES taken individually, and of SES and its consolidated subsidiaries taken as a whole, together with a description of the principal risks and uncertainties that they face.

Romain Bausch	Karim Michel Sabbagh
Chairman of the Board of Directors	President and CEO

Attachment 1

Main SES Shareholders
as of 3 March 2016

A-shares

Sofina Group
Nouvelle Santander Telecommunications S.A.
Luxempart Invest S. à r.l.
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (Fiduciary)

B-shares

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
Etat du Grand Duché de Luxembourg
Société Nationale de Crédit et d'Investissement

Attachment 2

Composition of the Board of Directors and of the Committees set up by the Board as on 31 December 2015

Chairman

Mr Romain Bausch

Vice-Chairmen

Mr François Tesch
Mr Jean-Paul Zens

Members

Mr Serge Allegrezza
Mr Marc Beuls
Mr Marcus Bicknell
Mr Marc Colas
Mrs Bridget Cosgrave
Mr Hadelin de Liedekerke Beaufort
Mr Jacques Espinasse
Mr Jean-Claude Finck
Mrs Tsega Gebreyes
Mr Conny Kullman
Mr Ramu Potarazu
Mrs Anne-Catherine Ries
Mr Victor Rod
Mr Marc Speeckaert
Mrs Kathrin Wehr-Seiter

Observers

Mr Pierre Goerens, Commissioner of the Government at SES ASTRA

Mrs Maria Kugel, SES ASTRA Employee Representative

Secretary to the Board of Directors

Mr Pierre Margue, VP Legal Services Corporate and Finance

Chairman's Office

Mr Romain Bausch, Chairman
Mr François Tesch
Mr Jean-Paul Zens

Audit and Risk Committee

Mr Marc Speeckaert, Chairman
Mr Marc Beuls
Mr Marc Colas
Mrs Bridget Cosgrave
Mr Jacques Espinasse
Mr Jean-Claude Finck

Remuneration Committee

Mr Conny Kullman, Chairman
Mr Romain Bausch
Mr Marcus Bicknell
Mr Hadelin de Liedekerke Beaufort
Mr Jean-Claude Finck
Mr Jean-Paul Zens

Nomination Committee

Mr Jean-Paul Zens, Chairman
Mr Serge Allegrezza
Mr Romain Bausch
Mr Marcus Bicknell
Mr Conny Kullman
Mr François Tesch

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 4 de l'ordre du jour

Une présentation sur les principaux développements de la société pendant l'année 2015 et les perspectives sera donnée en cours de séance.

* * *

Agenda item 4

A presentation of the main developments during 2015 and of the outlook will be given during the meeting.

4. Présentation des principaux développements de la Société pendant l’année 2015 et perspectives

Presentation of the main developments during 2015 and of the outlook

Karim Michel Sabbagh,
President and CEO

Robust performance, setting foundations for sustainable growth

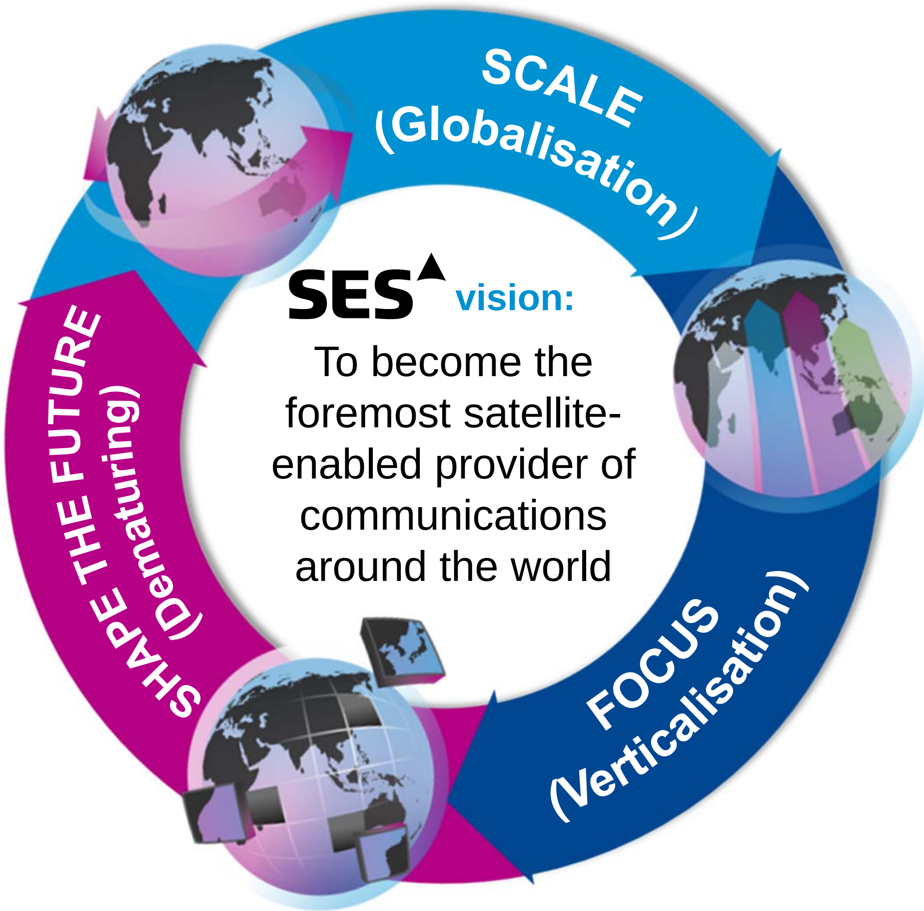
	2015 EUR million	Growth as reported	Growth at constant FX[1]
Revenue	2,014.5	+5.0%	-3.2%
EBITDA	1,494.2	+4.6%	-3.6%
Profit after tax[2]	674.0	+5.0%	n/a
Dividend proposed per A-share	EUR 1.30	+10%	n/a

Execution of differentiated strategy delivering:

- Solid growth in group revenue and profit after tax
- Strengthening and growing SES's four market verticals
- Foundations for sustainable, long-term growth

1) At constant FX refers to the restatement of comparative figures to neutralise currency variations and thus facilitate comparison
2) Profit before share of associates' result and non-controlling interests

Executing on SES's differentiated strategy



Globalisation – building scale to deliver global solutions

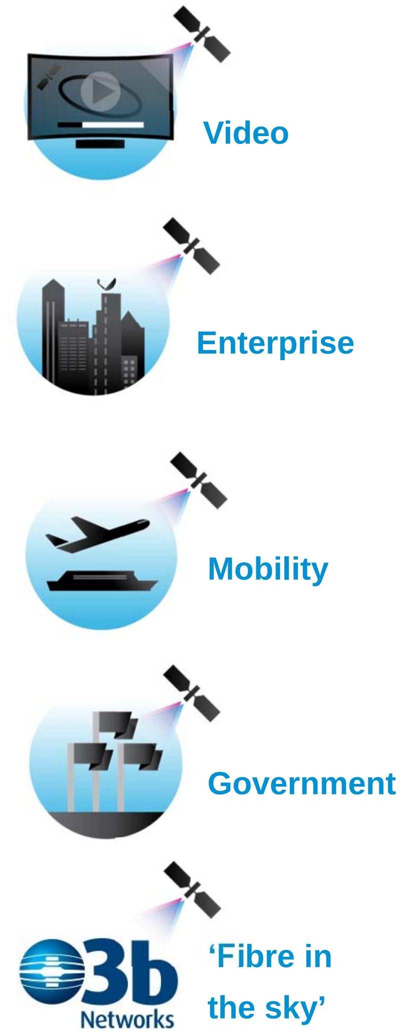
- Expanding in International
- Adding to growth in core markets

Verticalisation – focused, capability driven strategy

- Focused development of differentiated capabilities in four market verticals

Dematuring – shaping the future user experience

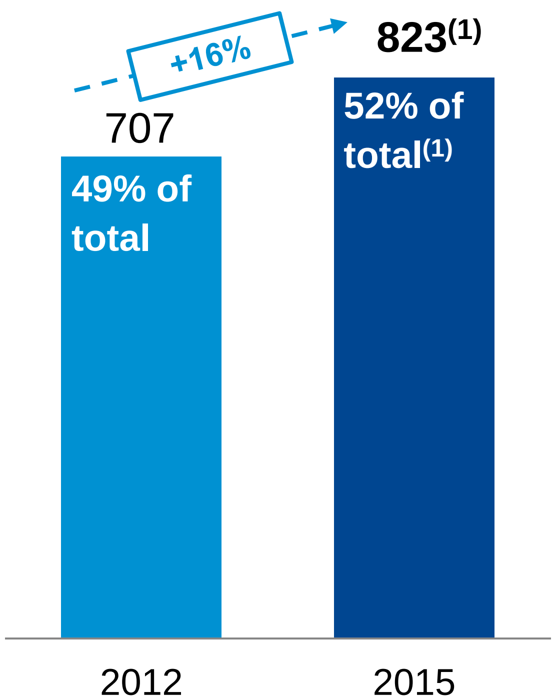
- Innovate throughout the emerging digital ecosystem
- Creating new and differentiated applications across technologies
- Developing the optimal business model and commercial approach



Expanding in fast-growing emerging markets

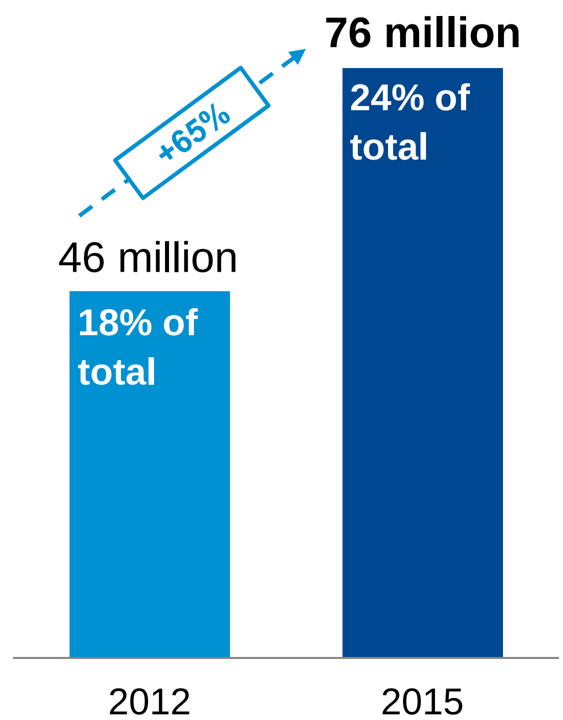
Available capacity (International)

36 MHz equivalent



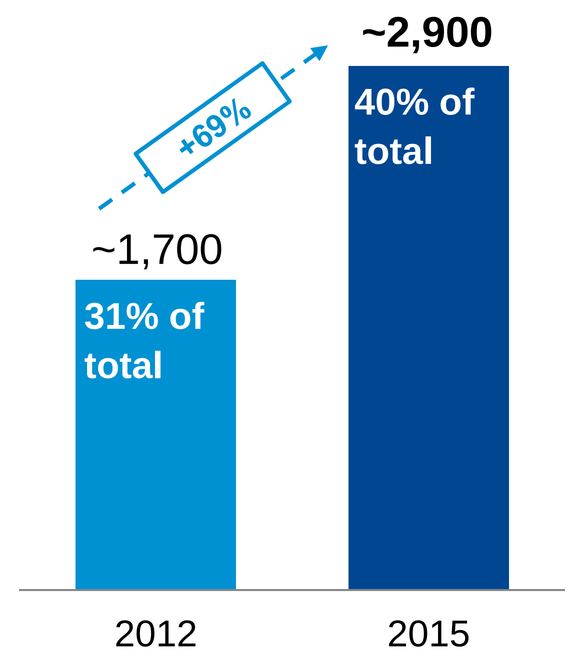
Technical reach (International)

TV households



TV Channels (International)

Broadcast of SES satellites

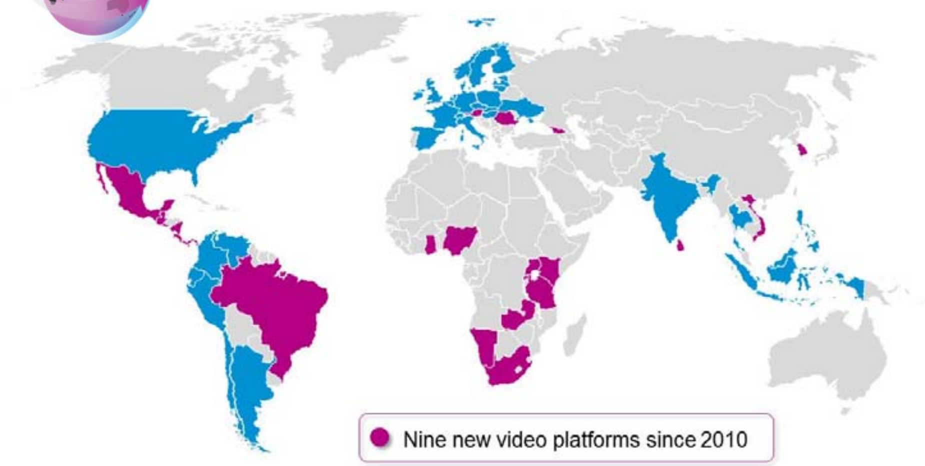


- International now accounts for over 50% of SES's available capacity and 40% of TV channels
- Growing emerging market capacity by 21% from new satellites launched by end-2017

1) Available capacity including NSS-7 (now transferred to inclined orbit). Excluding NSS-7, available capacity in International grew by 6% to 749 transponders

Video (67% of group revenue)
Building scale and focused development of Global Video

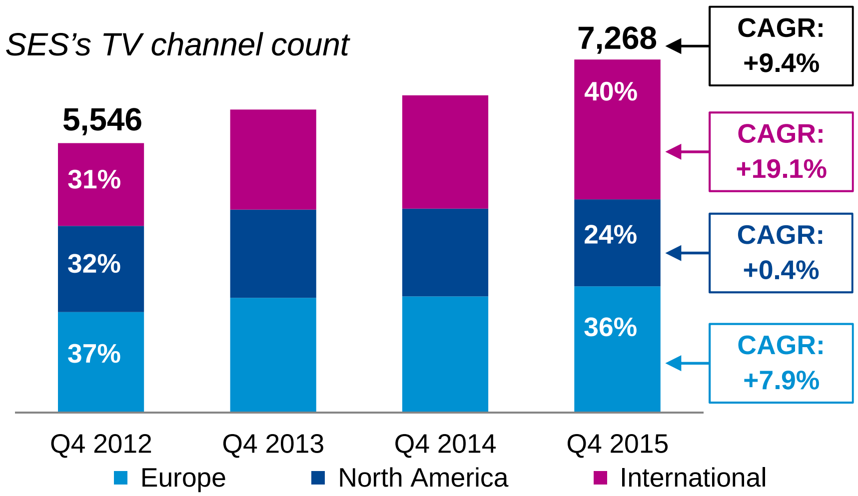
Scale



- Serving eight of the top 10 developed 'in focus' markets
- Serving the major 'in focus' emerging markets
  - Eight of the top 10 in Latin America
  - Five of the top 10 in Asia Pacific
  - Four of the top 10 in Africa and Middle East
- Global reach grown to 312 million households
- 50 pay TV and FTA platforms supported by SES worldwide (2010: 41)

Focus

- 11.3% growth (YOY) in TV channels (industry: +2.3%)
  - Market share increased (YOY) from 17.2% to 18.4%



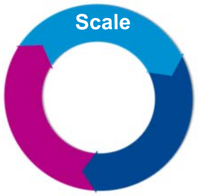
- HD TV channels +18.3% (industry: +12.9%)
  - Market share increased from 24.9% to 25.8%
- Increasing volume of content managed by SES PS
  - SES PS now managing over 400 TV channels
  - SES PS contract backlog now over EUR 300 million

Video (67% of group revenue)
Shaping the future user experience in Video

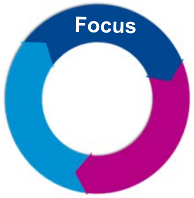
Shaping the future

- Driving the commercial introduction of Ultra HD
  - First to secure commercial UHD channels
  - Largest broadcaster of commercial UHD channels
- Delivering the best experience across all devices
  - SAT>IP converts satellite signal to 16 connected devices; adopted and supported by over 40 manufacturers
  - Adding complementary NGV capabilities from RR Media
- Seamless and efficient end-to-end hybrid solutions which combine the complementary strengths of satellite and terrestrial
  - FLUID HUB launched in Q2 2015, providing managed cloud-based management platform for around 20 customers
  - LIQUID VOD, delivering real-time VOD via satellite
  - LUCID OVP, end-to-end service for combining linear TV streaming, catch-up TV and VOD

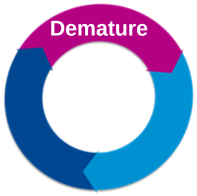
Key wins in 2015/2016 to date



- Capacity agreements in Africa (StarTimes, Canal Holdings and Deutsche Welle)
- Important renewals (e.g. ViaSat) and new growth (e.g. BBC) in Europe for HD
- Scripps Network renewal and migration to the centre of the North American arc
- Televisa capacity agreement for C-band transponders for Mexico



- StarTimes also contracted SES PS to manage DTH distribution
- HD+ subscribers grew 11% (YOY) to 1.8 million



- SAT>IP Alliance grown to seven partners
- Three new products launched by SES PS
- Fox International, Turner, INSIGHT and others now using FLUID HUB platform
- Europe’s first commercial UHD channel
- World’s first global UHD channel

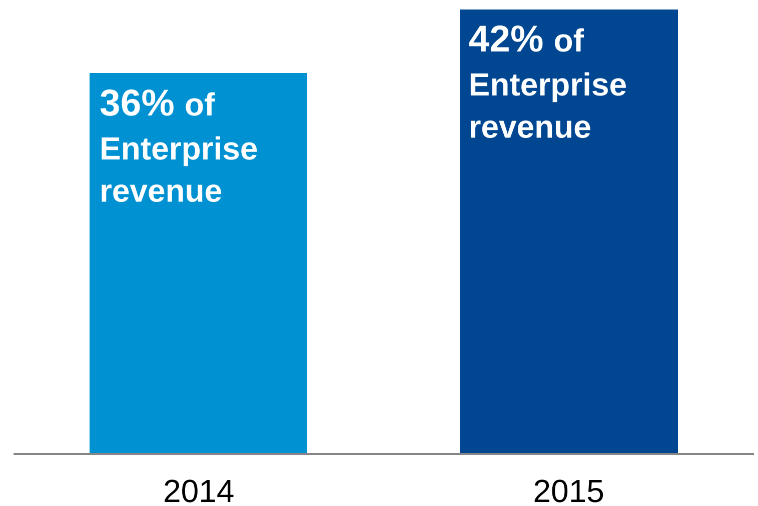
Enterprise (15% of group revenue)
Building scale in Enterprise with major global partnerships

Scale

- Global coverage and range of spectrum
  - 52 GEO satellites covering the globe
  - Launching global HTS platform (36 GHz)
  - O3b's MEO constellation (12 satellite constellation(1), with a further eight satellites under procurement)
  - Capacity in Ku-band, C-band and Ka-band
- 11 SES-managed IP platforms serving Europe, Asia, Latin America and Africa
- SES reaches over one million simultaneous fixed internet connections

Focus

- Global 'Tier One' telcos and service providers now represent over 40% of Enterprise revenue



- HTS growth drivers and value differentiators
  - O3b (MEO HTS) in operation since September 2014
  - SES GEO HTS in service from 2017/2018

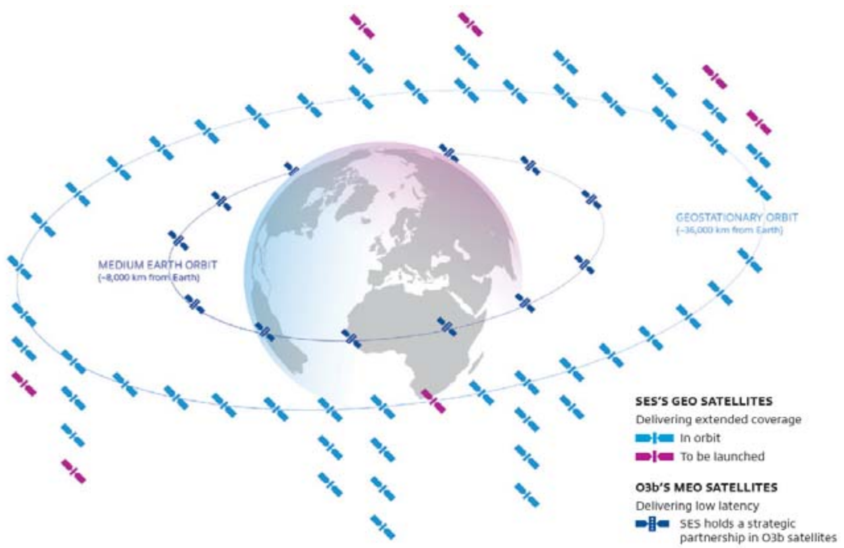
1) Nine satellites currently in operation with three satellites as back-up

Enterprise (15% of group revenue)
Building scale in Enterprise with major global partnerships

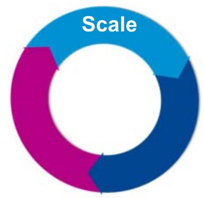
SES

Shaping the future

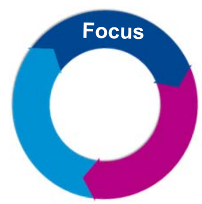
- Introducing Plus – SES's new satellite data network
  - Delivering higher throughput at lower cost per bit
  - Providing a global connectivity platform for customers
  - GEO/MEO complementarity



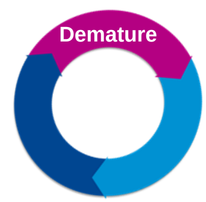
Key wins in 2015/2016 to date



- Expanded partnership with Airbus Space and Defence for new Terralink offerings
- ITC Global using SES to deploy powerful enterprise network for major global oil producer



- X2nSat doubled capacity for corporate and mission-critical applications
- SES Techcom partnership with Post Telecom



- Enterprise+ Broadband in Africa
  - Launched in five countries
  - Up to one Gbps with 99.5% service availability

Mobility (3% of group revenue)
Expanding relationships with major global Mobility providers

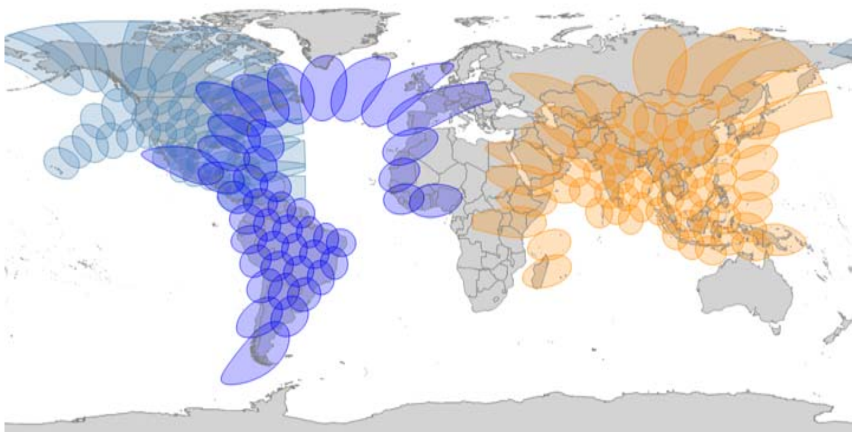
SES

Scale

- Significant commercial relationships with the major global providers of inflight connectivity:
  - GLOBAL EAGLE ENTERTAINMENT
  - gogo
  - Panasonic
- Already serving up to 2,000 aircraft per year, carrying up to 300,000 passengers

Focus

- Global HTS platform (36 GHz total capacity)
  - Equivalent to ~250 TPEs from a revenue generation potential
  - Significant pre-commitments from Global Eagle Entertainment, Panasonic and Gogo
- HTS payloads on wide beam satellites
  - Ability to overlay wide beam capabilities to high throughput connectivity solutions



Mobility (3% of group revenue)
Expanding relationships with major global Mobility providers

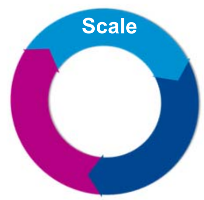
SES

Shaping the future

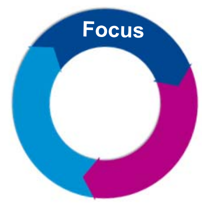
- Introducing Plus – SES's new satellite data network to support global mobility platforms
  - Delivering higher throughput at lower cost per bit
  - Providing a global connectivity platform for customers
  - GEO/MEO complementarity

- Delivering the best experience to each seat

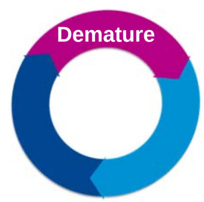
Key wins in 2015/2016 to date



- Expanded partnership Global Eagle Entertainment on current fleet and future HTS capacity



- Major long-term agreements with Gogo and Panasonic for SES-14/ SES-15 HTS/wide beam capacity
- Multi-year capacity agreement with KVH Industries for maritime connectivity



- Capacity renewal and expansion agreed with SkyStream to support additional VSAT networks in the maritime and oil & gas industries

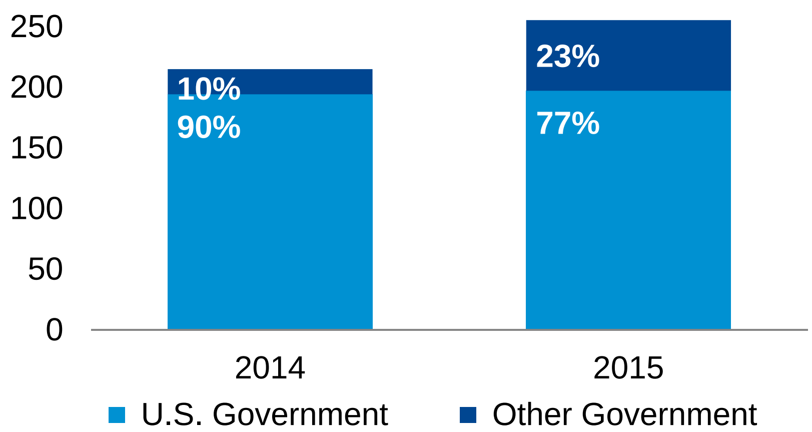
Government (13% of group revenue)
Developing SES's global Government business

SES

Scale

- Non-U.S. Government now 23% of Government revenue

EUR million



- 57 total global government customers
  - Five new government regions served in the last year
- Serving 13 U.S. Government departments
  - Seven new U.S. Government customers in 2015

Focus

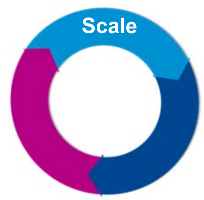
- Global HTS platform
- GEO/MEO complementarity
- SES-16/GovSat-1 providing dedicated government capacity (X- and military Ka-band)
  - High-powered fully steerable spot beams
  - Coverage over Europe, Middle East and Africa
  - Luxembourg Government also committed to a significant amount of the satellite's capacity
  - Optimally suited to support Luxembourg's contribution to European defence

Government (13% of group revenue)
Developing SES's global Government business

Shaping the future

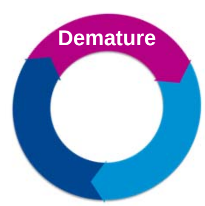
- Introducing Plus – SES's new satellite data network
  - Delivering higher throughput at lower cost per bit
  - Providing a global connectivity platform for customers
  - GEO/MEO complementarity
- SES GS shaping U.S. Government policy and procurement practices
  - Pathfinder initiatives
  - Hosted payloads
  - Redefining COMSATCOM as critical infrastructure

Key wins in 2015/2016 to date



- Established LuxGovSat partnership with significant pre-commitment to SES-16/ GovSat-1
- 12 txps agreement with Canadian regional government
  - Connectivity services across Northern Quebec
  - Triples bandwidth currently available

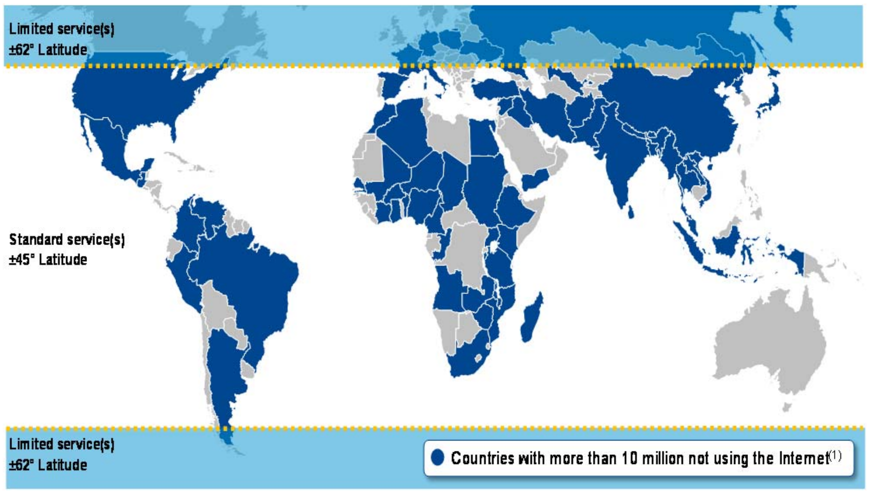
- End-to-end defence network in Niger
- WAAS hosted payload
  - 14-year contract, including construction



- GOLD hosted payload
  - Five year contract, including construction
- SES GS secured contract with NOAA to deliver O3b connectivity

Unique, complementary and 'game-changing' solution

Scale



- Up to 190 Gbps of total throughput
- Low latency of <150 milliseconds
- More than 40 customers across 31 countries, and growing

Focus

- Efficient, scalable constellation
- Vertical focus:
  - O3b Trunk
  - O3b Cell
  - O3b Energy
  - O3b Maritime
  - O3b Government
- Market penetration
- Secured spectrum
- Operational system
- Scalability

1) Source: World Bank

SES

Fastest growing satellite network in history

Shaping the future

- Growing need for Enterprise services and mobile backhaul across large, unconnected areas
- Crystal clear voice and HD video backhaul
- Ultra-fast response times
- Seamless use of cloud-based applications

Key wins in 2015/2016 to date

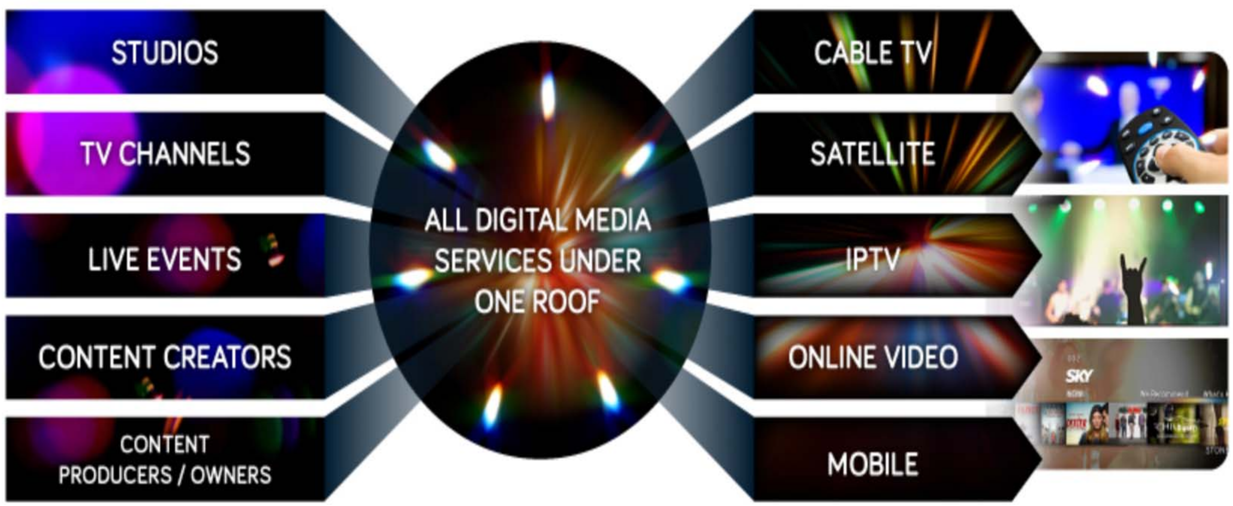
- Fastest growing satellite network in terms of capacity contracted
- Largest provider of connectivity in the Pacific
- Expanding customer base, including:
  - Bharti Airtel
  - RigNet
  - SpeedCast
  - U.S. NOAA
- Over 50% of customers have already upgraded their service commitments

Acquiring RR Media for USD 242 million

Combining the complementary strengths of satellite and terrestrial networks

- RR Media is a leading provider of global digital media services
- On completion, RR Media will merge with SES Platform Services

Content Producers/owners — Platform operators — End users



Over 1,000 media customers globally

Over 350 hours of premium sports & live events daily

Over 4,000 hours of online video and VOD daily

Over 24,000 hours of broadcast content daily

RR Media complements SES PS Portfolio

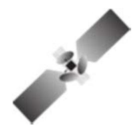
Scaling and combining the complementary portfolios of SES PS and RR Media

Content Production → **Backend Provider** → **Infrastructure Provider** → **Experience Provider** → **Consumption**

Content Production
- Content ingestion
- Content post-production

Backend Provider
- Broadcast platforms
- Content Contribution
- Content Management
- Playout
- Live Sport
- Online Video Platforms backend support and syndication
- OVP syndication
- Remote/smart playout

Infrastructure Provider
- Satellite DTH distribution
- Satellite DTC contribution
- Teleport services



Experience Provider
- Pay-TV
- Free-To-View Operators

Consumption
- Appliances (CPEs)
- Apps and connectivity
- OTT and smart TVs

SES Platform Services smart cast — SES — HD+

Mainly regional

Global

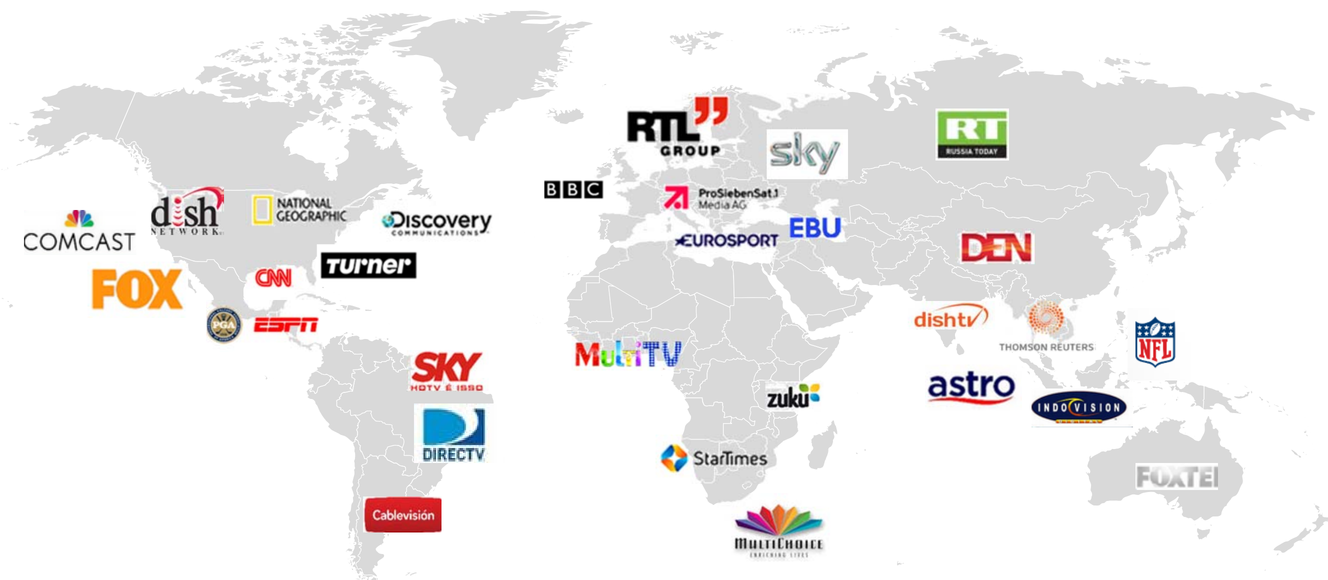
RR Media Rethink.Reinvent

Less than 8% SES capacity currently

- International uplink, storage, Media Asset Management, playout facility and platforms
- Low cost and high quality linear and on-demand “turn key” solutions in emerging and developed markets
- Regionally based technical and commercial staff

Combined Customer Base

Combining customer base and globalising reach



- Pull-through and retention platform
- UHD launch engine
- B2B2C intimacy
- Innovation leader

16 Offices

Over 1,500 media customers globally

Over 1,000 TV channels distributed

Over 350 TV channels play-outs

Over 120 syndicated VoD platforms

Complementing SES's differentiated strategy

Globalisation
Building scale to serve rapidly increasing demand for global solutions

- Creating a world-leading media solutions provider
- Growing SES's annualised group revenue by ~7%
- Expanding mix of global and local media customers

Verticalisation
Focused development of differentiated capabilities in four market verticals

- Excellence in conventional, cost-efficient services
- State-of-the-art content management and playout
- Seamless end-to-end solutions capabilities

Dematuring
Shaping the future user experience, entrenching satellite in the ecosystem

- Delivering premium content to all devices
- Optimised combination of satellite, fibre and the Internet
- Added innovation capabilities (e.g. SolaRR and RR Lab)

Acquisition delivering attractive return on investment

- SES will pay a consideration of USD 13.291 per share to acquire 100% interest in RR Media
  - Represents an enterprise value of USD 242 million
  - Corresponds to multiple of less than 9.5 times 2016 expected EBITDA
  - Generates an IRR in excess of SES's minimum hurdle rate for services investments
  - Earnings accretive from first year
- Acquisition funded from group's existing financial resources
- FY 2015 revenue expected to be around USD 140 million[(1)]
- FY 2016 revenue expected to be between USD 160 million and USD 170 million[(1)]
  - Including full year benefit of two acquisitions completed during 2015
- Acquisition is subject to regulatory approvals, expected to be completed in Q2/Q3 2016

1) Source: RR Media Q3 2015 results announcement (24 November 2015)

Setting the foundations for sustainable growth

	2016	2017	2018	
Global Video	SES-9 and SES-10			EUR 250 - 300 million potential annualised revenue[(2)]
Next Generation Enterprise & Mobility		SES-12, SES-14, SES-15		
Next Generation Government		SES-16/GovSat-1		
'Fibre in the sky' O3b Networks[(1)] (Enterprise, Mobility and Government)	12 satellites (nine in operation and three back-up) Plus further 8 satellites procured			USD 32 - 36 million potential annualised revenue per operational satellite[(3)]

1) SES has a 49% interest in O3b Networks on a fully diluted basis
2) Annualised incremental revenue when at an average "steady-state" utilisation of around 75% (Based on FX rate of EUR 1: U.S. Dollar 1.10)
3) Source: O3b (from SES Investor Day in June 2015)

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 5 de l’ordre du jour

Une présentation sur les résultats financiers pour l’exercice 2015 sera donnée en cours de séance.

* * *

Agenda item 5

A presentation on the 2015 financial results will be given during the meeting.

5. Présentation des résultats financiers pour l’exercice 2015

Presentation of the 2015 financial results

Padraig McCarthy,
Chief Financial Officer

Financial highlights

	2015 EUR million	2014 EUR million	Growth as reported	Growth at constant FX
Revenue	2,014.5	1,919.1	+5.0%	-3.2%
EBITDA	1,494.2	1,428.0	+4.6%	-3.6%
EBITDA margin	74.2%	74.4%	-20 bps	-30 bps
Profit after tax	674.0	642.4	+5.0%	n/a
Profit after tax margin	33.5%	33.5%	-	n/a
Profit of the group	544.9	600.8	-9.3%	n/a
Net operating cash flow	1,450.6	1,239.5	+17.0%	n/a
Net Debt/EBITDA ratio	2.54 times	2.77 times		
Contract backlog	EUR 7.4 billion	EUR 7.3 billion		

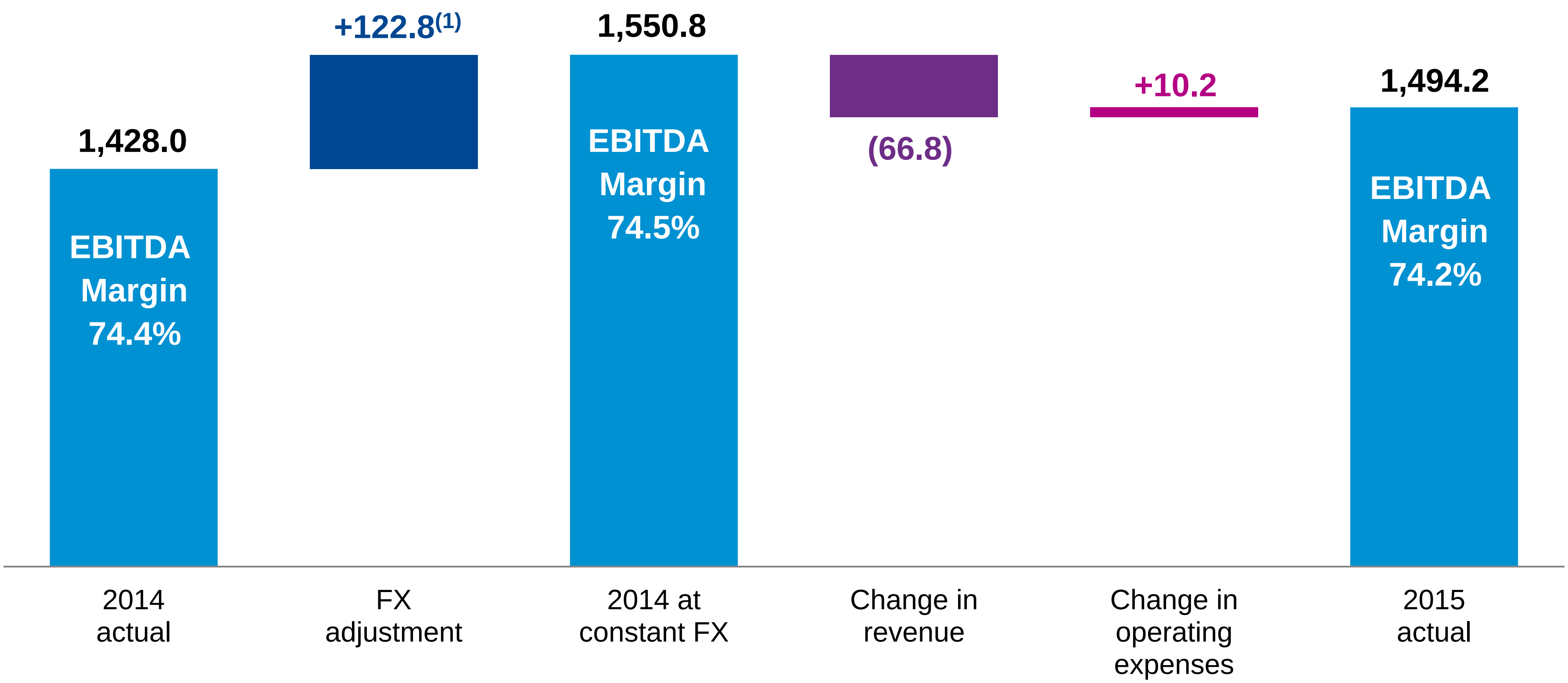
Generating growth in three of SES's market verticals

	Revenue (EUR million)		Growth vs. FY 2014	
	2015	2014	Reported	Constant FX
Video (67%)	1,354.9	1,260.8	+7.5%	+2.2%
Enterprise (15%)	307.6	324.3	-5.1%	-19.2%(2)
Mobility (3%)	52.9	35.9	+47.4%	+24.5%
Government (13%)	255.6	215.1	+18.8%	+3.3%
Other(1)	43.5	83.0	n/m	n/m
Group total	**2,014.5**	**1,919.1**	**+5.0%**	**-3.2%**

1) "Other" includes European transponder sales, development and other related revenue. 2014 also included the contribution from ASTRA 1G interim mission (Q4 2014)
2) -11.1% (at constant FX) excluding impact of AMC-15/AMC-16 capacity renewals and planned migration of capacity contracted by ARSAT to own satellite

EBITDA up 4.6% (-3.6% at constant FX)

EBITDA walk
EUR million



1) 8.6% translation uplift with U.S. Dollar strengthening by 16.5% compared to EUR

Continuing to deliver strong margins and differentiated services

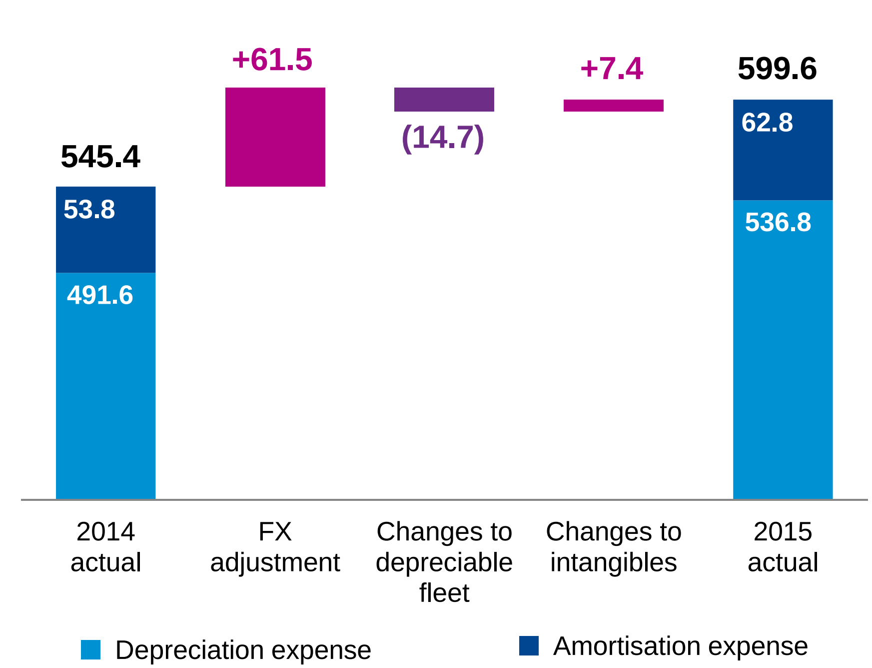
	Revenue			EBITDA margin	
	2015 EUR million	**Growth as reported**	**Growth at constant FX**	**2015**	**2014 at constant FX**
Infrastructure	1,727.3	+5.1%	-3.4%	84.0%	84.2%
Services	526.3	+15.5%	+6.3%	16.6%	16.3%
Elimination/Unallocated(1)	(239.1)	+32.9%	+18.7%	-	-
Group total	**2,014.5**	**+5.0%**	**-3.2%**	**74.2%**	**74.5%**

- Robust individual segment and combined EBITDA margin performance
- Increasing complementarity of services delivering 18.7% growth in "pull through" revenue

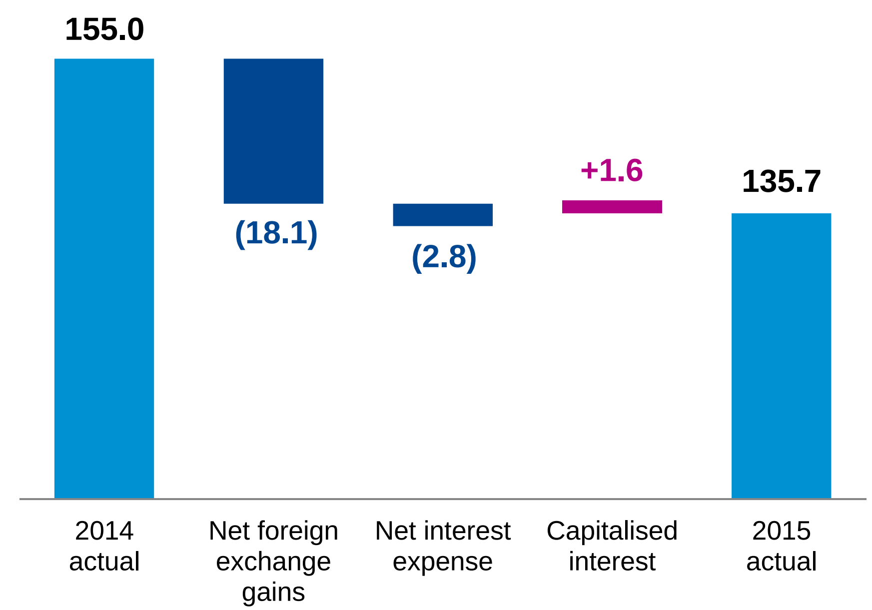
1) Revenue elimination refers mainly to "pull through" capacity provided by Infrastructure to Services

Other items contributing to net profit of EUR 544.9 million

Depreciation and amortisation walk
EUR million



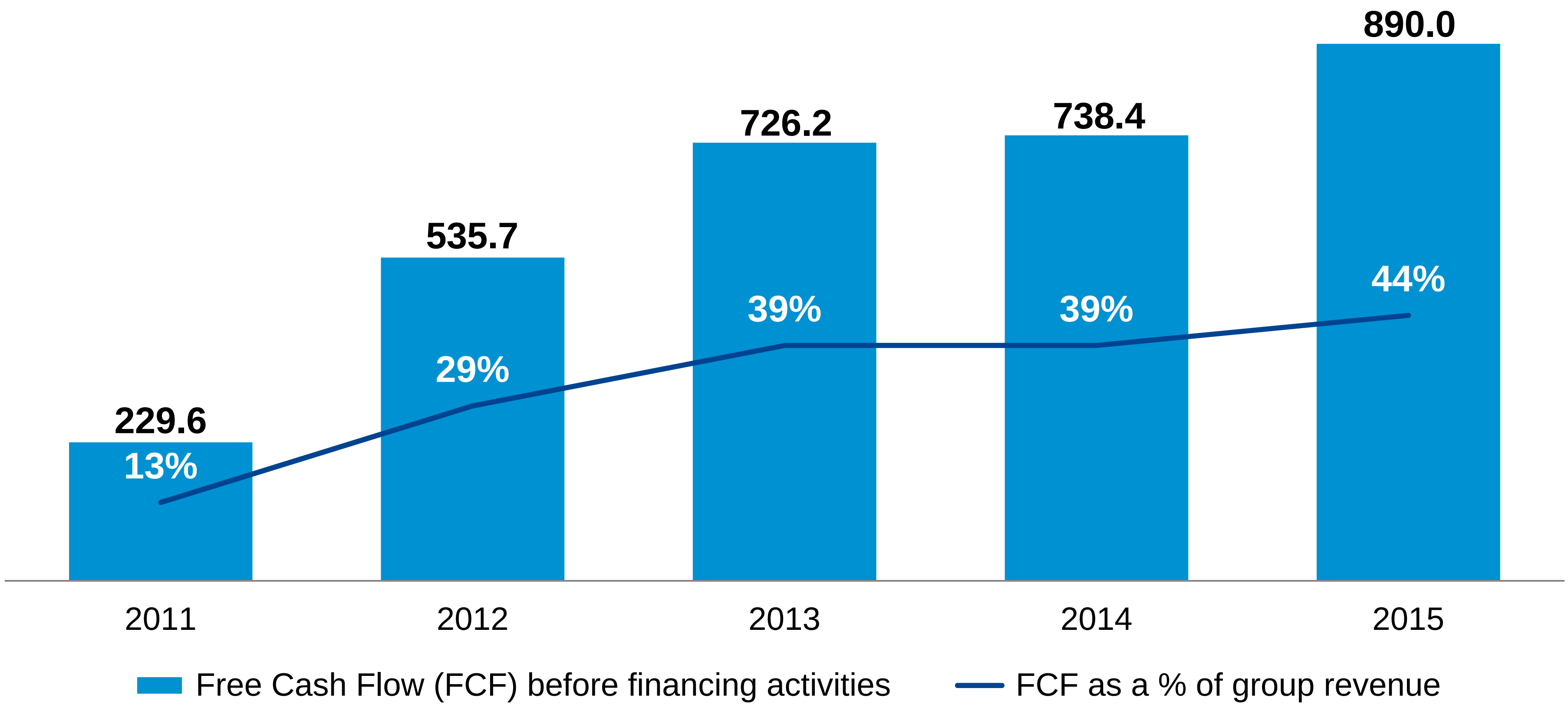
Net financing costs walk
EUR million



- Effective tax rate was 11.2% (2014: 11.7%)
- Share of associates' loss EUR 126.7 million, principally relating to O3b Networks

Generating strong cash flows

Free cash flow before financing activities
EUR million



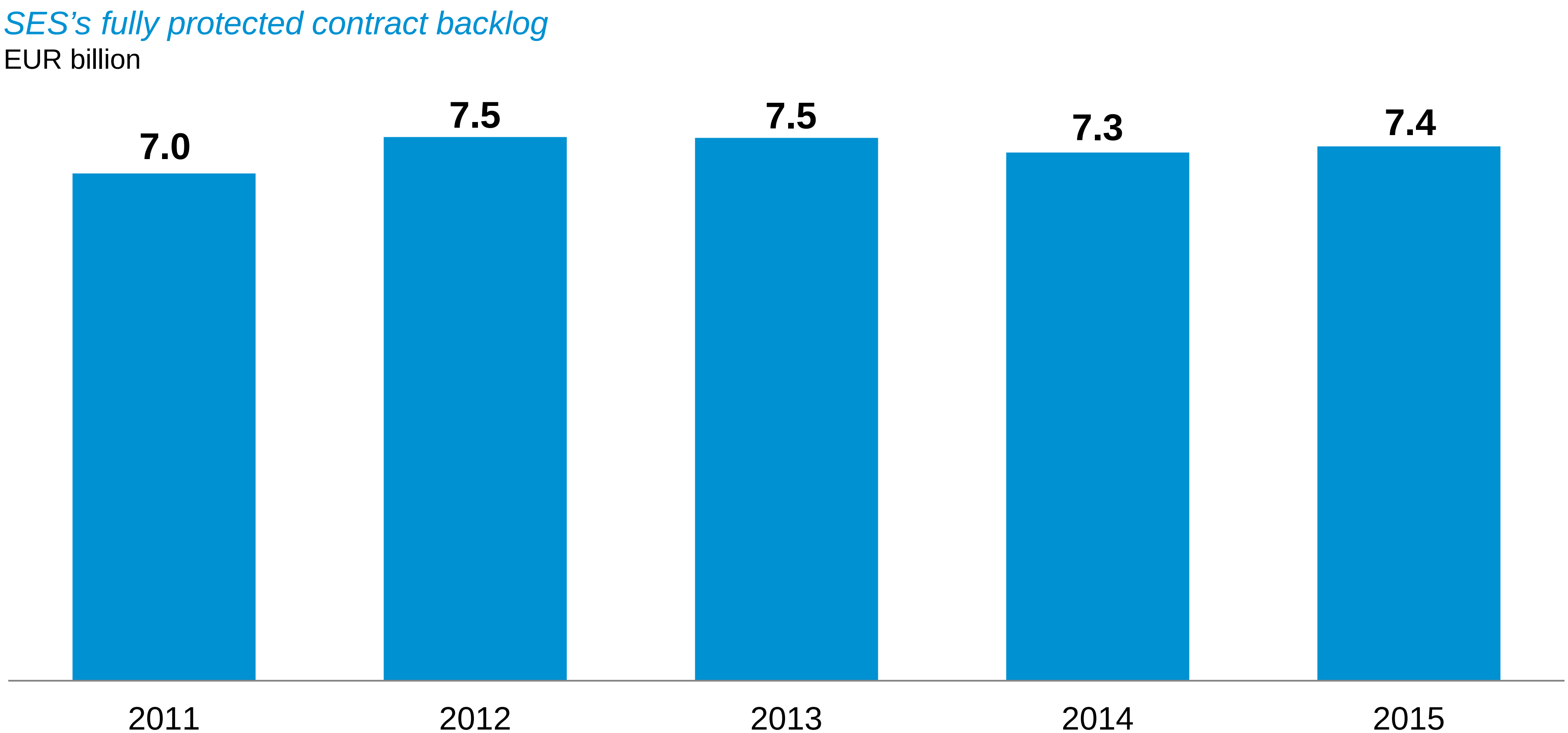
Financial framework supporting strong value creation

	2015	2014	
NOCF/EBITDA ratio	97%	87%	+10 pps
Net operating cash flow (NOCF)	1,450.6	1,239.5	+17.0%
Net Debt/EBITDA ratio	2.54 times	2.77 times	-0.2 times
Weighted average interest rate(1)	3.78%	3.84%	-6 bps
Profit after tax margin	33.5%	33.5%	Unch.
Return on equity(2)	22%	25%	
Return on invested capital(3)	10%	10%	

- Proposed dividend of EUR 1.30 per A-share, representing 10% increase on prior year

1) Excluding loan origination costs and commitment fees
2) NOPAT / Equity
3) NOPAT / Equity plus Debt

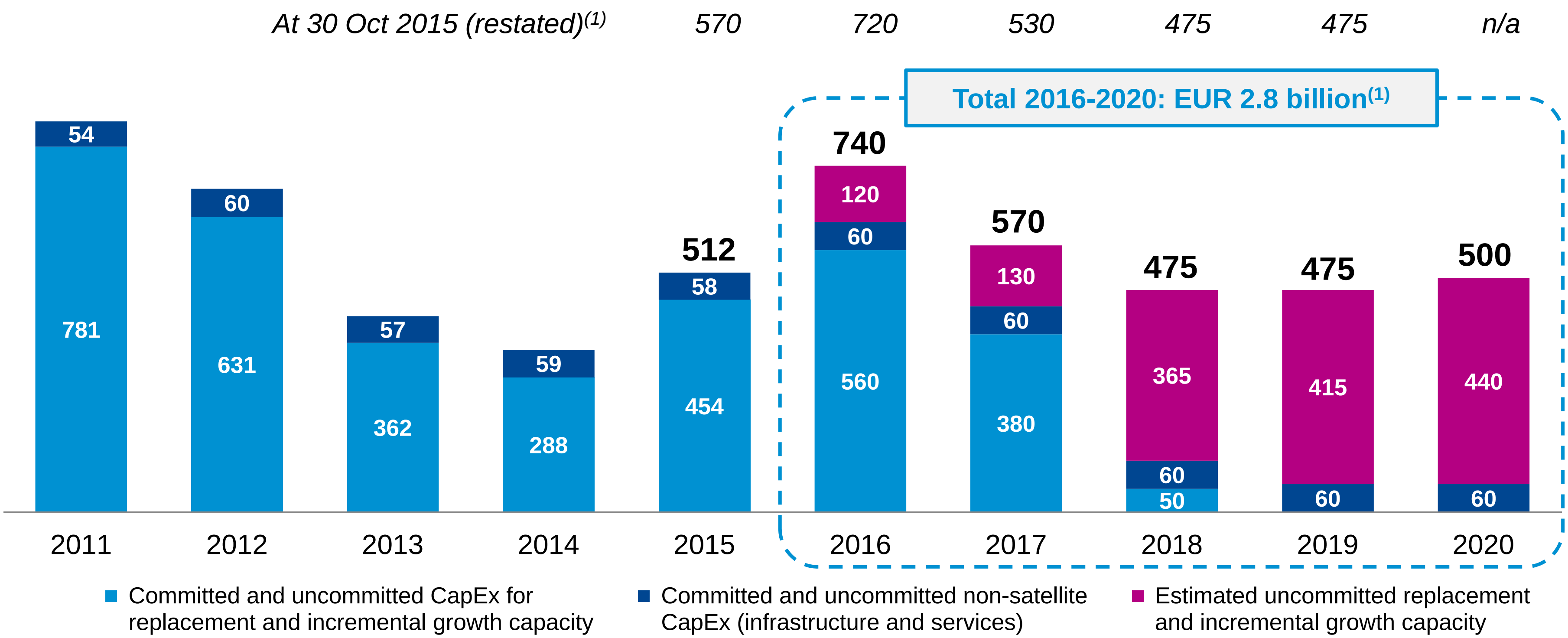
Maintaining a substantial pipeline of long-term income



- Weighted average remaining contract length unchanged at over eight years

Re-investing cash flow into important growth capacity

SES's future capital expenditure profile
EUR million



▲ Fully funded CapEx profile and global anchor clients underpin growth drivers

1) Based on FX rate of EUR 1: U.S. Dollar 1.10. Including capitalised interest, and excluding financial or intangible investments

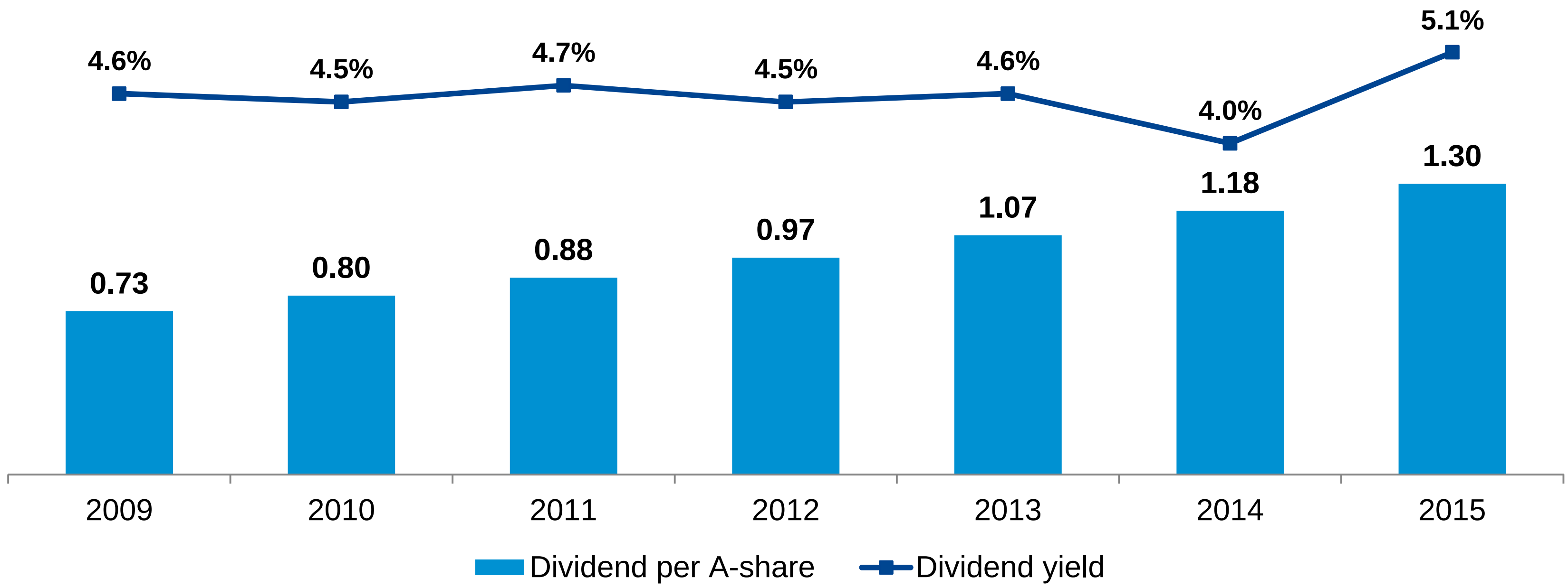
Financial guidance

	FY 2016[1]
Revenue	EUR 2,010 million to EUR 2,050 million (excl. RR Media)
EBITDA margin (group)	Between 73.5% and 74.0% (excl. RR Media)
Depreciation	Between EUR 510 million to EUR 540 million
Effective tax rate	Between 13% and 18%
Share of associates' result	Loss of between EUR 95 million and EUR 110 million
Net Debt to EBITDA	Managed below 3.3 times

- RR Media expected to generate USD 160 million to USD 170 million of revenue in FY 2016[2]
- EUR 250 million to EUR 300 million annualised revenue[3] from new capacity launched from seven new satellites by the end-2017 (equivalent of up to 15% of FY 2015 revenue)

1) Based on FX rate of EUR 1: U.S. Dollar 1.10, assuming nominal satellite health and launch schedule
2) Acquisition subject to regulatory approvals, expected to be completed in Q2/Q3 2016
3) Annualised incremental revenue when at an average "steady-state" utilisation of around 75% (Based on FX rate of EUR 1: U.S. Dollar 1.10)

Dividend



- Dividend per A-share for 2015 of EUR 1.30 proposed, a 10% increase
- 2015 Dividend yield of 5.1%
- Shareholder return of approximately EUR 2.8 billion over 2009-2015

Note: Dividend yields calculated using fiscal year end closing price

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 6 de l'ordre du jour

Présentation du rapport du réviseur d'entreprises.

* * *

Agenda item 6

Presentation of the audit report.

SES
Société Anonyme
Château de Betzdorf
L-6815 Betzdorf

RCS Luxembourg B 81267

Consolidated financial statements as at and for the year ended December 31, 2015 and
Independent auditor's report

Contents

Audit report

To the Shareholders of
SES S.A.

Report on the consolidated financial statements

We have audited the accompanying consolidated financial statements of SES S.A. and its subsidiaries and associates (the "Group") which comprise the consolidated statement of financial position as at 31 December 2015, and the consolidated income statement, consolidated statement of comprehensive income, consolidated statement of cash flows and consolidated statement of changes in shareholders' equity for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Board of Directors' responsibility for the consolidated financial statements

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the "Réviseur d'entreprises agréé"

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the "Commission de Surveillance du Secteur Financier". Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the judgment of the "Réviseur d'entreprises agréé" including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the "Réviseur d'entreprises agréé" considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the Group as of 31 December 2015, and of its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union.

Report on other legal and regulatory requirements

The consolidated Directors' report, including the Corporate Governance Statement, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the consolidated financial statements and includes the information required by the law with respect to the Corporate Governance Statement.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Represented by

Luxembourg, 25 February 2016

Gilles Vanderweyen

Consolidated income statement
For the year ended December 31, 2015

In millions of euros		**2015**	2014
Revenue	Note 3	**2,014.5**	1,919.1
Cost of sales	Note 4	**(183.6)**	(173.5)
Staff costs	Note 4	**(200.5)**	(194.5)
Other operating expenses	Note 4	**(136.2)**	(123.1)
Operating expenses	Note 4	**(520.3)**	(491.1)
EBITDA[1]		**1,494.2**	1,428.0
Depreciation expense	Note 12	**(536.8)**	(491.6)
Amortisation expense	Note 14	**(62.8)**	(53.8)
Operating profit	Note 3	**894.6**	882.6
Finance income	Note 6	**53.1**	33.8
Finance costs	Note 6	**(188.8)**	(188.8)
Net financing costs		**(135.7)**	(155.0)
Profit before tax		**758.9**	727.6
Income tax expense	Note 7	**(84.9)**	(85.2)
Profit after tax		**674.0**	642.4
Share of associates' result, net of tax	Notes 15	**(126.7)**	(39.0)
Profit for the year		**547.3**	603.4
Attributable to:			
Owners of the parent		**544.9**	600.8
Non-controlling interests		**2.4**	2.6
		547.3	603.4
Basic earnings per share (in euro)			
Class A shares	Note 10	**1.34**	1.49
Class B shares	Note 10	**0.54**	0.59
Diluted earnings per share (in euro)			
Class A shares	Note 10	**1.33**	1.48
Class B shares	Note 10	**0.53**	0.59

1 Earnings before interest, taxes, depreciation, amortisation and share of associates' result net of tax.

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Consolidated statement of comprehensive income
For the year ended December 31, 2015

In millions of euros		**2015**	2014
Profit for the year		**547.3**	603.4
Other comprehensive income			
Items that will not be reclassified to profit or loss			
Remeasurements of post-employment benefit obligation		**2.6**	(5.1)
Income tax effect		**(0.9)**	1.8
Remeasurements of post-employment benefit obligation, net of tax		**1.7**	(3.3)
Income tax relating to treasury shares impairment		5.0	-
Total items that will not be reclassified to profit or loss		**6.7**	(3.3)
Items that may be reclassified subsequently to profit or loss			
Impact of currency translation	Note 9	**557.9**	588.6
Income tax effect	Note 9	**2.5**	13.0
Total impact of currency translation, net of tax		**560.4**	601.6
Investment hedge		**(215.5)**	(225.9)
Income tax effect		**75.6**	67.3
Total net investment hedge, net of tax		**(139.9)**	(158.6)
Net movements on cash flow hedges, net of tax		**1.6**	**-**
Total net movements on cash flow hedges, net of tax		**1.6**	**-**
Total items that may be reclassified subsequently to profit or loss		**422.1**	443.0
Total other comprehensive income for the year, net of tax		**428.8**	439.7
Total comprehensive income for the year, net of tax		**976.1**	1,043.1
Attributable to:			
Owners of the parent		**966.0**	1,030.8
Non-controlling interests		**10.1**	12.3
		976.1	1,043.1

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Consolidated statement of financial position
As at December 31, 2015

In millions of euros		**2015**	2014
Non-current assets			
Property, plant and equipment	Note 12	**4,464.8**	4,341.6
Assets in the course of construction	Note 13	**894.3**	662.8
Total property, plant and equipment		**5,359.1**	5,004.4
Intangible assets	Notes 13, 14	**3,587.4**	3,329.3
Investments in associates	Notes 15	**73.5**	93.1
Other financial assets	Note 16	**60.3**	37.4
Trade and other receivables	Note 17	**54.8**	60.3
Deferred tax assets	Note 8	**59.2**	122.2
Total non-current assets		**9,194.3**	8,646.7
Current assets			
Inventories		**8.5**	5.3
Trade and other receivables	Note 17	**782.7**	691.5
Prepayments		**39.0**	38.8
Derivatives	Note 18	**1.6**	-
Income tax receivable		**-**	45.3
Cash and cash equivalents	Note 20	**639.7**	524.5
Total current assets		**1,471.5**	1,305.4
Total assets		**10,665.8**	9,952.1
Equity			
Attributable to the owners of the parent	Note 21	**3,932.5**	3,404.7
Non-controlling interests		**128.3**	84.9
Total equity		**4,060.8**	3,489.6
Non-current liabilities			
Borrowings	Note 24	**4,177.9**	4,227.6
Provisions	Note 25	**62.7**	122.1
Deferred income	Note 26	**383.3**	335.1
Deferred tax liabilities	Note 8	**655.9**	676.5
Other long-term liabilities	Note 28	**75.9**	45.8
Total non-current liabilities		**5,355.7**	5,407.1
Current liabilities			
Borrowings	Note 24	**253.8**	258.5
Provisions	Note 25	**10.8**	43.8
Deferred income	Note 26	**450.7**	410.6
Trade and other payables	Note 27	**524.0**	331.5
Income tax liabilities	Note 7	**10.0**	11.0
Total current liabilities		**1,249.3**	1,055.4
Total liabilities		**6,605.0**	6,462.5
Total equity and liabilities		**10,665.8**	9,952.1

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Consolidated statement of cash flows
For the year ended December 31, 2015

In millions of euros		**2015**	2014
Profit before tax		**758.9**	727.6
Taxes paid during the year	Note 7	**(67.4)**	(88.7)
Interest expense	Note 6	**155.6**	162.8
Depreciation and amortisation	Notes 12, 14	**599.6**	545.4
Amortisation of client upfront payments		**(66.4)**	(58.0)
Other non-cash items in the consolidated income statement		**6.8**	26.3
Consolidated operating profit adjusted for non-cash items and tax payments and before working capital changes		**1,387.1**	1,315.4
(Increase)/decrease in inventories		**(3.2)**	3.9
(Increase)/decrease in trade and other receivables		**(119.0)**	21.2
(Increase)/decrease in prepayments and deferred charges		**2.0**	(5.7)
Increase/(decrease) in trade and other payables		**38.1**	(43.3)
Increase/(decrease) in payments received on account		**(20.5)**	(16.3)
Increase/(decrease) in upfront payments and deferred income		**166.1**	(35.7)
Changes in working capital		**63.5**	(75.9)
Net operating cash flow		**1,450.6**	1,239.5
Cash flow from investing activities			
Payments for purchases of intangible assets	Note 14	**(36.5)**	(129.9)
Payments for purchases of tangible assets	Notes 12,13	**(532.2)**	(324.2)
Proceeds from disposals of tangible assets	Note 12	**8.2**	1.3
Investment in equity-accounted investments	Note 15	**-**	(18.3)
Loan granted to associate	Note 15	**(10.0)**	(42.5)
Proceeds from repayment of loan to associate	Note 15	**10.0**	-
Settlement of net investment hedge instruments	Note 19	**-**	13.1
Other investing activities		**(0.1)**	(0.6)
Net cash absorbed by investing activities		**(560.6)**	(501.1)
Cash flow from financing activities			
Proceeds from borrowings	Note 24	**-**	707.9
Repayment of borrowings	Note 24	**(274.8)**	(808.6)
Dividends paid on ordinary shares, net of dividends received	Note 11	**(477.2)**	(433.1)
Dividends paid to non-controlling interest		**(6.0)**	(5.6)
Interest on borrowings	Note 24	**(180.7)**	(188.5)
Payments for acquisition of treasury shares[1]		**(192.8)**	(121.5)
Issue of shares[1]		**218.8**	-
Proceeds from treasury shares sold and exercise of stock options		**116.7**	92.4
Equity contribution by non-controlling interest		**39.3**	-
Other financing activities		**(1.6)**	-
Net cash absorbed by financing activities		**(758.3)**	(757.0)
Net foreign exchange movements		**(16.5)**	(1.1)
Net (decrease)/increase in cash		**115.2**	(19.7)
Cash and cash equivalents at beginning of the year (Note 20)	Note 20	**524.5**	544.2
Cash and cash equivalents at end of the year (Note 20)	Note 20	**639.7**	524.5

[1] Net of the contribution in kind of EUR 13.4 million (refer to Note 7)

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Consolidated statement of changes in shareholders’ equity

For the year ended December 31, 2015

	Attributable to owners of the parent									
In millions of euros	Issued capital	Share premium	Treasury shares	Other reserves	Retained earnings	Cash flow hedge reserve	Foreign currency translation reserve	Total	Non-controlling interests	Total Equity
At January 1, 2015	**633.0**	**593.5**	**(32.8)**	**2,034.4**	**600.8**	**-**	**(424.2)**	**3,404.7**	**84.9**	**3,489.6**
Result for the year	-	-	-	-	544.9	-	-	544.9	2.4	547.3
Other comprehensive income (loss)	-	-	-	6.7	-	1.6	412.8	421.1	7.7	428.8
Total comprehensive income (loss) for the year	**-**	**-**	**-**	**6.7**	**544.9**	**1.6**	**412.8**	**966.0**	**10.1**	**976.1**
Allocation of 2014 result	-	-	-	123.6	(123.6)	-	-	-	-	-
Issue of share capital	11.3	220.9	-	(112.8)	-	-	-	119.4	-	119.4
Dividends paid[1]	-	-	-	-	(477.2)	-	-	(477.2)	(6.0)	(483.2)
Purchase of treasury shares	-	-	(206.2)	-	-	-	-	(206.2)	-	(206.2)
Share-based compensation expense	-	-	-	10.6	-	-	-	10.6	-	10.6
Exercise of share-based compensation			143.9	(28.7)				115.2		115.2
Equity contribution by non-controlling interest	-	-	-	-	-	-	-	-	39.3	39.3
Other movements	-	-	-	-	1.5	-	(1.5)	-	-	-
At December 31, 2015	**644.3**	**814.4**	**(95.1)**	**2,033.8**	**546.4**	**1.6**	**(12.9)**	**3,932.5**	**128.3**	**4,060.8**

In millions of euros	Issued capital	Share premium	Treasury shares	Other reserves	Retained earnings	Cash flow hedge reserve	Foreign currency translation reserve	Total	Non-controlling interests	Total Equity
At January 1, 2014	**633.0**	**595.9**	**(29.6)**	**1,917.9**	**562.4**	**(1.4)**	**(857.5)**	**2,820.7**	**78.2**	**2,898.9**
Result for the year	-	-	-	-	600.8	-	-	600.8	2.6	603.4
Other comprehensive income (loss)	-	-	-	(3.3)	-	-	433.3	430.0	9.7	439.7
Total comprehensive income (loss) for the year	**-**	**-**	**-**	**(3.3)**	**600.8**	**-**	**433.3**	**1,030.8**	**12.3**	**1,043.1**
Allocation of 2013 result	-	-	-	129.3	(129.3)	-	-	-	-	-
Dividends paid[1]	-	-	-	-	(433.1)	-	-	(433.1)	(5.6)	(438.7)
Purchase of treasury shares	-	-	(121.5)	-	-	-	-	(121.5)	-	(121.5)
Share-based compensation expense	-	-	-	11.3	-	-	-	11.3	-	11.3
Exercise of share-based compensation	-	-	115.9	(20.5)	-	-	-	95.4	-	95.4
Other movements	-	(2.4)	2.4	(0.3)	-	1.4	-	1.1	-	1.1
At December 31, 2014	**633.0**	**593.5**	**(32.8)**	**2,034.4**	**600.8**	**1.4**	**(424.2)**	**3,404.7**	**84.9**	**3,489.6**

[1] Dividends are shown net of dividends received on treasury shares.

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Note 1 - Corporate information

SES S.A. ("SES" or "the Company") was incorporated on March 16, 2001 as a limited liability company (Société Anonyme) under Luxembourg Law. References to the 'Group' in the following notes are to the Company and its subsidiaries and associates. SES trades under "SESG" on the Luxembourg Stock Exchange and Euronext, Paris.

The consolidated financial statements of SES as at and for the year ended December 31, 2015 were authorised for issue in accordance with a resolution of the directors on February 25, 2016. Under Luxembourg Law the financial statements are approved by the shareholders at the annual general meeting.

Note 2 - Summary of significant accounting policies

Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards as issued by the International Accounting Standards Board and endorsed by the European Union (IFRS), as at December 31, 2015.

The consolidated financial statements have been prepared on a historical cost basis, except where fair value is required by IFRS as described below. The carrying values of recognised assets and liabilities that are hedged items in fair value hedges, and are otherwise carried at cost, are adjusted to record changes in the fair values attributable to the risks that are being hedged.

Changes in accounting policies

The accounting policies adopted are consistent with those of the previous financial year, except for the following new and amended IFRS, effective from January 1, 2015 and adopted by the Group:

IAS 19 Employee benefits (Revised) - Amendments to IAS 19 (Revised)

This amendment clarifies the application of IAS 19, "Employee Benefits" (2011) - referred to as IAS 19 Employee Benefits (revised), to plans that require employees or third parties to contribute towards the cost of benefits. The amendment clarifies that the benefit of employee contributions linked to the length of services is recognised in profit or loss over the employee's working life. Contributions that are not linked to service are reflected in the measurement of the benefit obligation. The amendment does not affect the accounting for voluntary contributions. The adoption of this amendment did not have any impact on the financial position and performance of the Group.

As part of its annual improvement project, the IASB slightly amended various standards. Annual Improvements 2010-2012 and Annual Improvements 2011-2013 published by the IASB on December 12, 2013 focus on areas of inconsistencies in IFRSs or where clarification of wording was required. The adoption of these amendments did not have any impact on the financial position and performance of the Group.

Basis of consolidation

The consolidated financial statements comprise the financial statements of the Company and its controlled subsidiaries, after the elimination of all material inter-company transactions. Subsidiaries are consolidated from the date the Company obtains control until such time as control ceases. Acquisitions of subsidiaries are accounted for using the purchase method of accounting. The financial statements of subsidiaries and affiliates are prepared for the same reporting period as the Company, using consistent accounting policies. Adjustments are made to bring into line any dissimilar accounting policies that may exist. For details regarding the subsidiaries included in the consolidated financial statements see Note 33.

Total comprehensive income or loss within a subsidiary is attributed to the non-controlling interest even if that results in a deficit balance.

A change in the ownership interest in a subsidiary, without a loss of control, is accounted for as an equity transaction.

When the Group ceases to have control any retained interest in the entity is re-measured to its fair value at the date when control is lost, with the change in carrying amount recognized in profit or loss. The fair value is the initial carrying amount for the purposes of subsequently accounting for the retained interest as an associate, joint venture or financial asset. In addition, any amounts previously recognized in other comprehensive income in respect of that entity are accounted for as if the Group had directly disposed of the related assets or liabilities. This may mean that amounts previously recognized in other comprehensive income are reclassified to profit or loss.

Investments in associates

The Group has investments in associates which are accounted for using the equity method of accounting. An associate is an entity in which the Group has significant influence but not control.

Under the equity method, the investment in the associate is carried in the statement of financial position at cost plus post-acquisition changes in the Group's share of the profit or loss of the associate. Goodwill relating to an associate is included in the carrying amount of the investment and is not amortised.

The Group determines at each reporting date whether there is any objective evidence that the investment in the associate is impaired. If this is the case, the Group calculates the amount of impairment as the difference between the recoverable amount of the associate and its carrying value and recognises the amount within "Share of associates' result" in the consolidated income statement.

The Group's share of post-acquisition profit or loss is recognised in the consolidated income statement, and its share of post-acquisition movements in other comprehensive income is recognised in other comprehensive income with a corresponding adjustment to the carrying amount of the investment. When the Group's share of losses in an associate equals or exceeds its interest in the associate, including any other unsecured receivables, the Group does not recognise further losses, unless it has incurred legal or constructive obligations or made payments on behalf of the associate. In general the financial statements of associates are prepared for the same reporting year as the parent Company, using consistent accounting policies. Adjustments are made to bring in line any dissimilar accounting policies that may exist.

Profits and losses resulting from upstream and downstream transactions between the Group and its associate are recognised in the Group's financial statements only to the extent of unrelated investor's interests in the associates. Dilution gains and losses arising in investments in associates are recognised in the consolidated income statement.

The Group ceases to use the equity method of accounting on the date from which it no longer has significant influence over the associate, or when the interest becomes classified as an asset held for sale.

Significant accounting judgments and estimates

1) **Judgments**

In the process of applying the Group's accounting policies, management has made the following judgments, apart from those involving estimations, which have the most significant effect on the amounts recognised in the financial statements:

(i) **Treatment of orbital slot licence rights**

The Group's operating companies have obtained rights to operate satellites at certain orbital locations and using certain frequency bands. These licences are obtained through application to the relevant national and international regulatory authorities, and are generally made available for a defined period. Where the Group has obtained such rights through the acquisition of subsidiaries and associates, the rights have been identified as an asset acquired and recorded at the fair value attributed to the asset at the time of the acquisition as a result of purchase accounting procedure.

Because, on the expiry of such rights, management believes it will be in a position to successfully re-apply for their usage at insignificant incremental cost, such rights are deemed to have an indefinite life. Hence these assets are not amortised, but rather are subject to regular impairment reviews to confirm that the carrying value in the Group's financial statements is still appropriate. More details are given in Note 14.

(ii) **Taxation**

The Group operates in numerous tax jurisdictions and management is required to assess tax issues and exposures across its entire operations and to accrue for potential liabilities based on its interpretation of country-specific tax law and best estimates. In conducting this review management assesses the magnitude of the issue and the likelihood, based on experience and specialist advice, as to whether it will result in a liability for the Group. If this is deemed to be the case then a provision is recognised for the potential taxation charges. More details are given in Notes 7 and 25.

One significant area of management's judgment is in the area of transfer pricing. Whilst the Group employs dedicated members of staff to establish and maintain appropriate transfer pricing structures and documentation, judgment still needs to be applied and hence potential tax exposures can be identified. The Group, as part of its overall assessment of liabilities for taxation, reviews in detail the transfer pricing structures in place and records provisions where this seems appropriate on a case by case basis.

(iii) **Consolidation of entities in which the Group holds less than 50%**

Al Maisan Satellite Communication LLC

Management has concluded that the Group controls Al Maisan Satellite Communication LLC ("Al Maisan"), even though it holds 35% economic interest in this subsidiary, since it has the majority of the voting rights on the Board of Directors of Al Maisan and there is no other entity owning potential voting rights that could question SES' control.

SES has power over relevant activities of Al Maisan, such as budget approval, appointment and removal of the CEO and senior management team as well as the power to appoint or remove the majority of the Board members. The entity is therefore consolidated with a 65% of non-controlling interest.

LuxGovSat S.A.

On February 12, 2015, SES and the Luxembourg Government jointly incorporated the legal entity LuxGovSat S.A. ("LuxGovSat") as a limited liability company (Société Anonyme) under Luxembourg Law.

The Luxembourg Government and SES each equally subscribed for their interest in the equity of the new company.

Management has concluded that the Group controls LuxGovSat S.A. (“LuxGovSat”), as SES has power over relevant activities of LuxGovSat.

SES Government Solutions, Inc.

SES Government Solutions, Inc., U.S.A. (“SES GS”) is subject to specific governance rules and is managed through a Proxy Agreement, which was agreed with the Defense Security Service (“DSS”) (the government entity responsible for the protection of information which is shared with industry that is deemed classified or sensitive with respect to the national security of the United States of America) of the US Department of Defense (“DOD”). A proxy agreement is an instrument intended to mitigate the risk of foreign ownership, control or influence when a foreign person acquires or merges with a U.S. entity that has a facility security clearance. A proxy agreement conveys a foreign owner's voting rights to proxy holders, comprising the proxy board. Proxy holders are cleared U.S. citizens approved by the DSS.

The DSS required that SES GS enter into a proxy agreement because it is indirectly owned by SES and SES GS has contracts with the DOD which contain certain classified information. The Proxy Agreement enables SES GS to participate in such contracts with the U.S. Government despite being owned by a non-U.S. corporation.

As a result of the Proxy Agreement, certain limitations are placed on the information which may be shared, and the interaction which may occur, between SES GS and other SES Group companies. The Proxy Holders, besides acting as directors of SES GS, are entitled to vote in the context of a trust relationship with SES on whose basis their activity is performed in the interest of SES's shareholders and of U.S. national security.

The Company's assessment of the allocation of powers over the relevant activities of SES GS encompassed the activities of operating and capital decision making, the appointment and remuneration of key management, and the exposure to the variability of financial returns based on the financial performance of SES GS.

Based on its assessment, the Company concluded that, from an IFRS 10 perspective, SES has and is able to use powers over the relevant activities of SES GS and has an exposure to variable returns from its involvement in SES GS, consistent with an assumption of control.

(iv) Investment in O3b Networks Limited (‘O3b Networks’)

Management has assessed the level of influence that the Group has on O3b Networks and determined that it has significant influence. This is because the Group neither appoints the majority of the Board members of O3b Networks, nor controls a simple majority for shareholder resolutions. Although SES is acting as a consultant to O3b Networks (through some technical and commercial committees), such consultancy role does not provide control over the relevant activities of O3b Networks and there is no “de facto” control over O3b Networks.

Consequently, this investment has been classified as an associate.

2) Estimation uncertainty

The key assumptions concerning the future and other key sources of estimation uncertainty at the reporting date, that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year(s), are described below. The Group based its assumptions and estimates on parameters available when the consolidated financial statements were prepared. Existing circumstances and assumptions about future developments, however, may change due to market changes or circumstances arising beyond the control of the Group. Such changes are reflected in the assumptions when they occur.

(i) Impairment testing for goodwill and other indefinite-life intangible assets

The Group determines whether goodwill and other indefinite-life intangible assets are impaired at least on an annual basis.

This requires an estimation of the value in use of the cash-generating units to which the goodwill and other indefinite-life intangible assets are allocated. Establishing the value in use requires the Group to make an estimate of the expected future pre-tax cash flows from the cash-generating unit and also to choose a suitable pre-tax discount rate and terminal growth rate in order to calculate the present value of those cash flows. More details are given in Note 14.

(ii) Impairment testing for space segment assets

As described above the Group assesses at each reporting date whether there is any indicator that an asset may be impaired. If any such indication exists, or when annual impairment testing for an asset is required, the Group determines an estimate of the recoverable amount. This requires an estimation of the value in use of the assets to ensure that this exceeds the carrying amount included in the consolidated financial statements. As far as this affects the Group's satellite assets, this estimation of the value in use requires estimations not only concerning the commercial revenues to be generated by each satellite, but also the impact of past in-orbit anomalies and their potential impact on the satellite's ability to provide its expected commercial service.

Reflecting continuing solar array circuit health issues on the AMC-16 satellite, the Group has taken an impairment charge on this satellite of EUR 9.7 million in the year with the depreciation life of the satellite also being shortened prospectively from January 2016. As at December 31, 2014, an impairment charge of EUR 6.7 million was recorded on AMC-15.

Business combinations

Business combinations are accounted for using the acquisition method. The cost of an acquisition is measured as the aggregate of the consideration transferred, measured at acquisition date fair value and the amount of any non-controlling interest in the acquiree. For each business combination, the acquirer measures the non-controlling interest in the acquiree either at fair value or at the proportionate share of the acquiree's identifiable net assets. Acquisition costs incurred are expensed and included in other operating expenses.

When the Group acquires a business, it assesses the financial assets acquired and liabilities assumed for appropriate classification and designation in accordance with the contractual terms, economic circumstances and pertinent conditions as at the acquisition date. This includes the separation of embedded derivatives in host contracts by the acquiree. Assets acquired and liabilities assumed are recognized at fair value.

If the business combination is achieved in stages, the acquisition date carrying value of the acquirer's previously held equity interest in the acquiree is remeasured to fair value at the acquisition date through profit or loss. Any contingent consideration to be transferred by the acquirer will be recognised at fair value at the acquisition date. Subsequent changes to the fair value of the contingent consideration which is deemed to be an asset or a liability will be recognised in accordance with IAS 39 in profit or loss. If the contingent consideration is classified as equity, it should not be remeasured until it is finally settled within equity.

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment is initially recorded at acquisition or manufacturing cost, which for satellites includes the launcher cost and launch insurance, and is depreciated over the expected useful life. Other than in respect of supplier credits for delayed delivery of satellites, which are set off against the base cost of the satellite concerned, the financial impact of changes resulting from revisions to management's estimate of the cost of the property, plant and equipment is taken to the consolidated income statement of the period concerned.

Costs for the repair and maintenance of these assets are recorded as an expense.

Property, plant and equipment is depreciated using the straight-line method, generally based on the following useful lives:

Buildings	25 years
Space segment assets	10 to 19.5 years
Ground segment assets	3 to 15 years
Other fixtures, fittings, tools and equipment	3 to 15 years

An item of property, plant and equipment is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected from its use or disposal. Any loss or gain arising on derecognition of the asset is included in the profit and loss account in the year the asset is derecognised.

The residual values, useful lives and methods of depreciation of property, plant and equipment are reviewed at each financial year end and adjusted where necessary.

Assets in the course of construction

This caption includes satellites which are under construction. Incremental costs directly attributable to the purchase of satellites, including launch costs and other related expenses such as ground equipment and borrowing costs, are capitalised in the statement of financial position.

The cost of satellite construction may include an element of deferred consideration to satellite manufacturers referred to as satellite performance incentives. SES is contractually obligated to make these payments over the lives of the satellites, provided the satellites continue to operate in accordance with contractual specifications. Historically, the satellite manufacturers have earned substantially all of these payments. Therefore, SES accounts for these payments as deferred financing, capitalising the present value of the payments as part of the cost of the satellites and recording a corresponding liability to the satellite manufacturers. Interest expense is recognized on the deferred financing and the liability is accreted based on the passage of time and reduced as the payments are made.

Once the asset is subsequently put into service and operates in the manner intended by management, the expenditure is transferred to assets in use and depreciation commences.

Borrowing costs

Borrowing costs that are directly attributable to the construction or production of a qualifying asset are capitalised as part of the cost of that asset. All other borrowing costs are recognised as an expense in the period in which they are incurred.

Intangible assets

1) Goodwill

Goodwill is initially measured at cost, being the excess of the aggregate of the consideration transferred and the amount recognised for non-controlling interest over the net identifiable assets acquired and liabilities assumed. If this consideration is lower than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired, the difference is recognised as income in the consolidated income statement.

After initial recognition, goodwill is measured at cost less any accumulated impairment losses. For the purpose of impairment testing, goodwill, from the acquisition date, is allocated to each of the Group's cash-generating units that are expected to benefit from the combination, irrespective of whether other assets or liabilities of the acquiree are assigned to those units.

The carrying value of acquisition goodwill is reviewed for impairment annually, or more frequently if required to establish whether the value is still recoverable. The recoverable amount is defined as the higher of fair value less costs to sell and value in use. Impairment charges are recorded in the consolidated income statement. Impairment losses relating to goodwill cannot be reversed in future periods. The Group estimates value in use on the basis of the estimated discounted cash flows to be generated by a cash-generating unit which are based upon business plans approved by management. Beyond a five-year period, cash flows may be estimated on the basis of stable rates of growth or decline.

Where goodwill forms part of a cash-generating unit and part of the operation within that unit is disposed of, the goodwill associated with the operation disposed of is included in the carrying amount of the operation when determining the gain or loss on disposal of the operation. Goodwill disposed of in this circumstance is measured based on the relative values of the operation disposed of and the portion of the cash-generating unit retained.

2) Other intangibles

(i) Orbital rights

Intangible assets consist principally of rights of usage of orbital frequencies and acquired transponder service agreements. The Group is authorized by governments to operate satellites at certain orbital locations. Governments acquire rights to these orbital locations through filings made with the International Telecommunication Union ("ITU"), a sub-organization of the United Nations. The Group will continue to have rights to operate at its orbital locations so long as it maintains its authorisations to do so. Those rights are reviewed at acquisition to establish whether they represent assets with a definite or indefinite life. Those assessed as being definite life assets are amortised on a straight-line basis over their estimated useful life not exceeding 21 years. Indefinite-life intangible assets are held at cost in the statement of financial position and are subject to impairment testing in line with the treatment outlined for goodwill above. The useful life of an intangible asset with an indefinite life is reviewed annually to determine whether indefinite life assessment continues to be supportable. If not, the change in the useful life assessment from indefinite to finite is made on a prospective basis. Orbital rights acquired for a non-cash consideration are initially measured at the fair value of the consideration given.

(ii) Software and development costs

Costs associated with maintaining computer software programmes are recognised as an expense as incurred. Development costs that are directly attributable to the design and testing of identifiable and unique software products controlled by the Group are recognised as intangible assets when the following criteria are met:

- it is technically feasible to complete the software product so that it will be available for use;
- management intends to complete the software product and use or sell it;
- there is an ability to use or sell the software product;
- it can be demonstrated how the software product will generate probable future economic benefits;
- adequate technical, financial and other resources to complete the development and to use or sell the software product are available; and
- the expenditure attributable to the software product during its development can be reliably measured.

Directly attributable costs that are capitalised as part of the software product include the software development employee costs and an appropriate portion of relevant overheads.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognised as an expense as incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in a subsequent period.

Computer software development costs recognised as assets are amortised over their estimated useful life, which does not exceed seven years.

Impairment of other non-financial assets

The Group assesses at each reporting date whether there is an indication that an asset may be impaired. If any such indication exists, or when annual impairment testing for an asset is required, the Group makes an estimate of the recoverable amount.

The Group's long-lived assets and definite-life intangible assets, including its in-service satellite fleet, are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of such assets may not be recoverable. Impairments can arise from complete or partial failure of a satellite as well as other changes in expected discounted future cash flows. Such impairment tests are based on a recoverable value determined using estimated future cash flows and an appropriate discount rate. The estimated cash flows are based on the most recent business plans. If an impairment is identified, the carrying value will be written down to its recoverable amount.

Investments and other financial assets

Financial assets in the scope of IAS 39 are classified as one of:

- financial assets at fair value through profit or loss;
- loans and receivables;
- held-to-maturity investments; or,
- available-for-sale financial assets.

When financial assets are recognised initially, they are measured at fair value, plus, in the case of investments not at fair value through profit or loss, directly attributable transaction costs. The Group determines the classification of its financial assets after initial recognition and, where allowed and appropriate, re-evaluates this designation at each financial year end.

All regular purchases and sales of financial assets are recognised on the trade date, that is to say the date that the Group is committed to the purchase or sale of the asset.

The following categories of financial asset as defined in IAS 39 are relevant in the Group's financial statements.

1) **Financial assets at fair value through profit or loss**

   Financial assets classified as held for trading are included in the category "financial assets at fair value through profit or loss". Financial assets are classified as held for trading if they are acquired for the purpose of selling in the near term. Derivatives are also classified as held for trading unless they are designated and effective hedging instruments. Gains or losses on investments held for trading are recognised in the consolidated income statement.

2) **Loans and receivables**

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Such assets are carried at amortised cost using the effective interest method. Gains and losses are recognised in the consolidated income statement when the loans and receivables are derecognised or impaired, as well as through the amortisation process.

Impairment of financial assets carried at amortised cost

The Group assesses at the end of each reporting period whether there is objective evidence that a financial asset or group of financial assets is impaired. A financial asset or a group of financial assets is impaired and impairment losses are incurred only if there is objective evidence of impairment as a result of one or more events that occurred after the initial recognition of the asset (a "loss event") and that this loss event (or events) has an impact on the estimated future cash flows of the financial asset or group of financial assets that can be reliably estimated.

Evidence of impairment may include indications that a specific debtor or a group of debtors is experiencing significant financial difficulty, default or delinquency in servicing interest or principal payments. For example, where there are indicators that the debtor may enter bankruptcy or other financial reorganisation.

For "loans and receivables", the amount of the loss is measured as the difference between the asset's carrying amount and the present value of estimated future cash flows (excluding future credit losses that have not been incurred) discounted at the financial asset's original effective interest rate. The carrying amount of the asset is reduced and the amount of the loss is recognised in the consolidated income statement. If a loan or held-to-maturity investment has a variable interest rate, the discount rate for measuring any impairment loss is the current effective interest rate determined under the contract. As a practical expedient, the Group may measure impairment on the basis of an instrument's fair value using an observable market price.

If, in a subsequent period, the amount of the impairment loss decreases and the decrease can be related objectively to an event occurring after the impairment was recognised (such as an improvement in the debtor's credit rating), the reversal of the previously recognised impairment loss is recognised in the consolidated income statement.

Inventories

Inventories primarily consist of equipment held for re-sale, work-in-progress, related accessories and network equipment spares and are stated at the lower of cost or net realisable value, with cost determined on a weighted average-cost method.

Trade and other receivables

Trade receivables are recognised initially at fair value and subsequently measured at amortised cost using the effective interest method, less provision for impairment. Provisions are recognised when there is objective evidence that the Group will not be able to collect the debts. The Group evaluates the credit risk of its customers on an ongoing basis, classifying them into three categories: prime, market and sub-prime.

Treasury shares

Treasury shares are mostly acquired by the Group in connection with share-based compensation plans, and are presented as a set off to equity in the consolidated statement of financial position. Gains and losses on the purchase, sale, issue or cancellation of treasury shares are not recognised in the consolidated income statement, but in the equity.

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash at banks and on hand, deposits and short-term, highly liquid investments readily convertible to known amounts of cash and subject to insignificant risk of changes in value. Cash on hand and in banks and short-term deposits which are held to maturity are carried at fair value.

Revenue recognition

The Group generates its revenues through two complementary channels:

- the direct commercialisation to customers of its extensive satellite assets and ground network, which is what the Group refers to as its “Infrastructure” operations; and,
- the provision of satellite-related products and services which are designed to generate additional markets for capacity on the satellite fleet (for example through the provision of digital platform services and retail two-way internet broadband access offerings) or to separately monetise skills and assets available in the Infrastructure operations, such as through the provision of engineering services. This is what the Group refers to as its “Services” business.

In the Infrastructure operations, revenues are generated predominantly from customer service agreements for the provision of satellite capacity over agreed periods by station-kept satellites at the Group’s primary orbital positions. The Group also includes as Infrastructure revenue income received from the following type of services: revenues arising under operating leases; occasional use revenues; uplinking and downlinking operations; income received in connection with satellite interim missions; and, proceeds from the sale of transponders if the revenue recognition criteria for the transaction are met. Other income received in connection with settlements under insurance claims or disputes with satellite manufactures are also included as part of revenue due to their relative insignificance.

All amounts received from customers under service agreements or operating lease contracts for satellite capacity are recognised on a straight-line basis at the fair value of the consideration received or receivable over the duration of the respective contracts - including any free-of-charge periods which may be included in the contract. Occasional use revenues, uplinking and downlinking revenues and interim mission revenues are recognised in the period that the service is delivered. The proceeds of transponder sales are recognised in the period of the transaction. Income received in connection with insurance and legal settlements are recognised in the period when they become receivable by the Group

Customer payments received in advance of the provision of service are recorded as deferred income in the statement of financial position, and for significant advance payments, interest is accrued on the amount received at the effective interest rate at the time of receipt. The unbilled portion of recognised revenues is disclosed within “Trade and other receivables”, allocated between current and non-current as appropriate.

Where satellite transponder services are provided in exchange for dissimilar goods and services, the revenue is measured at the fair value of the goods or services received where these can be reliably measured, otherwise at the fair value of the goods or services given up, adjusted by the amount of any cash or cash equivalents received.

Concerning revenue recognition in the Services operations, and specifically in the area of engineering services, the Group applies a percentage of completion analysis to allocate revenue arising on long-term construction contracts appropriately between the accounting periods concerned assuming the outcome can be estimated reliably.

Dividends

The Company declares dividends after the financial statements for the year have been approved. Accordingly dividends are recorded in the subsequent year's financial statements.

Provisions

Provisions are recognised when the Group has a present legal or constructive obligation as a result of a past event and it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation and the amount can be reliably estimated.

Borrowings

Borrowings are recognised initially at fair value, net of transaction costs incurred. Borrowings are subsequently carried at amortised cost; any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognised in the consolidated income statement over the period of the borrowings using the effective interest method.

Fees paid on the establishment of loan facilities are recognised as transaction costs of the loan to the extent that it is probable that some or all of the facility will be drawn down. In this case, the fee is deferred until the draw-down occurs.

Current taxes

Current tax assets and liabilities for current and prior periods are measured at the amount expected to be recovered from, or paid to, the taxation authorities. The tax rates and tax laws used to compute the amount are those that are enacted, or substantively enacted, at the reporting date.

Deferred taxes

Deferred tax is determined using the liability method on temporary differences at the reporting date between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts for financial reporting purposes.

Deferred tax liabilities are recognised for all taxable temporary differences, except:

- where the deferred tax liability arises from the initial recognition of goodwill or of an asset or liability in a transaction that is not a business combination and, at the time of the transaction, affects neither the accounting profit nor taxable profit or loss; and
- in respect of taxable temporary differences associated with investments in subsidiaries where the timing of the reversal of the temporary differences can be controlled and it is probable that the temporary differences will not reverse in the foreseeable future.

Deferred tax assets are recognised for all deductible temporary differences, carry-forward of unused tax credits and unused tax losses, to the extent that it is probable that taxable profit will be available against which the deductible temporary differences, and the carry-forward of unused tax credits and unused tax losses can be utilised except:

- where the deferred tax asset relating to the deductible temporary difference arises from the initial recognition of an asset or liability in a transaction that is not a business combination and, at the time of the transaction, affects neither the accounting profit nor taxable profit or loss; and
- in respect of deductible temporary differences associated with investments in subsidiaries, deferred tax assets are recognised only to the extent that it is probable that the temporary differences will reverse in the foreseeable future and taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilised.

The carrying amount of deferred tax assets is reviewed at each reporting date and reduced to the extent that it is no longer probable that sufficient taxable profit will be available to allow all or part of the deferred tax asset to be utilised. Unrecognised deferred tax assets are reassessed at each reporting date and are recognised to the extent that it has become probable that future taxable profit will allow the deferred tax asset to be recovered.

Deferred tax assets and liabilities are measured at the tax rates that are expected to apply to the year when the asset is realised or the liability is settled, based on tax rates (and tax laws) that have been enacted or substantively enacted at the reporting date.

Deferred taxes are classified according to the classification of the underlying temporary difference either, as an asset or a liability, or in other comprehensive income or directly in equity.

Deferred tax assets and deferred tax liabilities are offset, if a legally enforceable right exists to set off current tax assets against current tax liabilities and the deferred taxes relate to the same taxable entity and the same taxation authority.

Translation of foreign currencies

The consolidated financial statements are presented in euro (EUR), which is the Company's functional and presentation currency. Each entity in the Group determines its own functional currency and items included in the financial statements of each entity are measured using the functional currency.

Transactions in foreign currencies are initially recorded in the entity's functional currency at the exchange rate prevailing at the date of the transaction. The cost of non-monetary assets is translated at the rate applicable at the date of the transaction. All other assets and liabilities are translated at closing rates of period. During the year, expenses and income expressed in foreign currencies are recorded at exchange rates which approximate to the rate prevailing on the date they occur or accrue. All exchange differences resulting from the application of these principles are included in the consolidated income statement.

The Group considers that monetary long-term receivables or loans for which settlement is neither planned nor likely to occur in the foreseeable future is, in substance, a part of the entity's net investment in that foreign operation. The related foreign exchange differences and income tax effect of the foreign exchange differences are included in the foreign currency translation reserve within equity. On disposal of a foreign operation, the deferred cumulative amount recognised in equity relating to that particular foreign operation is reclassified to the consolidated income statement.

Goodwill and fair value adjustments arising on the acquisition of a foreign entity are treated as assets and liabilities of the foreign entity and translated at the closing rate.

The assets and liabilities of consolidated foreign operations are translated into euro at the year-end exchange rates, while the income and expense items of these foreign operations are translated at the average exchange rate of the year. The related foreign exchange differences are included in the foreign currency translation reserve within equity. On disposal of a foreign operation, the deferred cumulative amount recognised in equity relating to that particular foreign operation is reclassified to the consolidated income statement as part of the gain or loss on disposal.

The U.S. dollar exchange rates used by the Group during the year were as follows:

1 euro =	**Average rate for 2015**	**Closing rate for 2015**	Average rate for 2014	Closing rate for 2014
USD	**1.1150**	**1.0887**	1.3348	1.2141

Basic earnings per share

The Company's capital structure consists of Class A and Class B shares, entitled to the payment of annual dividends as approved by the shareholders at their annual meetings. Holders of Class B shares participate in earnings and are entitled to 40% of the dividends payable per Class A share. Basic earnings per share is calculated by dividing the net profit attributable to ordinary shareholders by the weighted average number of common shares outstanding during the period as adjusted to reflect the economic rights of each class of shares.

Diluted earnings per share

Diluted earnings per share adjusts the figures used in the determination of basic earnings per share to take into account:

- the after income tax effect of interest and other financing costs associated with dilutive potential ordinary shares, and
- the weighted average number of additional ordinary shares that would have been outstanding assuming the conversion of all dilutive potential ordinary shares.

Derivative financial instruments and hedging

The Group recognises all derivatives at fair value in the consolidated statement of financial position. Changes in the fair value of derivatives are recorded in the consolidated income statement or in accordance with the principles below where hedge accounting is applied. The Group may use derivative financial instruments such as foreign currency contracts and interest rate swaps to hedge its risks associated with foreign currency and interest rate fluctuations. On the date a hedging derivative instrument is entered into, the Group designates the derivative as one of the following:

Hedges which meet the criteria for hedge accounting are accounted for as follows:

1) **Fair value hedges**

   Changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as fair value hedges are recorded in the consolidated income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk. The group only applies fair value hedge accounting for hedging fixed interest risk on borrowings.

2) **Cash flow hedges**

   In relation to cash flow hedges (forward foreign currency contracts and interest rate swaps on floating-rate debt) - to hedge firm commitments or forecasted transactions, the portion of the gain or loss on the hedging instrument that is determined to be an effective hedge is recognised directly in equity as other comprehensive income and the ineffective portion is recognised in the income statement as finance income or cost. When the hedged commitment results in the recognition of an asset or a liability, then, at the time the asset or liability is recognised, the associated gains or losses that had previously been recognised in equity are included in the initial measurement of the acquisition cost or carrying amount of the asset or liability.

3) Hedge of a net investment in a foreign operation

Changes in the fair value of a derivative or non-derivative instrument that is designated as a hedge of a net investment are recorded in the foreign currency translation reserve within equity to the extent that it is deemed to be an effective hedge. The ineffective portion is recognised in the consolidated income statement as finance income or cost.

Hedge accounting is discontinued when the hedging instrument expires or is sold, terminated or exercised, the hedge no longer qualifies for hedge accounting, or the Group revokes the designation. At that point in time, any cumulative gain or loss on the hedging instrument recognised in equity is kept in equity until the forecasted transaction occurs. If a hedged transaction is no longer expected to occur, the net cumulative gain or loss recognised in equity is transferred to net profit or loss for the period.

The Group formally documents all relationships between hedging instruments and hedged items, as well as its risk-management objective and strategy for undertaking various hedge transactions. This process includes allocating all derivatives that are designated as fair value hedges, cash flow hedges or net investment hedges to specific assets and liabilities in the statement of financial position or to specific firm commitments or forecasted transactions. The Group also formally assesses both at the inception of the hedge and on an ongoing basis, whether each derivative is highly effective in offsetting changes in fair values or cash flows of the hedged item. If it is determined that a derivative is not highly effective as a hedge, or if a derivative ceases to be a highly effective hedge, the Group will discontinue hedge accounting prospectively. The ineffective portion of hedge is recognised in profit or loss.

Derecognition of financial assets and liabilities

1) Financial assets

A financial asset is derecognised where:

- the right to receive cash flows from the asset has expired;
- the Group retains the right to receive cash flows from the asset, but has assumed an obligation to pay them in full without material delay to a third party under a ‘pass- through’ arrangement; or
- the Group has transferred its rights to receive cash flows from the asset and either
    a) has transferred substantially all the risks and rewards of the asset, or
    b) has neither transferred nor retained substantially all the risks and rewards of the asset, but has transferred control of that asset.

Where the Group has transferred its rights to receive cash flows from an asset and has neither transferred nor retained substantially all the risks and rewards of the asset nor transferred control of the asset, the asset continues to be recognised to the extent of the Group’s continuing involvement in it. Continuing involvement that takes the form of a guarantee over the transferred asset is measured at the lower of the original carrying amount of the asset and the maximum amount of the consideration that the Group could be required to repay.

Where continuing involvement takes the form of a written and/or purchased option (including cash-settled options or similar provision) on the transferred asset, the extent of the Group’s continuing involvement is the amount of the transferred asset that the Group may repurchase, except that in the case of a written put option (including a cash-settled option or similar provision) on an asset measured at fair value, the extent of the Group’s continuing involvement is limited to the lower of the fair value of the transferred asset and the option exercise price.

Offsetting financial instruments

Financial assets and liabilities are offset and the net amount reported in the balance sheet when there is a legally enforceable right to offset the recognized amounts and there is an intention to settle on a net basis or realize the asset and settle the liability simultaneously. The legally enforceable right must not be contingent on future events and must be enforceable in the normal course of business and in the event of default, insolvency or bankruptcy of the company or the counterparty.

2) Financial liabilities

A financial liability is derecognised when the obligation under the liability is discharged, cancelled or expired. Where an existing financial liability is replaced by another from the same lender on substantially different terms, or the terms of an existing liability are substantially modified, such an exchange or modification is treated as a derecognition of the original liability and the recognition of a new liability, and the difference in the respective carrying amount is recognised in profit or loss.

Accounting for pension obligations

The Company and certain subsidiaries operate defined benefit pension plans and/or defined contribution plans.

A defined contribution plan is a pension plan under which the Group pays fixed contributions into a separate entity. The Group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods. A defined benefit plan is a pension plan that is not a defined contribution plan.

Typically defined benefit plans define an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, usually dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation.

The liability recognised in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the end of the reporting period less the fair value of plan assets. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high-quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid, and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension obligation. Actuarial gains and losses arising from experience adjustments and changes in actuarial assumptions are charged or credited to equity in other comprehensive income in the period in which they arise.

Past-service costs are recognised immediately in the consolidated income statement.

For defined contribution plans, the Group pays contributions to publicly or privately administered pension insurance plans on a mandatory, contractual or voluntary basis. The Group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognised as employee benefit expense when they are due. Prepaid contributions are recognised as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

Equity-settled share-based compensation plans

Employees (including senior executives) of the Group receive remuneration in the form of share-based compensation transactions, whereby employees render services as consideration for equity instruments (“equity-settled transactions”). The cost of equity-settled transactions is measured by reference to the fair value at the date on which they are granted. The fair value is determined by an external valuer using a binomial model for the Stock

Appreciation Rights Plan ("STAR Plan") and Executive Incentive Compensation Plan ("EICP Plan"). A Black Scholes Model for Long-term Incentive Programme ("LTI"). Further details are given in Note 23. In valuing equity-settled transactions, no account is taken of any non-market performance conditions, other than conditions linked to the price of the Company's shares, if applicable.

The cost of equity-settled transactions is recognised, together with a corresponding increase in equity, over the period in which the performance and/or service conditions are fulfilled, ending on the date on which the relevant employees become fully entitled to the award (the vesting date). The cumulative expense recognised for equity-settled transactions at each reporting date until the vesting date reflects the extent to which the vesting period has expired and the Group's best estimate of the number of equity instruments that will ultimately vest. The consolidated income statement charge or credit for a period represents the movement in cumulative expense recognised as at the beginning and end of that period. No expense is recognised for awards that do not ultimately vest.

The dilutive effect of outstanding options is reflected as additional share dilution in the computation of earnings per share
(see Note 10).

Leases

The determination of whether an arrangement is, or contains a lease is based on the substance of the arrangement at inception date of whether the fulfilment of the arrangement is dependent on the use of a specific asset or assets or the arrangement conveys a right to use the asset.

Finance leases, which transfer to the Group substantially all risks and rewards incidental to ownership of the leased item, are capitalised at the inception of the lease at the fair market value of the leased item or, if lower, at the present value of the minimum lease payments. Lease payments are apportioned between the finance charges and reduction of the lease liability so as to achieve a constant rate of interest on the remaining balance of the liability. Finance costs are charged directly to expense. Capitalised leased assets are depreciated over the shorter of the estimated useful life of the asset or the lease term.

Leases where the lessor retains substantially all the risks and benefits of ownership of the asset are classified as operating leases. Operating lease payments are recognised as an expense in the consolidated income statement on a straight-line basis over the lease term.

New standards and interpretations not yet adopted

A number of new standards and amendments to standards and interpretations are relevant for the Group and effective for annual periods beginning after January 1, 2015, and have not been early adopted in preparing these consolidated financial statements:

1) IFRS 9 Financial instruments

IFRS 9, "Financial instruments", addresses the classification, measurement and recognition of financial assets and financial liabilities. The complete version of IFRS 9 was issued in July 2014. It replaces the guidance in IAS 39 that relates to the classification and measurement of financial instruments. IFRS 9 retains but simplifies the mixed measurement model and establishes three primary measurement categories for financial assets: amortised cost, fair value through Other Comprehensive Income and fair value through profit or loss. The basis of classification depends on the entity's business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset. Investments in equity instruments are required to be measured at fair value through profit or loss with the irrevocable option at inception to present changes in fair value in Other Comprehensive Income not recycling. There is now a new expected credit losses model that replaces the incurred loss impairment model used in IAS 39. For financial liabilities there were no changes to classification and measurement except for the recognition of changes in own credit risk in other comprehensive income, for liabilities designated at fair value through profit or loss. IFRS 9 relaxes the requirements for hedge effectiveness by replacing the bright line hedge effectiveness tests. It requires an economic relationship between the hedged item and hedging instrument and for the "hedged ratio" to be the same as the one management actually use for risk management purposes. Contemporaneous documentation is still required but is different to that currently prepared under IAS 39. The standard is effective for accounting periods beginning on or after January 1, 2018. This standard has not yet been endorsed by the European Union. Early adoption is permitted. The Group is yet to assess IFRS 9's full impact.

2) **IFRS 15 Revenue from contracts with customers**

IFRS 15, "Revenue from contracts with customers" deals with revenue recognition and establishes principles for reporting useful information to users of financial statements about the nature, amount, timing and uncertainty of revenue and cash flows arising from an entity's contracts with customers. Revenue is recognised when a customer obtains control of a good or service and thus has the ability to direct the use and obtain the benefits from the good or service. The standard replaces IAS 18 "Revenue" and IAS 11 'Construction contracts' and related interpretations. The standard is effective for annual periods beginning on or after January 1, 2018 and earlier application is permitted. This standard has not yet been endorsed by the European Union. The Group performed a detailed assessment of the impact of IFRS 15 and concluded that the adoption of the standard will not have a material impact on the Group's consolidated financial statements.

There are no other IFRSs or IFRIC interpretations that are not yet effective that would be expected to have a material impact on the Group.

Note 3 - Operating segment

The Group does business in one operating segment, namely the provision of satellite-based data transmission capacity, and ancillary services, to customers around the world.

The Executive Committee, which is the chief operating decision-making committee in the Group's corporate governance structure, reviews the Group's financial reporting and generates those proposals for the allocation of the Group's resources which are submitted for validation to the Board of Directors. The main sources of financial information used by the Executive Committee in assessing the Group's performance and allocating resources are:

- Analyses of Group revenues including the allocation of revenues between the geographical downlink regions;
- Overall Group profitability development at the operating and non-operating level;
- Internal and external analysis of expected future developments in the markets into which capacity is being delivered and of the commercial landscape applying to those markets.

When analysing the performance of the operating segment the comparative prior year figures are recomputed using the exchange rates applying for each month in the current period. These prior year figures are being presented at "constant FX".

The segment's financial results for 2015 and 2014 are set out below.

In millions of euros	2015	Constant FX 2014	Change Favourable + / Adverse
Revenue	**2,014.5**	2,081.3	-3.2%
Operating expenses	**(520.3)**	(530.5)	+1.9%
EBITDA	**1,494.2**	1,550.8	-3.6%
EBITDA margin (%)	**74.2%**	74.5%	-0.3% pts
Depreciation	**(536.8)**	(551.4)	+2.6%
Amortisation	**(62.8)**	(55.5)	-13.3%
Operating profit	**894.6**	943.9	-5.2%

In millions of euros	2014	Constant FX 2013	Change Favourable + / Adverse -
Revenue	1,919.1	1,844.9	+4.0%
Operating expenses	(491.1)	(485.0)	-1.3%
EBITDA	1,428.0	1,359.9	+5.0%
EBITDA margin (%)	74.4%	73.7%	+0.7% pts
Depreciation	(491.6)	(464.0)	-5.9%
Amortisation	(53.8)	(48.0)	-12.1%
Operating profit	882.6	847.9	+4.1%

At constant FX, the revenue allocated to the relevant downlink region developed as follows:

In millions of euros	2015	2014	Change Favourable + / Adverse -
Europe	**1,034.5**	1,016.8	+1.7%
North America	**389.5**	406.8	-4.3%
International	**590.5**	657.7	-10.2%
Total	**2,014.5**	2,081.3	-3.2%

The Group's revenues from external customers is also analysed between the Infrastructure and Services elements. Sales between the two, mainly sales of Infrastructure capacity to Services businesses, are eliminated on consolidation.

2015 *In millions of euros*	**Infra-structure**	**Services**	**Elim. / unalloc.**	Total
Revenue	1,727.3	526.3	(239.1)	2,014.5

2014 *In millions of euros*	**Infra-structure**	**Services**	**Elim. / unalloc.**	Total
Revenue	1,643.3	455.7	(179.9)	1,919.1

The Group's revenues from external customers analysed by country using the customer's billing address is as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Luxembourg (SES country of domicile)	**42.1**	38.4
United States of America	**555.0**	489.4
Germany	**403.3**	397.3
United Kingdom	**306.5**	294.9
France	**140.3**	153.0
Others	**567.3**	546.1
Total	**2,014.5**	1,919.1

No single customer accounted for 10% or more of total revenue in 2015 or 2014.

The Group's property, plant and equipment and intangible assets are located as set out in the following table. Note that satellites are allocated to the country where the legal owner of the asset is incorporated. Similarly, orbital slot rights and goodwill balances are allocated to the attributable subsidiary.

In millions of euros	**2015**	2014
Luxembourg (SES country of domicile)	**2,414.6**	2,432.3
United States of America	**2,937.3**	2,760.3
The Netherlands	**1,565.7**	1,381.4
Isle of Man	**1,431.2**	1,145.4
Sweden	**238.9**	250.0
Others	**358.8**	364.3
Total	**8,946.5**	8,333.7

Note 4 - Operating expenses

The operating expense categories disclosed include the following types of expenditure:

1) Cost of sales (excluding staff costs and depreciation) represents cost categories which generally vary directly with revenue. Such costs include the rental of third-party satellite capacity, customer support costs, such as uplinking and monitoring, and other cost of sales which include the cost of equipment rental or purchased for integration and resale, largely as part of SES Services offerings.

In millions of euros	**2015**	2014
Costs associated with European Services business	**(84.0)**	(92.7)
Rental of third-party satellite capacity	**(37.7)**	(39.3)
Customer support costs	**(20.2)**	(13.4)
Other cost of sales	**(41.7)**	(28.1)
Total cost of sales	**(183.6)**	(173.5)

2) Staff costs in the amount of EUR 200.5 million (2014: EUR 194.5 million) include gross salaries and employer's social security payments, payments into pension schemes for employees, and charges arising under share-based payment schemes. At the year end the total full-time equivalent members of staff is 1,314 (2014: 1,237).

3) Other operating expenses in the amount of EUR 136.2 million (2014: EUR 123.1 million) are by their nature less variable to revenue development. Such costs include facility costs, in-orbit insurance costs, marketing expenses, general and administrative expenditure, consulting charges, travel-related expenditure and movements in provisions for debtors.

Note 5 - Audit and non-audit fees

For the years ended December 31, 2015 and 2014, respectively, the Group has recorded charges - both billed and accrued - from its independent auditor and affiliated companies thereof, as set out below:

In millions of euros	**2015**	2014
Fees for statutory audit of annual and consolidated accounts	1.7	1.5
Fees charged for other assurance services	0.2	0.2
Fees charged for tax services	0.5	0.4
Fees charged for other non-audit services	0.1	0.2
Total audit and non-audit fees	2.5	2.3

Note 6 - Finance income and costs

In millions of euros	**2015**	2014
Finance income		
Interest income	**14.4**	13.2
Net foreign exchange gains	**38.7**	20.6
Total	**53.1**	33.8
Finance costs		
Interest expenses on borrowings (excluding amounts capitalised)	**(155.6)**	(162.8)
Loan fees and origination costs and other	**(33.2)**	(24.9)
Value adjustments on financial assets	**-**	(1.1)
Total	**(188.8)**	(188.8)

Net foreign exchange gains mostly relates to revaluation of USD denominated bank accounts, deposits and other monetary items denominated in USD.

Note 7 - Income taxes

Taxes on income comprise the taxes paid or owed in the individual countries, as well as deferred taxes. Current and deferred taxes can be analysed as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Current income tax		
Current income tax charge	**(62.1)**	(141.5)
Adjustments in respect of prior periods	**(17.0)**	9.6
Foreign withholding taxes	**(11.5)**	(11.0)
Total current income tax	**(90.6)**	(142.9)
Deferred income tax		
Relating to origination and reversal of temporary differences	**21.3**	54.8
Relating to tax losses brought forward	**-**	7.8
Changes in tax rate	**-**	7.0
Adjustment of prior years	**(15.6)**	(11.9)
Total deferred income tax	**5.7**	57.7
Income tax income/(expense) per consolidated income statement	**(84.9)**	(85.2)
Consolidated statement of changes in equity		
Current and Deferred Income tax related to items (charged) or credited directly in equity		
Post-employment benefit obligation	**(0.9)**	1.8
Impact of currency translation	**2.5**	13.0
Investment hedge - current tax	**64.6**	67.3
Investment hedge - deferred tax	**11.0**	-
Tax impact of the treasury shares impairment recorded in the statutory financial statements	**5.0**	-
Current and Deferred Income taxes reported in equity	**82.2**	82.1

A reconciliation between the income tax expense and the profit before tax of the Group multiplied by a theoretical tax rate of 29.97% (2014: 29.97%) which corresponds to the Luxembourg domestic tax rate for the year ended December 31, 2015 is as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Profit before tax from continuing operations	**758.9**	727.6
Multiplied by theoretical tax rate of 29.97%	**227.5**	218.0
Effect of different foreign tax rates	**(30.0)**	(48.9)
Investment tax credits	**(16.8)**	(13.6)
Tax exempt income	**(21.4)**	(17.7)
Non-deductible expenditures	**20.9**	1.7
Taxes related to prior years	**10.2**	(4.1)
Effect of changes in tax rate	**2.3**	(8.0)
Recognition of deferred tax asset on temporary differences related to prior years	**15.6**	(49.6)
Group tax provision related to current year	**21.0**	50.4
Release of Group tax provision related to prior years	**(116.7)**	(24.6)
Extra-Territorial Income exclusion benefit	**(19.0)**	(26.2)
Impairment on subsidiaries	**(21.5)**	-
Foreign withholding taxes	**11.5**	11.0
Other	**1.3**	(3.2)
Income tax reported in the consolidated income statement	**84.9**	85.2

During 2015 an Extra-Territorial Income ("ETI") exclusion benefit related to prior years has been booked under a U.S. federal export incentive provision. Whilst the final ETI benefit that the Group is able to claim is still being assessed, an amount of tax income of EUR 19 million was recognised in 2015 (2014: EUR 26.2 million) representing the element of the expected outcome which was sufficiently substantiated at the time of issuing the financial statements.

The release of the Group tax provision reflects mainly the reversal of potential liabilities in connection with the settlement of tax audits and arising in connection with intra-Group distributions.

Note 8 - Deferred income tax

The accounts related to deferred taxes included in the consolidated financial statements can be analysed as follows:

In millions of euros	**Deferred tax assets 2015**	Deferred tax assets 2014	**Deferred tax liabilities 2015**	Deferred tax liabilities 2014
Losses carried forward	**8.1**	15.2	**-**	-
Tax credits	**4.7**	56.8	**-**	-
Intangible assets	**45.2**	48.9	**(289.0)**	(252.7)
Tangible assets	**0.4**	-	**(381.2)**	(390.4)
Employee benefits	**14.5**	14.7	**-**	-
Measurement of financial assets and derivatives	**1.2**	1.1	**-**	(18.6)
Receivables	**18.4**	9.7	**-**	-
Tax-free reserves	**-**	-	**(3.0)**	(2.4)
Other provisions and accruals	**0.1**	0.5	**(15.0)**	(25.0)
Measurement of financial instruments	**-**	-	**(1.1)**	(12.1)
Employee benefits	-	-	**-**	-
Total deferred tax assets / (liabilities)	**92.6**	146.9	**(689.3)**	(701.2)
Offset of deferred taxes	**(33.4)**	(24.7)	**33.4**	24.7
Net deferred tax assets/ (liabilities)	**59.2**	122.2	**(655.9)**	(676.5)

Deferred tax assets have been offset against deferred tax liabilities where they relate to the same taxation authority and the entity concerned has a legally enforceable right to set off current tax assets against current tax liabilities.

In addition to the tax losses for which the Group recognised deferred tax assets, the Group has tax losses of EUR 101.5 million as at December 31, 2015 (December 31, 2014: nil) that are available for offset against future taxable profits of the companies in which the losses arose. Deferred tax assets have not been recognised in respect of these losses as they may not be used to offset taxable profits elsewhere in the Group and they have arisen in subsidiaries that are not expected to generate taxable profits against which these losses could be offset in the foreseeable future.

No deferred income tax liabilities has been recognised for the withholding tax and other taxes that would be payable on the unremitted earnings of certain subsidiaries. Such amounts are permanently reinvested or not subject to taxation.

The movement in deferred income tax assets and liabilities during the year, without taking into consideration the offsetting of balances is as follows

Deferred tax assets	**Losses carried forward**	**Tax credits**	**Intangible assets**	**Employee benefits**	**Measurement of financial assets and derivatives**	**Receivables**	**Other**	**Total**
At January 1, 2014	**11.8**	**103.1**	**-**	**14.7**	**1.0**	**3.6**	**0.4**	**134.6**
(Charged)/credited to the income statement	3.2	(48.8)	48.9	(2.3)	0.1	5.7	0.1	6.9
Charged directly to equity	-	-	-	0.5	-	-	-	0.5
Exchange difference[1]	0.2	2.5	-	1.8		0.5		4.9
At December 31,2014	**15.2**	**56.8**	**48.9**	**14.7**	**1.1**	**9.7**	**0.5**	**146.9**
(Charged)/credited to the income statement	(6.7)	(52.1)	(3.7)	(0.9)	**-**	7.6	-	(55.8)
Charged directly to equity	-	-	-	(0.9)	-	-	-	(0.9)
Exchange difference[1]	(0.4)	-	-	1.6	0.1	1.1		2.4
At December 31, 2015	**8.1**	**4.7**	**45.2**	**14.5**	**1.2**	**18.4**	**0.5**	**92.6**

Deferred tax liabilities	Intangible assets	Tangible assets	Tax-free reserves	Employee benefits	Measurement of financial assets and derivatives	Measurement of financial instruments	Other	Total
At January 1, 2014	**233.6**	**403.2**	**3.7**	**1.3**	**18.7**	**12.1**	**11.6**	**684.2**
Charged/(credited) to the income statement	(3.3)	(58.1)	(1.3)	-	(0.1)	-	12.0	(50.8)
Charged directly to equity	-	-	-	(1.3)	-	-	-	(1.3)
Exchange difference[1]	22.4	45.3	-				1.4	69.1
At December 31, 2014	**252.7**	**390.4**	**2.4**	**-**	**18.6**	**12.1**	**25.0**	**701.2**
Charged/(credited) to the income statement	11.2	(45.3)	0.6	-	**(18.6)**	-	(9.4)	(61.5)
Charged directly to equity	-	-	-	-	-	(11.0)	-	(11.0)
Exchange difference[1]	25.1	36.1	-	-	-	-	(0.6)	60.6
At December 31, 2015	**289.0**	**381.2**	**3.0**	**-**	**-**	**1.1**	**15.0**	**689.3**

[1] A foreign exchange impact arises due to the translation of Group's operations with a different functional currency than Euro. This amounts to EUR 58.2 million as at December 31, 2015 (2014: EUR 64.2 million)

Note 9 - Components of other comprehensive income

In millions of euros	**2015**	2014
Impact of currency translation	557.9	588.6
Income tax effect	2.5	13.0
Total impact of currency translation, net of tax	**560.4**	601.6

The impact of currency translation in other comprehensive income relates to exchange gains or losses arising on the translation of the results of foreign operations from their functional currency to euro, which is the Company's functional and presentation currency. The assets and liabilities of consolidated foreign operations are translated into euro at the year-end exchange rates, while the income and expense items of these foreign operations are translated at the average exchange rate of the year.

The significant income in 2015 reflects the impact on the valuation of SES's net U.S. dollar assets of the strengthening of the U.S. dollar against the Euro from 1.2141 to 1.0887. This effect is partially offset by the impact of the net investment hedge (Note 19).

Note 10 - Earnings per share

Basic earnings per share is calculated by dividing the net profit for the year attributable to ordinary shareholders of each class of shares by the weighted average number of shares outstanding during the year as adjusted to reflect the economic rights of each class of share.

For the year 2015, basic earnings per share of EUR 1.34 per A share (2014: EUR 1.49), and EUR 0.54 per B share (2014: EUR 0.59) have been calculated on the following basis:

In millions of euros	**2015**	2014
Profit attributable to owners of the parent	**544.9**	600.8

Weighted average number of shares, net of own shares held, for calculating basic earnings per share:

	2015	2014
Class A shares (in million)	**338.8**	336.8
Class B shares (in million)	**170.6**	168.8
Total	**509.4**	505.6

The weighted average number of shares is based on the capital structure of the Company as described in Note 21.

Diluted earnings per share is calculated by adjusting the weighted average number of ordinary shares outstanding to assume conversion of all dilutive potential ordinary shares which are primarily related to the share-based compensation plans. A calculation is done to determine the number of shares that could have been acquired at fair value based on the monetary value of the subscription rights attached to outstanding share options. The number of shares calculated as above is compared with the number of shares that would have been issued assuming the exercise of the share options and the difference, if it results in a dilutive effective, is considered to adjust the weighted average number of share.

For the year 2015, diluted earnings per share of EUR 1.33 per A share (2014: EUR 1.48), and EUR 0.53 per B share
(2014: EUR 0.59) have been calculated on the following basis:

In millions of euros	**2015**	2014
Profit attributable to owners of the parent	**544.9**	600.8

Weighted average number of shares, net of own shares held, for the purpose of calculating diluted earnings per share:

	2015	2014
Class A shares (in million)	**340.2**	338.9
Class B shares (in million)	**170.6**	168.8
Total	**510.8**	507.7

Note 11 - Dividends paid and proposed

Dividends declared and paid during the year:

In millions of euros	**2015**	2014
Class A dividend 2014: EUR 1.18 (2013: EUR 1.07)	**398.4**	361.2
Class B dividend 2014: EUR 0.47 (2013: EUR 0.43)	**79.6**	72.3
Total	**478.0**	433.5

Dividends proposed for approval at the annual general meeting to be held on April 7, 2016, which are not recognised as a liability as at December 31, 2015:

In millions of euros	**2015**	2014
Class A dividend for 2015: EUR 1.30 (2014: EUR 1.18)	**446.7**	398.4
Class B dividend for 2015: EUR 0.52 (2014: EUR 0.47)	**89.3**	79.6
Total	**536.0**	478.0

Dividends are paid net of any withholding tax.

Note 12 - Property, plant and equipment

In millions of euros	Land and buildings	Space segment	Ground segment	Other fixtures and fittings, tools and equipment	Total
Cost					
As at January 1, 2014	**185.0**	**8,328.1**	**412.2**	**117.5**	**9,042.8**
Additions	2.6	4.3	13.5	18.5	38.9
Disposals	(0.2)	(0.1)	-	-	(0.3)
Retirements	-	(215.1)	(14.9)	-	(230.0)
Transfers from assets in course of construction (Note 13)	21.2	697.6	20.9	4.4	744.1
Transfer	-	-	-	(9.5)	(9.5)
Impact of currency translation	7.9	637.3	14.0	6.5	665.7
As at December 31, 2014	**216.5**	**9,452.1**	**445.7**	**137.4**	**10,251.7**
Depreciation					
As at January 1, 2014	**(114.2)**	**(4,790.0)**	**(298.5)**	**(92.4)**	**(5,295.1)**
Depreciation	(6.1)	(448.8)	(27.6)	(9.1)	(491.6)
Disposals	0.2	-	-	-	0.2
Retirements	-	215.1	14.4	-	229.5
Transfer	-	-	-	6.8	6.8
Impact of currency translation	(4.2)	(341.3)	(12.1)	(2.3)	(359.9)
As at December 31, 2014	**(124.3)**	**(5,365.0)**	**(323.8)**	**(97.0)**	**(5,910.1)**
Net book value as at December 31, 2014	**92.2**	**4,087.1**	**121.9**	**40.4**	**4,341.6**

In millions of euros	Land and buildings	Space segment	Ground Segment	Other fixtures and fittings, tools and equipment	Total
Cost					
As at January 1, 2015	**216.5**	**9,452.1**	**445.7**	**137.4**	**10,251.7**
Additions	0.9	0.4	5.2	4.7	11.2
Disposals	(10.1)	(1.4)	(24.5)	(0.9)	(36.9)
Retirements	-	(403.2)*	(1.6)	(0.9)	(405.7)
Transfers from assets in course of construction (Note 13)	-	308.9**	44.4	16.1	369.4
Transfer	(4.1)	26.1	(3.7)	(18.3)	-
Impact of currency translation	6.9	636.4	13.1	4.5	660.9
As at December 31, 2015	**210.1**	**10,019.3**	**478.6**	**142.6**	**10,850.6**
Depreciation					
As at January 1, 2015	**(124.3)**	**(5,365.0)**	**(323.8)**	**(97.0)**	**(5,910.1)**
Depreciation	(8.8)	(490.1)	(29.0)	(8.9)	(536.8)
Disposals	7.7	1.4	18.4	0.9	28.4
Retirements	-	403.2*	1.6	0.9	405.7
Impact of currency translation	(4.2)	(352.7)	(14.4)	(1.7)	(373.0)
As at December 31, 2015	**(129.6)**	**(5,803.2)**	**(347.2)**	**(105.8)**	**(6,385.8)**
Net book value as at December 31, 2015	**80.5**	**4,216.1**	**131.4**	**36.8**	**4,464.8**

* The following satellites have been fully retired during 2015: Astra 1E, Sirius 3, AMC-5

** Astra 2G became operational during 2015

Note 13 - Assets in the course of construction

In millions of euros	Land and Buildings	Space segment	Ground Segment	Fixtures, tools & equipment and intangible assets	Total
Cost and net book value as at January 1, 2014	**17.7**	**1,020.7**	**32.5**	**28.9**	**1,099.8**
Movements in 2014					
Additions	3.8	262.1	16.0	28.0	309.9
Transfers to assets in use (Note 12, 14)	(21.2)	(697.6)	(20.9)	(19.9)	(759.6)
Transfer	-	0.1	0.2	-	0.3
Disposals	-	-	(0.8)	-	(0.8)
Impact of currency translation	(0.1)	32.1	1.4	1.8	35.2
Cost and net book value as at December 31, 2014	**0.2**	**617.4**	**28.4**	**38.8**	**684.8**

In millions of euros	Land and Buildings	Space segment	Ground segment	Fixtures, tools & equipment and intangible assets	Total
Cost and net book value as at January 1, 2015	**0.2**	**617.4**	**28.4**	**38.8**	**684.8**
Movements in 2015					
Additions	0.7	515.5	23.7	23.3	563.2
Transfers to assets in use (Note 12, 14)	-	(308.9)	(44.4)	(32.0)	(385.3)
Transfer		(0.9)	12.9	(12.0)	-
Disposals	-	-	-	-	-
Impact of currency translation	-	41.5	2.0	2.1	45.6
Cost and net book value as at December 31, 2015	**0.9**	**864.6**	**22.6**	**20.2**	**908.3**

Borrowing costs of EUR 22.1 million (2014: EUR 23.7 million) arising from financing specifically relating to the satellite construction were capitalised during the year and are included in additions to 'Space segment' in the above table.

A weighted average capitalisation rate of 4.10% (2014: 4.33%) was used, representing the Group's average weighted cost of borrowing. Excluding the impact of the loan origination costs the average weighted interest rate was 3.90% (2014: 3.95%).

'Fixtures, tools & Equipment and intangible assets' includes amounts relating to intangible assets under construction of EUR 14.0 million and EUR 22.0 million as at December 31, 2015 and 2014, respectively.

Note 14 - Intangible assets

In millions of euros	Orbital slot licence rights	Goodwill	Definite life intangibles	Total
Cost				
As at January 1, 2014	**733.6**	**1,717.8**	**793.0**	**3,244.4**
Additions	89.8	10.9	169.8	270.5
Transfers from assets in course of construction (Note 13)	-		15.5	15.5
Transfers	**-**	**-**	9.5	9.5
Impact of currency translation	85.2	228.8	17.6	331.6
As at December 31, 2014	**908.6**	**1,957.5**	**1,005.4**	**3,871.5**
Amortisation				
As at January 1, 2014	**-**	**-**	**(494.1)**	**(494.1)**
Amortisation	-	-	(53.8)	(53.8)
Transfers	-	-	(6.8)	(6.8)
Impact of currency translation	-	-	(9.5)	(9.5)
As at December 31, 2014	**-**	**-**	**(564.2)**	**(564.2)**
Book value as at December 31, 2014	**908.6**	**1,957.5**	**441.2**	**3,307.3**

In millions of euros	Orbital slot licence rights	Goodwill	Definite life intangibles	Total
Cost				
As at January 1, 2015	**908.6**	**1,957.5**	**1,005.4**	**3,871.5**
Additions	1.4	-	7.1	8.5
Transfers from assets in course of construction (Note 13)	-	-	15.9	15.9
Impact of currency translation	88.6	217.6	6.5	312.7
As at December 31, 2015	**998.6**	**2,175.1**	**1,034.9**	**4,208.6**
Amortisation				
As at January 1, 2015	**-**	**-**	**(564.2)**	**(564.2)**
Amortisation	-	-	(62.8)	(62.8)
Impact of currency translation	-	-	(8.2)	(8.2)
As at December 31, 2015	**-**	**-**	**(635.2)**	**(635.2)**
Book value as at December 31, 2015	**998.6**	**2,175.1**	**399.7**	**3,573.4**

Indefinite-life intangible assets

Management identified three cash generating units at the level of which goodwill and other intangible assets with indefinite useful lives are allocated. The level of integration of the Group's infrastructure operations has lead Management to conclude that there is only one cash generating unit to which the goodwill and other indefinite-life intangibles are allocated for impairment test purposes.

The indefinite-life intangible assets as at December 31, 2015 have a net book value by cash-generating unit as presented below:

In millions of euros	**2015**		2014	
	Orbital slot licence rights	**Goodwill**	Orbital slot licence rights	Goodwill
SES Infrastructure operations	**998.6**	**2,122.3**	908.6	1,905.0
SES Platform Services	**-**	**35.9**	-	35.9
Others	**-**	**16.9**	-	16.6
Total	**998.6**	**2,175.1**	908.6	1,957.5

1) Orbital slot licence rights

Interests in orbital slot licence rights were acquired in the course of the acquisitions of the SES WORLD SKIES' entities and SES ASTRA AB, as well as through targeted acquisition of such rights from third parties. The Group believes that there is a high probability of being able to achieve the extension of these rights at no significant cost as and when the current agreements expire. Hence these assets are not amortised, but rather held in the statement of financial position at acquisition cost. Impairment testing procedures are performed at least once a year to assess whether the carrying value is still appropriate.

2) Goodwill

Impairment testing procedures are performed at least once a year to assess whether the carrying value of goodwill is still appropriate. The annual impairment test is performed as at October 31 each year. The recoverable amount of the goodwill is determined based on a value-in-use calculation (Note 2) using the most recent business plan information approved by the Board of Directors which covers a period of up to five years. This period for the business plan is derived from the contractual basis for the satellite business.

Pre-tax discount rates in 2015 are between 5.93% and 6.34% (2014: 6.06% and 8.38% - comparatives adjusted to a comparable pre-tax basis) and were selected to reflect market interest rates and commercial spreads; the capital structure of businesses in the Group's business sector; and the specific risk profile of the businesses concerned. Terminal growth rates used in the valuations are set at 2%, which reflect the most recent long-term planning assumptions approved by the Board and can be supported by reference to the trading performance of the companies concerned over a longer period.

Impairment testing of goodwill and intangibles with indefinite lives
The calculations of value in use are most sensitive to:

1) Movements in the underlying business plan assumptions

   Business plans are drawn up annually and generally provide an assessment of the expected developments for a five-year period beyond the end of the year when the plan is drawn up. These business plans reflect both the most up-to-date assumptions concerning the CGU's markets and also developments and trends in the business of the CGU. For the provision of satellite capacity these will particularly take into account the following factors:

   - the expected developments in transponder fill rates, including the impact of the replacement capacity;
   - any changes in the expected capital expenditure cycle - due to technical degradation of a satellite or through the identified need for replacement capacities; and
   - any changes in satellite procurement, launch or cost assumptions.

2) Changes in discount rates

   Discount rates reflect management's estimate of the risks specific to each CGU. Management uses a pre-tax weighted average cost of capital as discount rate for each CGU. This reflects market interest rates of twenty-year bonds in the market concerned, the capital structure of businesses in the Group's business sector, and other factors, as necessary, applying specifically to the CGU concerned.

3) Growth rate assumptions used to extrapolate cash flows beyond the business planning period:
   - Rates are based on the commercial experience relating to the CGUs concerned and the expectations for developments in the markets which they serve.
   - As part of standard impairment testing procedures, the Company assesses the impact of changes in the discount rates and growth assumptions of the valuation surplus, or deficit as the case may be. Both discount rates and terminal values are simulated up to 2% below and above the CGU's specific rate used in the base valuation. In this way a matrix of valuations is generated which reveals the potential exposure to impairment charges for each CGU based on movements in the valuation parameters which are within the range of outcomes foreseeable at the valuation date.
   - The most recent testing showed that the CGUs tested would have no impairment even in the least favourable case - a combination of lower terminal growth rates and higher discount rates. For this reason management believes that there is no combination of discount rates and terminal growth rates foreseeable at the valuation date which would result in the carrying value of indefinite-life intangible assets materially exceeding their recoverable amount. In addition to the changes in terminal growth rates and discount rates, no other reasonably possible change in another key assumption is expected to cause the CGU's carrying amounts to exceed their recoverable amount.

Definite life intangible assets

The Group’s primary definite life intangible asset is the agreement concluded by SES ASTRA with the Luxembourg government in relation to the usage of Luxembourg frequencies in the orbital positions of the geostationary arc from 45˚ West to 50˚ East for the period of January 1, 2001 to December 31, 2021. Given the finite nature of this agreement, these usage rights - valued at EUR 550.0 million at the date of acquisition - are being amortised on a straight-line basis over the 21-year term of the agreement.

Note 15 - Investment in associates

O3b Networks

In July 2014, O3b Networks successfully launched satellites 5 to 8 of its Middle Earth Orbit constellation, followed by the launch of satellites 9 to 12 in December 2014. With these satellites in orbit, the full commercial services of O3b Networks can be commercialised.

During 2014, O3b Networks reached agreements with its shareholders and lenders on new financing arrangements, including an agreement with SES in April 2014 for a new Subordinated Shareholder Facility Agreement, and as such the level of uncertainty concerning the going concern of the investment has substantially reduced since 2014.

On November 30, 2015, O3b Networks completed a financing round in connection with the procurement of the next eight satellites in its fleet, that is satellites 13 to 20. This financing round had a total volume of new equity issuance of USD 143.0 million, out of which an amount of USD 113.3 million, equivalent of EUR 107.8 million, was subscribed by SES. A corresponding liability is recorded as at December 31, 2015 related to SES's contribution to the capital increase.

As at December 31, 2015, SES has an interest of 42.65% in the issued share capital of O3b Networks (2014: 44.75%). SES also holds non-voting warrants in O3b Networks which carry no economic rights, for example to dividends, but are convertible at any time in to shares in the associate. On a fully diluted basis the interest in O3b Networks is 49.1%.The carrying value of SES's equity interest in O3b Networks as at December 31, 2015 is EUR 73.3 million (2014: EUR 93.0 million), with the decrease reflecting the Group's share of O3b Networks' net loss during the year of EUR 126.7 million partly offset by an additional investment of EUR 107.0 million.

The Group's share of O3b Networks' assets, liabilities, income and expenses as at December 31, 2015 and 2014 and for the years then ended, which are included in the consolidated financial statements, are as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Non-current assets	**439.9**	399.3
Current assets	**68.1**	122.2
Non-current liabilities	**444.2**	395.7
Current liabilities	**23.9**	24.0
Revenue	**22.5**	3.7
Operating expenses	**(32.4)**	(22.3)
Depreciation and amortisation	**(69.9)**	(10.3)
Finance expense, net	**(45.6)**	(11.0)
Income tax	**(1.3)**	-
Net loss for the year	**(126.7)**	(39.8)
Other comprehensive income / (expenses)	**-**	-
Total comprehensive income	**(126.7)**	(39.8)
Dividends received from associate	**-**	-

As at December 31, 2015 and 2014 O3b Networks has no significant contingent liabilities.

As at December 31, 2015, the Group's share in O3b Networks capital commitments, which mainly relate to satellites procurement costs, amounts to EUR 93.2 million (2014: EUR 5.7 million).

The Group's share in O3b Networks' operating lease commitments is as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Operating lease commitments		
within one year	**1.5**	1.5
years 2-5	**2.5**	3.4
Thereafter	**0.4**	0.5
Total	**4.4**	5.4

As at December 31, 2015 and 2014 the Group held no other significant investments in associates.

Note 16 - Other financial assets

In millions of euros	**2015**	2014
Amounts receivable from associates	**59.6**	36.5
Sundry financial assets	**0.7**	0.9
Total other financial assets	**60.3**	37.4

Amounts receivable from associates represents two loan facilities granted to O3b Networks, a “contingent equity” loan of USD 16.0 million and a Subordinated Shareholder Facility (“SSF”) agreed with the SES Group in April 2014 for an amount of USD 53.2 million. The loans accrue interest at contractual interest rates which are lower than the market rates. The interest accrued are capitalised and are payable on the maturity dates of the loans.

The loans have a gross value of EUR 74.0 million as at December 31, 2015 (2014: EUR 58.0 million) and an amortised cost of EUR 59.6 million as at December 31, 2015 (2014: EUR 36.5 million). As at December 31, 2015, the interest accrued and fair value adjustment amounts to EUR 14.4 million (December 31, 2014: EUR 21.5 million).

Note 17 - Trade and other receivables

In millions of euros	**2015**	2014
Trade debtors, net of provisions	**378.8**	377.0
Unbilled accrued revenue	**391.7**	311.2
Other receivables	**67.0**	63.6
Total trade and other receivables	**837.5**	751.8
Of which:		
Non-current	**54.8**	60.3
Current	**782.7**	691.5

Unbilled accrued revenue represents revenue for use of satellite capacity under long-term contracts but not billed. Billing will occur based on the terms of the contracts. There is a current and non-current portion for unbilled accrued revenue. The non-current portion amounts to EUR 54.8 million (2014: EUR 60.3 million).

An amount of EUR 16.4 million was expensed in 2015 reflecting an increase in the impairment of trade and other receivables
(2014: EUR 17.3 million). This amount is recorded in 'Other operating charges'. As at December 31, 2015, trade receivables with a nominal amount of EUR 52.7 million (2014: EUR 37.2 million) were impaired and fully provided for. Movements in the provision for the impairment of receivables were as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
As at January 1	**37.2**	17.7
Increase in debtor's provision for the year, net	**16.4**	17.3
Utilised	**(2.8)**	(0.2)
Impact of currency translation	**1.9**	1.6
Other movements	**-**	0.8
As at December 31	**52.7**	37.2

Note 18 - Financial instruments

Fair value estimation and hierarchy

The Group uses the following hierarchy levels for determining the fair value of financial instruments by valuation technique:

1) Quoted prices in active markets for identical assets or liabilities (Level 1);
2) Other techniques for which all inputs which have a significant effect on the recorded fair value are observable either directly or indirectly (Level 2);
3) Techniques which use inputs which have a significant effect on the recorded fair value that are not based on observable market data (Level 3).

The fair value of investments that are actively traded in organised financial markets is determined by reference to quoted market bid prices at the close of business on the reporting date. For investments where there is no active market, fair value is determined using valuation techniques. Such techniques include using recent arm's-length market transactions; reference to the current market value of another instrument, which is substantially the same; discounted cash flow analysis and option pricing models.

The following table presents the Group's financial assets and liabilities that are measured at fair value at December 31, 2015.

As at December 31, 2015

Assets *(in millions of euros)*	**Level 1**	**Level 2**	**Level 3**	**Total**
Derivatives used for hedging				
Forward currency exchange contracts	-	1.6	-	1.6
Total	**-**	**1.6**	**-**	**1.6**

A change in the Group's credit default rate by +/- 5% would only marginally impact profit and loss.

Set out below is an analysis of financial derivatives by category:

	December 31, 2015		December 31, 2014	
In millions of euros	**Fair value asset**	**Fair value liability**	Fair value asset	Fair value liability
Derivatives used for hedging:	1.6			
Forward currency exchange contracts	1.6	-	-	-
Total valuation of financial derivatives	1.6	-	-	-
Of which: Non-current	-	-	-	-
Of which: Current	1.6	-	-	-

Fair values

The fair value of the loans and borrowings has been calculated by discounting the expected future cash flows at prevailing interest rates except for the listed Eurobonds for which the quoted market price has been used. The fair value of foreign currency contracts is calculated by reference to current forward exchange rates for contracts with similar maturity profiles.

All loans and borrowings are measured at amortised cost.

Set out below is a comparison by category of carrying amounts and fair values of all of the Group's financial instruments that are carried in the financial statements.

As at December 31, 2015

In millions of euros	Fair value hierarchy	Carried at amortised cost	Carried at fair value	Total	
		Carrying amount	Fair value	Carrying amount	Balance Sheet
As at December 31, 2015					
Financial assets					
Non-current financial assets:					
Trade and other receivables		54.8	54.8	-	54.8
Other financial assets		60.3	60.3	-	60.3
Total non-current financial assets		115.1	115.1	-	115.1
Current financial assets:					
Trade and other receivables		782.7	782.7	-	782.7
Derivatives	2	-	-	1.6	1.6
Cash and cash equivalents		639.7	639.7	-	639.7
Total current financial assets		1,422.4	1,422.4	1.6	1,424.0
Financial liabilities					
Borrowings:					
At floating rates:					
Syndicated loan 2021*	2	-	-	-	-
COFACE	2	353.4	353.4	-	353.4
At fixed rates:					
Eurobond 2018 (EUR 500 million)	2	494.8	512.0	-	494.8
U.S. Bond 2019 (USD 500 million)	2	456.8	450.8	-	456.8
Eurobond 2020 (EUR 650 million)	2	647.0	743.7	-	647.0
Eurobond 2021 (EUR 650 million)	2	646.3	761.3	-	646.3
U.S. Bond 2023 (USD 750 million)	2	682.0	653.2	-	682.0
U.S. Bond 2043 (USD 250 million)	2	227.3	225.9	-	227.3
U.S. Bond 2044 (USD 500 million)	2	446.0	426.9	-	446.0
U.S. Ex-Im	2	72.3	72.7	-	72.3
German Bond 2032 (EUR 50 million), non-listed	2	49.8	57.3	-	49.8
Euro Private Placement 2016 (EUR 150 million) issued under EMTN	2	149.9	154.1	-	149.9
Euro Private Placement 2027 (EUR 140 million) issued under EMTN	2	139.4	165.3	-	139.4
European Investment Bank (EUR 200 million)	2	66.7	69.8	-	66.7
Total borrowings:		**4,431.7**	**4,646.3**	**-**	**4,431.7**
Of which: Non-current		4,177.9	4,380.1		4,177.9
Of which: Current		253.8	266.2	-	253.8
Other long term liabilities		51.5	51.5	-	51.5
Trade and other payables		524.0	524.0	-	524.0

* *As at December 31, 2015 no amount has been draw down under this facility. As a consequence, the remaining balance of loan origination cost of the Syndicated loan has been disclosed under prepaid expenses for an amount of EUR 5.3 million.*

As at December 31, 2014

In millions of euros	Fair value hierarchy	Carried at amortised cost	Carried at fair value	Total	
		Carrying amount	Fair value	Carrying amount	Balance Sheet
As at December 31, 2014					
Financial assets					
Non-current financial assets:					
Trade and other receivables		60.3	60.3	-	60.3
Loans and receivables		37.4	37.4	-	37.4
Total non-current financial assets		97.7	97.7	-	97.7
Current financial assets:					
Trade and other receivables		691.5	691.5	-	691.5
Cash and cash equivalents		524.5	524.5	-	524.5
Total current financial assets		1,216.0	1,216.0	-	1,216.0
Financial liabilities					
Borrowings:					
At floating rates:					
Syndicated loan 2020*	2	-	-	-	-
COFACE	2	406.4	406.4		406.4
At fixed rates:					
Eurobond 2018 (EUR 500 million)	2	494.1	518.8	-	494.1
U.S. Bond 2019 (USD 500 million)	2	408.4	406.5	-	408.4
Eurobond 2020 (EUR 650 million)	2	646.2	770.2	-	646.2
Eurobond 2021 (EUR 650 million)	2	645.6	792.7	-	645.6
U.S. Bond 2023 (USD 750 million)	2	610.1	620.2	-	610.1
U.S. Bond 2043 (USD 250 million)	2	203.4	225.1	-	203.4
U.S. Bond 2044 (USD 500 million)	2	397.8	447.7	-	397.8
U.S. Private Placement Series B (USD 513 million)	2	84.5	87.4	-	84.5
U.S. Private Placement Series C (USD 87 million)	2	71.7	74.2	-	71.7
U.S. Ex-Im	2	79.0	79.9	-	79.0
German Bond 2032 (EUR 50 million), non-listed	2	49.8	60.7	-	49.8
Euro Private Placement 2016 (EUR 150 million) issued under EMTN	2	149.7	160.4	-	149.7
Euro Private Placement 2027 (EUR 140 million) issued under EMTN	2	139.4	168.8	-	139.4
European Investment Bank (EUR 200 million)	2	100.0	102.8	-	100.0
				-	
Total borrowings:		**4,486.1**	**4,921.8**	**-**	**4,486.1**
Of which: Non-current		4,227.6	4,638.2	-	4,227.6
Of which: Current		258.5	283.6	-	258.5
Other long term liabilities		23.6	23.6	-	23.6
Trade and other payables		331.5	331.5	-	331.5

* *As at December 31, 2014 no amount has been draw down under this facility. As a consequence, the remaining balance of loan origination cost of the Syndicated loan has been disclosed under prepaid expenses for an amount of EUR 5.3 million.*

Note 19 - Financial risk management objectives and policies

The Group's financial instruments, other than derivatives, comprise a syndicated loan, Eurobonds, U.S. dollar Bonds (144A), EUR Private Placement, German Bonds, European Investment Bank loan, euro-denominated commercial papers, drawings under Coface and Export-Import Bank of the United States ("U.S. Ex-Im") for specified satellites under construction, cash and short-term deposits. The main purpose of these financial instruments is to raise cash to finance the Group's day-to-day operations as well as for other general business purposes. The Group has various other financial assets and liabilities such as trade receivables and trade payables, which arise directly from its operations.

The Group also enters into derivative transactions, principally forward currency contracts, in order to manage exchange rate exposure on the Group's assets, liabilities and finance operations.

The main risks arising from the Group's financial instruments are liquidity risks, foreign currency risks, interest rate risks and credit risks. The general policies are periodically reviewed and approved by the board.

The Group's accounting policies in relation to derivatives and other financial instruments are set out in Note 2.

Liquidity risk

The Group's objective is to efficiently use cash generated so as to maintain short-term debt and bank loans at a low level. In case of liquidity needs, the Group can call on uncommitted loans and a committed syndicated loan. In addition, if deemed appropriate based on prevailing market conditions, the Group can access additional funds through the European Medium-Term Note or commercial paper programmes. The Group's debt maturity profile is tailored to allow the Company and its subsidiaries to cover repayment obligations as they fall due.

The Group operates a centralised treasury function which manages, among others, the liquidity of the Group in order to optimise the funding costs. This is supported by a daily cash pooling mechanism.

Liquidity is monitored on a daily basis through a review of cash balances, the drawn and issued amounts and the availability of additional funding under committed credit lines, the two commercial paper programmes and the EMTN Programme (EUR 4,610.0 million as at December 31, 2015, EUR 4,610.0 million as at December 31, 2014, more details in Note 24).

The table below summarises the projected contractual undiscounted cash flows (nominal amount plus interest charges) based on the maturity profile of the Group's interest-bearing loans and borrowings as at December 31, 2015 and 2014

In millions of euros	Within 1 year	Between 1 and 5 years	After 5 years	Total
As at December 31, 2015:				
Loans and borrowings	254.0	1,917.1	2,305.2	4,476.3
Future interest commitments	168.3	585.7	1,003.8	1,757.8
Trade and other payables	526.1	-	-	526.1
Other long term liabilities	-	51.5	-	51.5
Total maturity profile	**948.4**	**2,554.3**	**3,309.0**	**6,811.7**
As at December 31, 2014:				
Loans and borrowings	258.5	1,404.4	2,874.5	4,537.4
Future interest commitments	173.2	594.0	1,036.4	1,803.6
Trade and other payables	335.3	-	-	335.3

Other long term liabilities	-	23.6	-	23.6
Total maturity profile	**767.0**	**2,022.0**	**3,910.9**	**6,699.9**

Foreign currency risk

SES operates in markets outside of the Eurozone, with procurement and sales facilities in various locations throughout the world. Consequently, SES uses certain financial instruments to manage its foreign currency exposure. Derivative financial instruments are used mainly to reduce the Group's exposure to market risks resulting from fluctuations in foreign exchange rates by creating offsetting exposures. SES is not a party to leveraged derivatives and, by policy, does not use derivative financial instruments for speculative purposes.

The Group has significant foreign operations whose functional currency is not denominated in Euro. The primary currency exposure in terms of foreign operations is the U.S. dollar and the Group has designated certain U.S. dollar-denominated debt as net investment hedges of these operations. The Group also has a corresponding exposure in the consolidated income statement. 45.2% (2014: 42.6%) of the Group’s sales and 50.5% (2014: 40.5%) of the Group’s operating expenses are denominated in U.S. dollars. The Group does not enter into any hedging derivatives to cover these currency exposures.

The Group uses predominantly forward currency contracts to eliminate or reduce the currency exposure arising from individual capital expenditure projects, such as satellite procurements, tailoring the maturities to each milestone payment. Depending on the functional currency of the entity with the capital expenditure commitment, the foreign currency risk might be in euro or U.S. dollar. The forward contracts are in the same currency as the hedged item and can cover up to 100% of the total value of the contract. It is the Group’s policy not to enter into forward contracts until a firm commitment is in place, and to match the terms of the hedge derivatives to those of the hedged item to maximize effectiveness.

1) Cash flow hedges in relation to contracted commitments for capital expenditure
   At December 31, 2015 (2014: nil) the Group held forward exchange contracts designated as hedges, relating to the capital expenditure for the procurement of the SES-14 satellite.

2) Hedge of net investment in foreign operations
   At December 31, 2015 and 2014, certain borrowings denominated in U.S. dollars were designated as hedges of the net investments in SES Americom, Inc., SES Holdings (Netherlands) BV and SES Satellite Leasing Limited to hedge the Group’s exposure to foreign exchange risk on these investments. As at December 31, 2015, all designated net investment hedges were assessed to be highly effective and a total loss of EUR 150.9 million net of tax of EUR 64.6 million (2014: loss of EUR 158.6 million net of tax of EUR 67.3 million) is included in equity accounts.

The following table demonstrates the hedged portion of USD statement of financial position exposure:

	December 31, 2015 in USD	December 31, 2014 in USD
USD statement of financial position exposure:		
SES Americom	2,769.4	2,803.5
SES Holdings (NL) BV	1,720.3	1,608.7
SES Satellite Leasing	1,327.5	1,210.5
Total	5,817.2	5,622.7
Hedged with:		
Private Placement	-	189.6
US Bonds	2,000.0	2,000.0
Other external borrowings	80.6	98.5
Total	2,080.6	2,288.1
Hedged proportion	36%	41%

The following table demonstrates the sensitivity to a +/- 20% change in the U.S. dollar exchange rate on the nominal amount of the Group's U.S. dollar net investment, with all other variables held constant. All value changes are eligible to be recorded in other comprehensive account with no impact on profit and loss.

December 31, 2015	Amount in USD million	Amount in EUR million at closing rate of 1.0887	Amount in EUR million at rate of 1.3100	Amount in EUR million at rate of 0.8700
USD statement of financial position exposure:				
SES Americom, Inc.	2,769.4	2,543.8	2,114.0	3,183.2
SES Holdings (Netherlands) BV	1,720.3	1,580.1	1,313.2	1,977.4
SES Satellite Leasing Limited	1,327.5	1,219.3	1,013.4	1,525.9
Total	**5,817.2**	**5,343.2**	**4,440.6**	**6,686.5**
Hedged with:				
US Bonds	2,000.0	1,837.1	1,526.7	2,298.9
Other external borrowings	80.6	74.0	61.5	92.6
Total	**2,080.6**	**1,911.1**	**1,588.2**	**2,391.5**
Hedged proportion	36%			
Absolute difference without hedging			(902.6)	1,343.3
Absolute difference with hedging			(579.7)	862.9

December 31, 2014	Amount in USD million	Amount in EUR million at closing rate of 1.2141	Amount in EUR million at rate of 1.4600	Amount in EUR million at rate of 0.9700
USD statement of financial position exposure:				
SES Americom, Inc.	2,803.5	2,309.1	1,920.2	2,890.2
SES Holdings (Netherlands) BV	1,608.7	1,325.0	1,101.8	1,658.5
SES Satellite Leasing Limited	1,210.5	997.0	829.1	1,247.9
Total	**5,622.7**	**4,631.1**	**3,851.1**	**5,796.6**
Hedged with:				
Private Placement	189.6	156.2	129.9	195.5
US Bonds	2,000.0	1,647.3	1,369.9	2,061.9
Other external borrowings	98.5	81.1	67.5	101.5
Total	**2,288.1**	**1,884.6**	**1,567.3**	**2,358.9**
Hedged proportion	41%			
Absolute difference without hedging			(780.0)	1,165.5
Absolute difference with hedging			(462.7)	691.2

Interest rate risk

The Group's exposure to market interest rate risk relates primarily to the Group's debt portion at floating rates. In order to mitigate this risk, the Group is generally seeking to contract as much as possible of its debt outstanding at fixed interest rates, and is carefully monitoring the evolution of market conditions, adjusting the mix between fixed and floating rate debt if necessary. The Group had neither on December 31, 2015 nor on December 31, 2014 interest rate hedges outstanding.

The table below summarises the split of the nominal amount of the Group's debt between fixed and floating rate.

In millions of euros	At fixed rates	At floating rates	Total
Borrowings at December 31, 2015	**4,117.7**	**358.6**	**4,476.3**
Borrowings at December 31, 2014	4,124.6	412.8	4,537.4

During the year 2015 the Group repaid another tranche of EUR 33.3 million to the European Investment Bank, two amortisation tranches of the U.S. Ex-Im facility for a total of USD 17.9 million and the last two tranches of the U.S. Private Placement in the total amount of USD 189.6 million, which all represented fixed rate obligations.

Furthermore, during the year 2015 the Group repaid floating rate obligations of total EUR 54.2 million related to various

Coface instalments.

The following table demonstrates the sensitivity of the Group's pre-tax income to reasonably possible changes in interest rates affecting the interest charged on the floating rate borrowings. All other variables are held constant.

The Group believes that a reasonably possible development in the Euro-zone interest rates would be an increase of 30 basis points or a decrease of 30 basis points (2014: increase of 25 basis points or a decrease of 50 basis points).

Euro interest rates *In millions of euros*	Floating rate borrowings	Increase in rates Pre-tax impact	Decrease in rates Pre-tax impact
Borrowings at December 31, 2015	**358.6**	**(1.1)**	**1.1**
Borrowings at December 31, 2014	412.8	(1.0)	2.1

Credit risk

It is the Group's policy that all customers who wish to trade on credit terms are subject to credit verification procedures. Those procedures include the assessment of the creditworthiness of the customer by using sources of quality information such as Dun & Bradstreet reports, audited annual reports, press articles or rating agencies. Should the customer be a governmental entity, the official debt rating of the respective country will be the key driver in determining the appropriate credit risk category. Following this credit analysis, the customer is classified into a credit risk category which can be as follows: "prime" (typically publicly rated and traded customers), "market" (usually higher growth companies with higher leverage) or "sub-prime" (customers for which viability is dependent on continued growth with higher leverage). The credit profile is updated at least once a year for all customers with an ongoing contractual relationship with annual revenues over MEUR/MUSD 1 or the equivalent in any other currency.

Receivables which are more than 90 days overdue are provided for at 100% of the receivable amount. Receivable amounts more than 90 days overdue with a credit worthy government or branch thereof are generally not provided for unless conditions warrant. In addition, receivable balances are monitored on an ongoing basis with the result that the Group's exposure to bad debts is historically insignificant. The carrying value of unprovided gross debtors at December 31, 2015 is EUR 431.5 million (2014: EUR 410.6 million). The Group's largest customers are substantial media companies and government agencies and the credit risk associated with these contracts is assessed as low.

Aging of trade debtors *(in millions of euros)*	Neither past due nor impaired	Less than 1 month	Between 1 and 3 months	More than 3 months	Total
2015					
Gross trade debtors	292.5	24.3	39.1	75.6	**431.5**
Provision	(36.6)	-	(0.2)	(15.9)	**(52.7)**
Net trade debtors	255.9	24.3	38.9	59.7	**378.8**
2014					
Gross trade debtors	270.6	48.3	27.5	67.8	414.2
Provision	-	(15.7)	-	(21.5)	(37.2)
Net trade debtors	270.6	32.6	27.5	46.3	377.0

Financial credit risk

With respect to the credit risk relating to financial assets (cash and cash equivalents, held for trading financial assets, loans receivable and derivative instruments), this exposure relates to the potential default of the counterparty, with the maximum exposure being equal to the carrying amount of these instruments. The counterparty risk from a cash management perspective is reduced by the implementation of several cash pools, accounts and related paying platforms with different counterparties.

To mitigate the counterparty risk, the Group only deals with recognised financial institutions with an appropriate credit rating - generally "A" and above - and in adherence of a maximum trade limit for each counterparty which has been approved for each type of transactions. All counterparties are financial institutions which are regulated and controlled by the federal financial supervisory authorities of the associated countries. The counterparty risk portfolio is analysed on a quarterly basis. Moreover to reduce this counterparty risk the portfolio is diversified as regards the main counterparties ensuring a well-balanced relation for all categories of products (derivatives as well as deposits).

As it relates to the credit risk related to the loans to O3b Networks, management is closely monitoring the commercial development of O3b Networks and considers that as at December 31, 2015 the risk of non-recoverability is limited considering the favourable outlook of the business of the entity.

Capital management

The Group's policy is to attain, and retain, a stable BBB rating with Standard & Poor's and Fitch, and a Baa2 rating with Moody's. This investment grade rating serves to maintain investors, creditors, rating agency and market confidence. Within this framework, the Group manages its capital structure and liquidity in order to reflect changes in economic conditions to keep its cost of debt low, maintain the confidence of debt investors at a high level and to create added value for the shareholder. The Group is committed to maintain a progressive dividend policy which will be validated annually based on cash flow developments and other factors such as yield and payout ratio.

Note 20 - Cash and cash equivalents

In millions of euros	**2015**	2014
Cash at bank and in hand	**249.7**	173.7
Short-term deposits	**390.0**	350.8
Total cash and cash equivalents	**639.7**	524.5

Cash at banks earns interest at floating rates based on daily bank deposit rates. Short-term deposits are made for varying periods between one day and three months depending on the immediate cash requirements of the Group, and earn interest at the respective short-term deposit rates. Short-term deposits and cash at bank and in hand are held at various financial institutions meeting the credit rating criteria set out in Note 19 above.

As at December 31, 2015, an amount of EUR 16.4 million (2014: EUR 14.9 million) is invested in Money Market Funds which qualify as cash and cash equivalents.

Note 21 - Issued capital and reserves

SES has a subscribed capital of EUR 644.3 million (2014: EUR 633 million), represented by 343,600,000 class A shares and 171,800,000 class B shares with no par value. The movement between the opening and closing number of shares issued per class of share can be summarised as follows:

	Class A shares	Class B shares	Total shares
As at January 1, 2015	**337,600,000**	**168,800,000**	**506,400,000**
Shares issued during the year	6,000,000	3,000,000	9,000,000
As at December 31, 2015	**343,600,000**	**171,800,000**	**515,400,000**

Fiduciary Deposit Receipts ("FDRs") with respect to Class A shares are listed on the Luxembourg Stock Exchange and on Euronext Paris. They can be traded freely and are convertible into Class A shares at any time and at no cost at the option of the holder under the conditions applicable in the Company's articles of association and in accordance with the terms of the FDRs.

All Class B shares are currently held by the State of Luxembourg, or by Luxembourg public institutions. Dividends paid for one share of Class B equal 40% of the dividend for one share of Class A.

A shareholder, or a potential shareholder, who seeks to acquire, directly or indirectly, more than 20%, 33% or 50% of the shares of the Company must inform the Chairman of the Board of Directors of the Company of such intention. The Chairman of the Board of Directors of the Company shall forthwith inform the government of the Grand Duchy of Luxembourg of the envisaged acquisition which may be opposed by the government within three months from such information should the government determine that such acquisition would be against the general public interest. In case of no opposition from the government, the board shall convene an extraordinary meeting of shareholders which may decide at a majority provided for in article 67-1 of the law of August 10, 1915, as amended, regarding commercial companies, to authorise the shareholder, or potential shareholder, to acquire more than 20%, 33% or 50% of the shares. If it is an existing shareholder of the Company, it may attend the general meeting and will be included in the count for the quorum but may not take part in the vote.

SES has historically, in agreement with the shareholders, purchased FDRs in respect of 'A' shares in connection with executives' and employees' share based payments plans as well as for cancellation. At the year-end, the Company held FDRs relating to the above schemes as set out below. These FDRs are disclosed as treasury shares in the balance sheet and are carried at acquisition cost as a deduction of equity.

The new class A shares were issued to a financial institution and were entirely paid up in cash for an amount of EUR 193.4 million allocated as EUR 7.5 million to share capital and EUR 185.9 million to share premium. An amount of EUR 21.3 million of the proceeds is held with the financial institution concerned as at December 31, 2015. The shares were immediately converted into FDRs on the day of the transaction.

The new class B shares were partly paid up in cash for an amount of EUR 25.3 million allocated as EUR 2.5 million to share capital and EUR 22.8 million to share premium. The remainder was paid up by a contribution in kind consisting of 416,782 FDRs. The value of the contribution in kind amounted to EUR 13.4 million allocated as EUR 1.3 million to share capital and EUR 12.1 million to share premium.

Within the framework of SES's share buy-back programme, on May 29, 2015, SES entered into a forward purchase agreement with a financial institution for the purchase of the above 6,000,000 FDRs. The forward purchase agreement is entered into by SES to allow delivery of FDRs upon the exercise of the outstanding stock purchase options issued by SES.

The forward purchase agreement sets forth the terms and conditions of the purchase of the FDRs, including, in particular, the purchase price of the FDRs to be paid by SES to the financial institution, and the maturities of the future purchases. As per the forward purchase agreement, SES purchased 2,500,000 FDRs on June 10, 2015. The maturities for the purchase of 1,500,000 FDRs and 2,000,000 FDRs are January 14, 2016 and April 7, 2016 respectively. As at December 31, 2015, a liability of EUR 112.8 million was recorded corresponding to the purchase of the 3,500,000 FDRs.

	2015	2014
FDRs held as at December 31	3,144,730	1,187,145
Carrying value of FDRs held (in millions of euros)	95.1	32.8

In accordance with Luxembourg legal requirements, a minimum of 5% of the yearly net profit of the Company (statutory) is transferred to a legal reserve which is non-distributable. This requirement is satisfied when the reserve reaches 10% of the issued share capital. As at December 31, 2015 a legal reserve of EUR 63.3 million (2014: EUR 63.3 million) is included within other reserves.

Other reserves include a non-distributable amount of EUR 80.4 million (2014: EUR 32.8 million) linked to treasury shares, and an amount of EUR 295.8 million (2014: EUR 312.2 million) representing the net worth tax reserve for 2010-2015. This reserve is a distributable reserve under Luxembourg law, although a distribution would result in the payment of net worth tax at a rate of up to 20% of the distributed reserve.

Note 22 - Non-controlling interest

Set out below is the summarised financial information for each subsidiary that has non-controlling interests (NCI) that are material to the Group. The amounts disclosed for each subsidiary are before inter-company eliminations.

In millions of euros	LuxGovSat S.A. (50% NCI)		Ciel Satellite Limited Partnership, Canada (30% NCI)		Al Maisan Satellite Communications (YahSat) LLC, UAE (65% NCI)	
Summarised balance sheet	**2015**	2014	**2015**	2014	**2015**	2014
Current assets	**8.7**	-	**4.8**	5.4	**23.4**	16.5
Current liabilities	**(2.8)**	-	**(18.2)**	(16.8)	**(6.2)**	(5.8)
Current net assets	**5.9**	-	**(13.4)**	(11.4)	**17.2**	10.7
Non-current assets	**67.1**	-	**147.9**	147.3	**76.0**	74.6
Non-current liabilities	**-**	-	**(34.5)**	(43.1)	**-**	-
Non-current net assets	**67.1**	-	**113.4**	104.2	**76.0**	74.6
Net assets	**73.0**	-	**100.0**	92.8	**93.2**	85.3
Accumulated NCI	**36.5**	-	**30.0**	27.8	**60.6**	55.4

In millions of euros	LuxGovSat S.A. (50% NCI)		Ciel Satellite Limited Partnership, Canada (30% NCI)		Al Maisan Satellite Communications (YahSat) LLC, UAE (65% NCI)	
Summarised statement of comprehensive income	**2015**	2014	**2015**	2014	**2015**	2014
Revenue	**-**	-	**42.9**	36.6	**20.3**	14.8
Operating expenses	**(1.2)**	-	**(3.5)**	(3.6)	**(17.8)**	(13.1)
Profit/(loss) for the period	**(1.8)**	-	**19.6**	16.1	**(4.6)**	4.2
Other comprehensive income	**0.2**	-	**-**	-	**-**	-
Total comprehensive income	**(1.6)**	-	**19.6**	16.1	**(4.6)**	4.2
Profit/(loss) allocated to NCI	**(0.9)**	-	**5.9**	4.8	**(3.0)**	(2.7)
Dividend paid to NCI	**-**	-	**6.0**	5.6	-	-

In millions of euros	LuxGovSat S.A. (50% NCI)		Ciel Satellite Limited Partnership, Canada (30% NCI)		Al Maisan Satellite Communications (YahSat) LLC, UAE (65% NCI)	
Summarised cash flows	**2015**	2014	**2015**	2014	**2015**	2014
Cash flows from/(absorbed by) operating activities	**(2.5)**	-	**24.4**	19.2	**(0.6)**	(2.3)
Cash flows from/(absorbed by) investing activities	**(29.2)**	-	**(1.4)**	(0.3)	**1.0**	-
Cash flows from/(absorbed by) financing activities	**39.1**	-	**(20.3)**	(19.1)	**1.7**	-
Net foreign exchange movements	**(0.2)**	-	**(2.8)**	-	**-**	-
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	**7.2**	-	**(0.1)**	(0.2)	**2.1**	(2.3)

There were no transactions with non-controlling shareholders during 2015 and 2014.

Note 23 - Share-based compensation plans

The Group has three share-based compensation plans which are detailed below. In the case of plans 1 and 2 the relevant strike price is defined as the average of the market price of the underlying shares over a period of 15 trading days before the date of the grant.

1) The Stock Appreciation Rights Plan ('STAR Plan')

   The STAR Plan is an equity-settled plan available to non-executive staff of Group subsidiaries, where share options are granted. In January 2011, the STAR Plan was amended and, for all options granted 2011 onwards, a third of the share options vest and can be exercised each year. After being fully vested, the share options have a four-year exercise period.

	2015	2014
Outstanding options at the end of the year	1,868,670	1,938,948
Weighted average exercise price in euro	25.62	22.34

Out of 1,868,670 outstanding options as at December 31, 2015 (2014: 1,938,948), 873,070 options are exercisable
(2014: 773,914). Options exercised in 2015 resulted in 487,389 treasury shares (2014: 969,019) being delivered at a weighted average price of EUR 20.02 each (2014: EUR 17.54).

On average, the related weighted average share price at the time of exercise was EUR 31.72 (2014: EUR 26.90) per share.

Movements in the number of share options outstanding and their related weighted average exercise prices are as follows:

	2015 Average exercise price per share option	**Number of options**	2014 Average exercise price per share option	Number of options
As at January 1,	**22.34**	**1,938,948**	19.29	2,393,356
Granted	**33.23**	**484,724**	26.91	588,425
Forfeited	**26.12**	**(67,613)**	24.07	(61,510)
Exercised	**20.02**	**(487,389)**	17.54	(969,019)
Expired		**-**	17.98	(10,104)
Cancelled		**-**	16.66	(2,200)
At December 31,	**25.62**	**1,868,670**	22.34	1,938,948

Share options outstanding at the end of the year have the following expiry date and exercise prices:

Grant	Expiry date	Exercise price per share options	Share options	
			2015	2014
2015	2022	33.23	**472,442**	-
2014	2021	26.91	**494,301**	562,808
2013	2020	23.87	**435,190**	547,076
2012	2019	18.38	**307,962**	461,701
2011	2018	17.84	**158,775**	226,809
2010	2015	18.23	**-**	140,554
			1,868,670	1,938,948

2) Equity Incentive Compensation Plan ('EICP')

The EICP is available to Group executives. Under the plan, options are granted with an effective date of January 1. One-quarter of the entitlement vests on each anniversary date of the original grant. Once vested, the options can be exercised until the tenth anniversary of the original grant.

	2015	2014
Outstanding options at the end of the year	**3,929,736**	3,613,129
Weighted average exercise price in euro	**25.67**	21.46

Out of 3,929,736 outstanding options as at December 31, 2015 (2014: 3,613,129), 1,300,087 options are exercisable

(2014: 1,258,527). Options exercised in 2015 resulted in 916,604 Treasury shares (2014: 1,847,657) being delivered at a weighted average price of EUR 19.52 each (2014:16.54).

On average, the related weighted average share price at the time of exercise was EUR 32.02 (2014: EUR 26.90) per share.

Movements in the number of share options outstanding and their related weighted average exercise prices are as follows:

	2015 Average exercise price per share option	**Number of options**	2014 Average exercise price per share option	Number of options
At January 1,	**21.46**	**3,613,129**	17.92	4,359,026
Granted	**33.23**	**1,269,868**	26.91	1,199,375
Forfeited	**27.78**	**(36,657)**	22.34	(86,140)
Exercised	**19.52**	**(916,604)**	16.54	(1,847,657)
Expired	**-**	**-**	18.62	(10,198)
Cancelled	**-**	**-**	18.38	(1,277)
At December 31,	**25.67**	**3,929,736**	21.46	3,613,129

Share options outstanding at the end of the year have the following expiry date and exercise prices:

Grant	Expiry date	Exercise price per share options	Share options	
			2015	2014
2015	2025	33.23	**1,255,700**	-
2014	2024	26.91	**1,019,536**	1,175,242
2013	2023	23.87	**486,360**	625,208
2012	2022	18.38	**466,250**	659,936
2011	2021	17.84	**276,065**	488,996
2010	2020	18.23	**145,851**	211,845
2009	2019	13.68	**129,082**	146,541
2008	2018	14.62	**71,547**	158,736
2007	2017	15.17	**45,672**	74,294
2006	2016	12.93	**33,673**	48,302
2005	2015	10.64		24,029
			3,929,736	3,613,129

3) Long-term Incentive programme ('LTI')

The LTI Plan is also a programme for executives, and senior executives, of the Group. Under the plan, restricted shares are allocated to executives at the beginning of May each year and these vest on the 1 June following the third anniversary of the grant. Senior executives also have the possibility to be allocated performance shares whose granting is dependent on the achievement of defined performance criteria which are a) individual objectives and b) the economic value added ("EVA") target established by the Board from time to time. Where these criteria are met, the shares also vest on the 1 June following the third anniversary of the original grant.

	2015	2014
Restricted and performance shares outstanding at the end of the year	738,040	843,570
Weighted average fair value in euro	23.14	19.49

During 2015, 55,410 restricted shares and 166,230 performance shares have been granted. On the same period, 4,064 restricted shares and 7,902 performance shares have forfeited, 145,902 performance shares and 169,302 restricted shares have been exercised.

The fair value of equity-settled shares (restricted and performance shares) granted is estimated as at the date of grant using a binomial model for STARs and EICP and a Black & Scholes model for LTI, taking into account the terms and conditions upon which the options (restricted and performance shares) were granted. The following table lists the average value of inputs to the model used for the years ended December 31, 2015, and December 31, 2014.

2015	**EICP**	**STARs**	**LTI**
Dividend yield (%)	**5.50%**	**5.50%**	**4.84%**
Expected volatility (%)	**23.90%**	**23.90%**	**19.29%**
Risk-free interest rate (%)	**0.13%**	**0.13%**	**-0.07%**
Expected life of options (years)	**9.67**	**7**	**3**
Share price at inception (EUR)	**31.00**	**31.00**	**31.00**
Fair value per option/share (EUR)	**2.64-2.79**	**2.63-2.73**	**26.7**
Total expected cost for each plan (in millions of euros)	**3.1**	**1.2**	**5.1**

2014	**EICP**	**STARs**	**LTI**
Dividend yield (%)	5.73%	5.73%	5.06%
Expected volatility (%)	28.82%	28.82%	20.11%
Risk-free interest rate (%)	0.70%	0.70%	0.36%
Expected life of options (years)	9.67	7	3
Share price at inception (EUR)	27.06	27.06	27.06
Fair value per option/share (EUR)	3.52-3.87	3.55-3.81	23.55
Total expected cost for each plan (in millions of euros)	4.1	2.0	6.3

The expected life of options is based on historical data and is not necessarily indicative of exercise patterns that may occur. The expected volatility reflects the assumption that the historical volatility is indicative of future trends, which may or may not necessarily be the actual outcome. The total charge for the period for share-based compensation payments amounted to EUR 10.6 million (2014: EUR 11.3 million).

Note 24 - Interest-bearing borrowings

As at December 31, 2015 and 2014, the Group's interest-bearing borrowings were:

			Carried at amortised cost	
In millions of euros	Effective interest rate	Maturity	**Amounts outstanding 2015**	Amounts outstanding 2014
Non-current				
Euro Private Placement 2016 (EUR 150 million issued under EMTN)	5.05%	August 2016	**-**	149.7
European Investment Bank (EUR 200 million)	3.618%	May 2017	**33.4**	66.7
Eurobond 2018 (EUR 500 million)	1.875%	October 2018	**494.8**	494.1
U.S. Bond (USD 500 million)	2.50%	March 2019	**456.8**	408.4
Eurobond 2020 (EUR 650 million)	4.625%	March 2020	**647.0**	646.2
U.S. Ex-Im	3.11%	June 2020	**55.8**	64.2
Eurobond 2021 (EUR 650 million)	4.75%	March 2021	**646.3**	645.6
COFACE	EURIBOR + 1.70%	October 2022	**299.2**	352.2
U.S. Bond (USD 750 million)	3.60%	April 2023	**682.0**	610.1
Euro Private Placement 2027 (EUR 140 million issued under EMTN)	4.00%	May 2027	**139.4**	139.4
German bond (EUR 50 million), non-listed	4.00%	November 2032	**49.8**	49.8
U.S. Bond (USD 250 million)	5.30%	April 2043	**227.4**	203.4
U.S. Bond (USD 500 million)	5.30%	March 2044	**446.0**	397.8
Total non-current			**4,177.9**	4,227.6

Current				
Series B (USD 513 million)	5.83%	September 2015	**-**	84.5
Series C (USD 87 million)	5.93%	September 2015	**-**	71.7
European Investment Bank (EUR 200 million)	3.618%	May 2016	**33.3**	33.3
Euro Private Placement 2016 (EUR 150 million issued under EMTN)	5.05%	August 2016	**149.9**	-
COFACE	EURIBOR + 1.70%	Various in 2016	**54.2**	54.2
U.S. Ex-Im	3.11%	Various in 2016	**16.4**	14.8
Total current			**253.8**	258.5

- **U.S. Private Placement**

  On September 30, 2003, the Group issued in the U.S. Private Placement market four series of unsecured notes amounting to USD 1,000.0 million and GBP 28.0 million. These notes comprised:

  1) Series A USD 400.0 million of 5.29% Senior Notes due September 2013, repayable in September 2007. The Private Placement Series A was repaid on September 30, 2013.
  2) Series B USD 513.0 million of 5.83% Senior Notes due September 2015, repayable in September 2011. The Private Placement Series B was repaid on September 30, 2015.
  3) Series C USD 87.0 million of 5.93% Senior Notes due September 2015. The Private Placement Series C was repaid on September 30, 2015.
  4) Series D GBP 28.0 million of 5.63% Senior Notes due September 2013, repayable in September 2007. The Private Placement Series D was repaid on September 30, 2013.

  No further amounts are outstanding as at December 31, 2015.

- **European Medium-Term Note Programme ("EMTN')**

  On December 6, 2005, SES put in place a EUR 2,000.0 million EMTN enabling SES, or SES Global Americas Holdings GP, to issue as and when required notes up to a maximum aggregate amount of EUR 2,000.0 million. In May 2007, this programme was increased to an aggregate amount of EUR 4,000.0 million. On September 23, 2015 this programme has been extended for one further year. As at December 31, 2015, SES had issued EUR 2,090.0 million (2014: EUR 2,090.0 million) under the EMTN Programme with maturities ranging from 2016 to 2027.

- **EUR 150.0 million Private Placement (2016)**

  On July 13, 2009, SES issued a EUR 150.0 million Private Placement under the Company's European Medium-Term Note Programme with Deutsche Bank. The Private Placement has a 7-year maturity, beginning August 5, 2009, and bears interest at a fixed rate of 5.05%. **EUR 500.0 million Eurobond (2018)**

  On October 16, 2013, SES issued a EUR 500.0 million bond under the Company's European Medium-Term Note Programme. The bond has a 5-year maturity and bears interest at a fixed rate of 1.875%.

- **144A Bond USD 500 million (2019)**

  On March 25, 2014, SES completed a 144A offering in the US market issuing USD 500 million 5-year bond with a coupon of 2.50% and a final maturity date of March 25, 2019.

- **EUR 650.0 million Eurobond (2020)**

  On March 9, 2010 (pricing March 1, 2010), SES issued a EUR 650.0 million bond under the Company's European Medium-Term Note Programme. The bond has a 10-year maturity and bears interest at a fixed rate of 4.625%.

- **EUR 650.0 million Eurobond (2021)**

  On March 11, 2011 (pricing March 2, 2011), SES issued a EUR 650.0 million bond under the Company's European Medium-Term Note Programme. The bond has a 10-year maturity and bears interest at a fixed rate of 4.75%.

- **EUR 140.0 million Private Placement (2027)**

  Between May and July 2012, SES issued three individual tranches of a total EUR 140.0 million Private Placement under the Company's European Medium-Term Note Programme with ING Bank N.V. The Private Placement has a 15-year maturity, beginning May 31, 2012, and bears interest at a fixed rate of 4.00%.

- **EUR 200.0 million European Investment Bank funding**

  On April 21, 2009, SES signed a financing agreement with the European Investment Bank concerning the investment by the Group in certain satellite investment projects. This facility, bearing interest at a fixed rate of 3.618%, is repayable in six annual instalments between May 2012 and May 2017.

- **German bond issue of EUR 50.0 million**

  On October 29, 2012, the Group signed an agreement to issue EUR 50 million in the German bond ("Schuldschein") market. The German bond bears a fixed interest rate of 4.0% and matures on November 12, 2032.

- **144A Bond USD 750.0 million (2023)**

  On April 4, 2013, SES completed a 144A offering in the US market issuing USD 750 million 10-year bond with a coupon of 3.60% and a final maturity date on April 4, 2023.

- **144A Bond USD 250.0 million (2043)**

  On April 4, 2013, SES completed a 144A offering in the US market issuing USD 250 million 30-year bond with a coupon of 5.30% and a final maturity date on April 4, 2043.

- **144A Bond USD 500.0 million (2044)**

  On March 25, 2014, SES completed a 144A offering in the US market issuing USD 500 million 30-year bond with a coupon of 5.30% and a final maturity date of March 25, 2044.

- **Syndicated loan 2021**

  In January 2014, the Group updated its previous syndicated loan facility ("Syndicated loan 2015"). The updated facility is being provided by 20 banks and has been structured as a 5 year multicurrency revolving credit facility with two one-year extension options at the discretion of the lenders. The facility is for EUR 1.2 billion and the interest payable is linked to a ratings grid. At the current SES rating of BBB / Baa2, the interest rate is 45 basis points over EURIBOR/LIBOR. On November 13, 2015 and November 23, 2015 respectively, the facility agreement has been amended and extended by one year to January 13, 2021. As at December 31, 2015 and 2014, no amount drawn from this facility.

- **EUR 522.9 million COFACE facility**

  On December 16, 2009, SES signed a financing agreement with COFACE (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur) in respect of the investment in four geostationary satellites (ASTRA 2E, ASTRA 2F, ASTRA 2G, ASTRA 5B). The facility is divided into five loans. The drawings under the facility are based on invoices from the supplier of the satellites. The first drawing was done on April 23, 2010 and all loan tranches became fully drawn in November 2014 Each Coface tranche is repayable in 17 equal semi-annual installments where Coface A has a final maturity date of August 1, 2022, Coface B and F are maturing on May 21, 2021 and Coface C and D are maturing on October 3, 2022. The entire facility bears interest at a floating rate of six month EURIBOR plus a margin of 1.7%.

- **USD 158.0 million U.S. Ex-Im facility**

  In April 2011, SES signed a financing agreement with Ex-Im Bank (Export-Import Bank of the United States) over USD 158 million for the investment in one geostationary satellite (QuetzSat). At the in-orbit acceptance date of the satellite, the facility was fully drawn with USD 152.2 million which will be repaid in 17 equal semi-annual instalments starting on June 22, 2012. The loan has a final maturity date of June 22, 2020 and bears interest at a fixed rate of 3.11%.

- **French Commercial paper programme**

  On October 25, 2005, SES put in place a EUR 500.0 million "Programme de Titres de Créances Négociables" in the French market where the Company issued "Billets de Trésorerie" (commercial paper) in accordance with articles L.213-1 to L213-4 of the French Monetary and Financial Code and decree n°92.137 of February 13, 1992 and all subsequent regulations. The maximum outstanding amount of 'Billet de Trésorerie' issuable under the programme is EUR 500.0 million or its counter value at the date of issue in any other authorised currency. On June 5, 2015, this programme was extended for one further year. As at December 31, 2015 and 2014, no borrowings were outstanding under this programme.

- **European Commercial paper programme**

  In July 2012, SES signed the documentation for the inception of a joint EUR 1 billion guaranteed European commercial paper programme of SES S.A. and SES Global Americas Holdings GP. The issuance under the programme represents senior unsecured obligations of the issuer and any issuance under the programme is guaranteed by the non-issuing entity. The programme is rated by Moody's Investors Services and is compliant with the standards set out in the STEP Market Convention. As at December 31, 2015 and 2014, no borrowings were outstanding under the European Commercial paper programme.

Note 25 - Provisions

In millions of euros	2015	2014
Non-current	**62.7**	122.1
Current	**10.8**	43.8
Total	**73.5**	165.9

Movements in each class of provision during the financial year are set out below:

In millions of euros	**Group tax provision**	**Other provisions**	**Total**
As at January 1, 2015	**147.6**	**18.3**	**165.9**
Additional provisions recognised	16.0	1.5	17.5
Unused amounts reversed	(113.1)	-	(113.1)
Used during the year	(11.7)	(5.4)	(17.1)
Transfer from “Income tax liabilities”	18.4	-	18.4
Impact of currency translation	2.5	(0.6)	1.9
As at December 31, 2015	**59.7**	**13.8**	**73.5**
Non-current	48.9	13.8	62.7
Current	10.8	-	10.8

Note 26 - Deferred income

In millions of euros	Non-current	Current
As at January 1, 2015	**335.1**	**410.6**
Movement on deferred income	35.2	23.3
Impact of currency translation	13.0	16.8
As at December 31, 2015	**383.3**	**450.7**

In millions of euros	Non-current	Current
As at January 1, 2014	**227.8**	**385.6**
Movement on deferred income	90.2	10.3
Impact of currency translation	17.1	14.7
As at December 31, 2014	**335.1**	**410.6**

Note 27 - Trade and other payables

In millions of euros	**2015**	2014
Trade creditors	**84.9**	89.8
Payments received in advance	**19.0**	18.1
Interest on loans	**77.9**	80.8
Personnel-related liabilities	**38.8**	35.3
Tax liabilities other than for income tax	**29.5**	33.2
Other liabilities	**273.9**	74.3
Total	**524.0**	331.5

“Other liabilities” as at December 31, 2015 includes a liability of EUR 112.8 million corresponding to the purchase of the 3,500,000 FDRs (Note 21) and a liability of EUR 107.0 million in relation to O3b Networks additional investment (Note 15).

Note 28 - Other long-term liabilities

In millions of euros	**2015**	2014
Employee benefits obligations	**24.4**	22.2
Payments received in advance	**51.5**	23.6
Total	**75.9**	45.8

Employee benefits obligations

In U.S. operations, certain employees benefit from a post-retirement health benefits programme which is externally insured. As at December 31, 2015, accrued premiums of EUR 15.2 million (2014: EUR 14.8 million) are included in this position. Contributions made in 2015 to Group pension schemes totalled EUR 1.5 million (2014: EUR 1.6 million), which are recorded in the consolidated income statement under ‘staff costs’.

In addition, certain employees of the U.S. operations benefit from defined contribution pension plans. A liability of EUR 9.2 million has been recognised as at December 31, 2015 (2014: EUR 7.4 million) in this respect.

Payments received in advance

In the framework of receivables securitisation transactions completed in June 2010, June 2012 and June 2013, the Group received a net cash amount of EUR 50.6 million, EUR 59.5 million and EUR 40.2 million respectively, from a financial institution as advance settlement of future receivables arising between 2011 and 2016 under contracts with a specific customer. A corresponding liability of EUR 70.5 million (2014: EUR 41.7 million), representing SES's obligation towards the financial institution to continue to provide services to the customer in accordance with the terms of the customer contract, is recorded in the Statement of Financial Position as at December 31, 2015 under ‘Other long-term liabilities’, for EUR 51.5 million (2014: EUR 23.6 million), and ‘Trade and other payables’ for EUR 19.0 million (2014: EUR 18.1 million).

Note 29 - Commitments and contingencies

Capital commitments

The Group had outstanding commitments in respect of contracted capital expenditure totalling EUR 825.6 million at December 31, 2015 (2014: EUR 190.9 million). These commitments largely reflect the purchase and launch of future satellites for the expansion and replacement of the Group satellite system, together with the necessary expansion of the associated ground station and control facilities. In the case of termination by the Group of these contracts, contractual penalty provisions apply.

Operating lease commitments

Future minimum rentals payable under non-cancellable operating leases are as follows as at December 31:

In millions of euros	**2015**	2014
Within one year	**4.8**	5.9
After one year but not more than five years	**18.7**	4.5
More than five years	**14.4**	2.5
Total	**37.9**	12.9

Total operating lease expense was EUR 8.8 million in 2015 (2014: EUR 8.4 million).

Commitments under transponder service agreements

The Group has entered into transponder service agreements for the purchase of satellite capacity from third parties under contracts with a maximum life of eight years. The commitment arising under these agreements as at December 31 is as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Within one year	**29.5**	32.2
After one year but not more than five years	**2.7**	5.4
After more than five years	**-**	-
Total	**32.2**	37.6

Total expense for transponder service agreements was EUR 37.7 million in 2015 (2014: EUR 39.3 million).

Litigation
There were no significant litigation claims against the Group as at December 31, 2015.

Guarantees

On December 31, 2014 the Group had outstanding bank guarantees for an amount of EUR 152.7 million (2014: EUR 78.1 million) with respect to performance and warranty guarantees for services of satellite operations.

Note 30 - Related parties

The state of Luxembourg holds a direct 11.58% voting interest in the Company and two indirect interests, both of 10.88%, through two state owned banks, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat and Société Nationale de Crédit et d'Investissement. These shares constitute the Company's Class B shares, which are described in more detail in Note 21.

The total payments to directors for attendance at board and committee meetings in 2015 amounted to EUR 1.3 million

(2014: EUR 1.3 million). These payments are computed on a fixed and variable basis, the variable part being based upon attendance at board and committee meetings.

In 2015, SES recognised revenue of EUR 4.3 million (2014: EUR 7.2 million) from O3b Networks Limited in connection with the provision of satellite-related services to that company. O3b Networks Limited has commitments to SES for similar services totalling EUR 9.9 million, of which EUR 3.8 million will be incurred within one year and EUR 6.1 million between 2 and 5 years (refer also to Note 15).

There were no other significant transactions with related parties. Other balances with O3b Networks Limited include loans receivable and payable for the capital increase (Note 16).

The key management of the Group, defined as the Group's Executive Committee, received compensation as follows:

In millions of euros	**2015**	2014
Remuneration including bonuses	**4.7**	5.2
Pension benefits	**0.7**	0.7
Share-based compensation plans	**3.4**	12.6
Other benefits	**0.3**	0.3
Total	**9.1**	18.8

Total share-based payment instruments allocated to key management as at December 31, 2015 were 1,116,764 (2014: 893,150).

Note 31 - Eutelsat settlement

On January 30, 2014 SES and Eutelsat Communications announced the conclusion of a series of agreements including a comprehensive settlement of legal proceedings concerning the right to operate at the 28.5 degrees East orbital position and containing long-term commercial as well as frequency coordination elements.

- The first agreement ends the arbitral procedure between Eutelsat and SES that was initiated in October 2012 under the rules of the International Chamber of Commerce in Paris. The dispute concerned a right of use of 500 MHz spectrum at the 28.5 degrees East orbital position. Eutelsat ceased to operate this spectrum on 3 October 2013 and SES has operated this spectrum since that date. The dispute over this right of use has now been resolved, with SES continuing to operate its satellites at this location, and Eutelsat independently commercialising part of the capacity of the previously disputed frequencies.
- According to the second agreement between both companies, Eutelsat has therefore contracted long-term satellite capacity on the SES satellite fleet at the 28.5 degrees East orbital position. Eutelsat is commercialising over Europe on the SES fleet 125 MHz (eight Band-B transponders) of the formerly disputed 500 MHz. Eutelsat is also commercialising on the SES fleet the 250 MHz (12 Band-A transponders) which was not the subject of the legal proceedings. The 20 transponders are operated on three new satellites which SES is deploying at the 28.2/28.5 degrees East neighbourhood - ASTRA 2F, ASTRA 2E and ASTRA 2G. These satellites have been launched and commenced operational service.
- The third agreement between the two companies addresses technical frequency coordination under the rules of the International Telecommunication Union. It will allow both parties an optimised use of their respective spectrum at a number of orbital positions over Europe, the Middle East and Africa. It confirms and clarifies in technical terms the geographic coverage and transmission power levels for frequencies at these positions.

Within the framework of these agreements, SES is recognising revenues in connection with the sale of the 12 Band-A transponders, with eight of these recognised in 2014 and four recognised in 2015.

Note 32 - Post-Balance Sheet events

Re-purchase of shares

On January 14, 2016, SES purchased from a financial institution 1,500,000 FDRs for a total consideration of EUR 48.9 million in the context of the forward purchase agreement entered into on May 29, 2015 (Note 21).

Acquisition of RR Media Limited

On February 25, 2016, the SES Board of Directors approved the acquisition of a 100% interest in RR Media Limited.
The operations of RR Media Limited are to be merged with those of the Company’s subsidiary SES Platform Services GmbH, creating a world-leading global media solutions provider.

SES will pay a consideration of USD 13.291 per share to acquire its interest in RR Media Limited, which corresponds to an enterprise value of USD 242 million. The acquisition will be funded from the Group’s existing financial resources and is subject to regulatory approvals which are expected to be completed in Q2/Q3 2016.

Note 33 - Consolidated subsidiaries, associates

The consolidated financial statements include the financial statements of the Group's subsidiaries and associates listed below:

	Economic interest (%) 2015	Economic interest (%) 2014	Method of consolidation 2015
SES ASTRA S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES GLOBAL-Americas Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES GLOBAL Americas Holdings General Partnership, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES GLOBAL Africa S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Participations S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Finance S.à r.l., Switzerland	**100.00**	100.00	Full
SES Holdings (Netherlands) B.V., Netherlands	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA Services Europe S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Latin America S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Belgium S.p.r.l, Belgium	**100.00**	100.00	Full
SES Insurance International S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Insurance International Re S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Lux Finance S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES NL Finance S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
Ciel Satellite Holdings Inc., Canada	**100.00**	100.00	Full
Ciel Satellite Limited Partnership, Canada	**70.00**	70.00	Full
Northern Americas Satellite Ventures, Inc., Canada	**100.00**	100.00	Full
SES TechCom S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA TechCom Belgium S.A., Belgium[3]	**-**	100.00	N/A
SES-15 S.à r.l., Luxembourg[2]	**100.00**	100.00	Full
SES Digital Distribution Services AG, Switzerland	**100.00**	100.00	Full
SES Digital Distribution Services S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
Redu Operations Services S.A., Belgium	**48.00**	48.00	Equity
Redu Space Services S.A., Belgium	**52.00**	52.00	Full
HD Plus GmbH, Germany	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA Real Estate (Betzdorf) S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Capital Belgium S.A., Belgium	**-**	100.00	N/A
SES Platform Services GmbH, Germany	**100.00**	100.00	Full
SES Digital Distribution Services GmbH, Germany	**100.00**	100.00	Full
Virtual Planet Group GmbH, Germany	**100.00**	100.00	Full
SmartCast GmbH, Germany	**100.00**	100.00	Full
SmartCast Technologies Ltd, Thailand	**100.00**	100.00	Full
PT Smart Cast Indonesia, Indonesia[1]	**100.00**	-	Full
SmartCast Asia Ltd, China	**100.00**	100.00	Full

	Economic interest (%) 2015	Economic interest (%) 2014	Method of consolidation 2015
ASTRA Deutschland GmbH, Germany	**100.00**	100.00	Full
ASTRA Iberica S.A., Spain	**100.00**	100.00	Full
ASTRA France S.A., France	**100.00**	100.00	Full
ASTRA (GB) Limited, United Kingdom	**100.00**	100.00	Full
ASTRA Benelux B.V., The Netherlands[3]	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA CEE Sp. z o.o, Poland	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA Italia S.r.l., Italy[3]	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA (Romania) S.à r.l., Romania	**100.00**	100.00	Full
SES Satellites Ghana Ltd, Ghana	**100.00**	100.00	Full
SES ENGINEERING (Luxembourg) S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA AB, Sweden	**100.00**	100.00	Full
Sirius Satellite Services SIA, Latvia	**100.00**	100.00	Full
SES SIRIUS Ukraine, Ukraine	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 1KR S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 1L S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 1M S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 3B S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 5B S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 1N S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 2E S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 2F S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES ASTRA 2G S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES 10 S.à r.l., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
LuxGovSat S.A. [1], Luxembourg	**50.00**	-	Full
SES Re International (Bermuda) Ltd, Bermuda[3]	**-**	100.00	N/A
SES Satellite Leasing Ltd, Isle of Man	**100.00**	100.00	Full
Al Maisan Satellite Communications (YahSat) LLC, UAE	**35.00**	35.00	Full
Satellites Ventures (Bermuda), Ltd, Bermuda	**50.00**	50.00	Full
SES ASTRA Africa (Proprietary) Ltd, South Africa	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM PAC, Inc., U.S.A. [3]	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM International Holdings, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM (Brazil) Holdings, LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM do Brasil Servicos de Telecomunicacoes, Ltda, Brazil	**100.00**	100.00	Full
SES Government Solutions, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
Sistemas Satelitales de Mexico S. de R.L. de C.V., Mexico	**100.00**	100.00	Full

	Economic interest (%) 2015	Economic interest (%) 2014	Method of consolidation 2015
Socios Aguila S.de R.L de C.V., Mexico	**49.00**	49.00	Equity
Columbia Communications Corporation, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES Satellites International, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES Satellites (Gibraltar) Ltd, Gibraltar	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM Colorado, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-1 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-2 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-3 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-5 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-6 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-8 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-9 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-10 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-11 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM (Asia 1A) LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMERICOM Asia Pacific LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-12 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES AMERICOM California, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-4 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-7 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-15 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AMC-16 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES-1 Holdings, LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
QuetzSat Directo, S. de R.L. de C.V., Mexico	**100.00**	100.00	Full
SES ENGINEERING (U.S.) Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
AOS Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES-2 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES-3 Holdings LLC, U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
QuetzSat S. de R.L. de C.V., Mexico	**100.00**	100.00	Full
Satellites Globales S. de R.L. de C.V., Mexico	**100.00**	100.00	Full
SES Satelites Directo Ltda, Brazil	**100.00**	100.00	Full
SES DTH do Brasil Ltda, Brazil	**100.00**	100.00	Full
SES GLOBAL South America Holding S.L., Spain	**100.00**	100.00	Full
New Skies Satellites, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full

	Economic Interest (%) 2015	Economic interest (%) 2014	Method of Consolidation 2015
New Skies Satellites Mar B.V., The Netherlands	**100.00**	100.00	Full
New Skies Satellites Ltda, Brazil	**100.00**	100.00	Full
New Skies Networks, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
New Skies Networks (U.K.) Ltd, U.K.	**-**	100.00	N/A
SES ENGINEERING (Netherlands) B.V., The Netherlands	**100.00**	100.00	Full
New Skies Asset Holdings, Inc., U.S.A.	**100.00**	100.00	Full
SES NEW SKIES Marketing B.V., The Netherlands	**100.00**	100.00	Full
New Skies Satellites Argentina B.V., The Netherlands	**100.00**	100.00	Full
New Skies Networks Australia B.V., The Netherlands	**100.00**	100.00	Full
New Skies Satellites Australia Pty Ltd, Australia	**100.00**	100.00	Full
New Skies Satellites Licensee B.V., The Netherlands	**100.00**	100.00	Full
SES Asia S.A., Luxembourg	**100.00**	100.00	Full
SES Finance Services AG, Switzerland	**100.00**	100.00	Full
O3b Networks Ltd, Jersey, Channel Islands[4]	**42.65**	44.75	Equity
SES World Skies Singapore Pte Ltd, Singapore	**100.00**	100.00	Full

1 Entity created in 2015.

2 SES-15 S.à r.l., formely SES Broadband Services S.A.

3 Entity sold, merged, liquidated or in the process of liquidation in 2015.

4 See Note 15.

SES S.A.
Société Anonyme
Château de Betzdorf
L-6815 Betzdorf

R.C.S. Luxembourg B 81267

Annual accounts as at and for the year ended December 31, 2015

Table of contents

Audit report

To the Shareholders of
SES S.A.

We have audited the accompanying annual accounts of SES S.A., which comprise the balance sheet as at 31 December 2015, the profit and loss account for the year then ended and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Board of Directors' responsibility for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the "Réviseur d'entreprises agréé"

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the "Commission de Surveillance du Secteur Financier". Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the judgment of the "Réviseur d'entreprises agréé", including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the "Réviseur d'entreprises agréé" considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518

Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of SES S.A. as of 31 December 2015, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative | Luxembourg, 25 February 2016

Represented by

Gilles Vanderweyen

SES
Société Anonyme

Balance sheet
As at December 31, 2015

Assets	Note	**2015 EUR million**	2014 EUR million
Fixed Assets			
Financial fixed assets			
Shares in affiliated undertakings	3	**6,636.3**	7,027.1
Amounts owed by affiliated undertakings	3	**2,567.5**	1,479.0
		9,203.8	8,506.1
Current Assets			
Debtors			
Amounts owed by affiliated undertakings			
becoming due and payable within one year	5	**3,799,6**	3,120.8
Other receivables			
becoming due and payable within one year		**1.9**	21.7
Transferable securities and other financial instruments			
Own shares or own corporate units	4	**80.4**	32.8
Cash at bank and cash in hand		**517.0**	458.8
		4,398.9	3,634.1
Prepayments	2.2.3	**50.2**	57.3
Total assets		**13,652.9**	12,197.5

The accompanying notes form an integral part of the annual accounts.

SES
Société Anonyme

Balance sheet
As at December 31, 2015

Liabilities	Note	2015 EUR million	2014 EUR million
Capital and reserves			
Subscribed capital	6	**644.3**	633.0
Share premium and similar premiums		**1,056.2**	835.3
Reserves			
Legal reserve	7	**63.3**	63.3
Other reserves	8	**183.7**	292.6
Profit for the financial year		**2,517.1**	482.8
		4,464.6	2,307.0
Non subordinated debts	2.2.9		
Debenture loans - Non convertible loans	9		
becoming due and payable within one year		**225.5**	234.0
becoming due and payable after more than one year		**3,827.1**	3,787.3
Amounts owed to credit institutions	9		
becoming due and payable within one year		**106.1**	105.3
becoming due and payable after more than one year		**395.5**	491.6
Trade creditors			
becoming due and payable within one year		**0.5**	0.3
Amounts owed to affiliated undertakings	9		
becoming due and payable within one year		**4,038.3**	3,880.8
becoming due and payable after more than one year		**474.6**	1,384.9
Tax and social security debts			
Tax debts	10	**1.3**	-
Social security debts		**0.2**	0.4
Other creditors			
becoming due and payable within one year	6	**119.2**	5.9
		9,188.3	9,890.5
Total liabilities		**13,652.9**	12,197.5

The accompanying notes form an integral part of the annual accounts.

SES
Société Anonyme

Profit and loss account
For the year ended December 31, 2015

Charges

	Note	**2015 EUR million**	2014 EUR million
Other external charges		**31.2**	24.5
Staff costs	11		
Salaries and wages		**17.0**	27.4
Social security on salaries and wages		**1.4**	1.9
Other operating charges		**4.7**	2.8
Value adjustments and fair value adjustments on financial fixed assets		**-**	10.5
Value adjustments and loss on disposal of transferable securities	13	**33.7**	-
Interest and other financial charges			
concerning affiliated undertakings		**36.7**	60.4
other interest and similar financial charges	12	**189.0**	254.5
Income tax benefit	10	**(34.8)**	(96.3)
Profit for the financial year		**2,517.1**	482.8
Total Charges		**2,796.0**	768.5

Income

	Note	**2015 EUR million**	2014 EUR million
Other operating income	14	**15.5**	19.1
Income from financial fixed assets derived from affiliated undertakings	15	**2,721.8**	717.8
Other interests and other financial income			
derived from affiliated undertakings		**23.1**	13.2
other interest and similar financial income	16	**35.6**	18.4
Total Income		**2,796.0**	768.5

The accompanying notes form an integral part of the annual accounts.

SES
Société Anonyme

Statement of changes in shareholders' equity
As at December 31, 2015

	Subscribed capital	Share premium	Legal reserve	Other reserves*	Result for the year	Total
	EUR million	EUR million	EUR million	EUR million	EUR million	EUR million
At January 1, 2014	633.0	835.3	63.2	337.4	388.8	2,257.7
Allocation of result	-	-	0.1	388.7	(388.8)	-
Distribution of dividends	-	-	-	(433.5)	-	(433.5)
Profit for the financial year	-	-	-	-	482.8	482.8
At December 31, 2014	633.0	835.3	63.3	292.6	482.8	2,307.0
At January 1, 2015	633.0	835.3	63.3	292.6	482.8	2,307.0
Allocation of result	-	-		482.8	(482.8)	-
Increase in share capital	11.3	220.9		**(112.8)		119.4
Distribution of dividends	-	-	-	(478.0)		(478.0)
Other movements				(0.9)		(0.9)
Profit for the financial year					2,517.1	2,517.1
At December 31, 2015	644.3	1,056.2	63.3	183.7	2,517.1	4,464.6

** Including reserves for own shares of EUR 80.4 million as at December 31, 2015 (2014: EUR 32.8 million).*
*** Repurchase obligation for own shares (see Note 6)*

Note 1 – General Information

SES S.A. (hereafter “SES” or “the Company”) was incorporated on March 16, 2001 as a limited liability company (Société Anonyme) under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg for an unlimited period.

The registered office of the Company is established at the Château de Betzdorf, L-6815 in Luxembourg.

The purpose of the Company is to take generally any interest whatsoever in electronic media and to be active, more particularly, in the communications area via satellites and to invest, directly or indirectly, in other companies that are actively involved in the satellite communication industry.

The accounting period of the Company is from January 1 to December 31.

The Company has a 99.94% interest in a partnership, SES Global Americas Holdings GP, whose accounts are integrated in those of the Company to the level of its share in the partnership.

As from January 1, 2013, the Company has established a branch in Switzerland in order to centralise the cash pooling. The annual accounts of the branch are integrated in those of the Company.

The Company also prepares consolidated financial statements for the SES Group (the ‘Group’), which are drawn up in accordance with International Financial Reporting Standards as endorsed by the European Union (‘IFRS’), and are published according to the provisions of the Luxembourg law.

The Company has been listed on the Luxembourg Stock Exchange since 1998 and on Euronext Paris since 2004. Fiduciary Depositary Receipts each in respect to Class A share of SES S.A. are listed on the Stock Exchange of Luxembourg and on Euronext Paris under the symbol SESG.

Note 2 – Summary of significant accounting policies

2.1. Basis of preparation

.

The annual accounts are prepared in accordance with the Luxembourg legal and regulatory requirements under the historical cost covention relating to the preparation and presentation of the annual accounts.

Accounting policies and valuation rules are determined and applied by the Board of Directors other than those laid down by the Law of December 19, 2002.

The preparation of annual accounts requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires the Board of Directors to exercise its judgment in the process of applying the accounting policies. Changes in assumptions may have a significant impact on the annual accounts in the period in which the assumptions are changed. Management believes that the underlying assumptions are appropriate and that the annual accounts therefore present the financial position and results fairly.

Note 2 – Summary of significant accounting policies (continued)

2.1. Basis of preparation (continued)

Management makes estimates and assumptions that may affect the reported amounts of assets and liabilities in the next financial year(s). Estimates and judgments are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

2.2. Significant accounting policies

The main valuation rules applied by the Company are the following:

2.2.1. Financial fixed assets

Financial assets held by the Company are valued at purchase price. Loans are valued at their nominal value.

In the case of a permanent diminution in the value of a financial fixed asset in the opinion of the Board of Directors, a value adjustment is made such that the investment is valued at the lower figure. In some instances, where the Board of Directors believes that it is more appropriate under the circumstances and better reflects the substance of the activity, interdependency of cash flows between SES's legal entities and their level of integration have been considered to assess the carrying value of the financial assets.

In those instances, investments in certain undertakings have therefore been grouped together for the purposes of testing them for impairment - similarly to Cash Generating Units as defined in IAS 36 "Impairment of Assets" under IFRS. These value adjustments are not continued if the reasons for which the value adjustments were made have ceased to apply.

2.2.2 Transferable securities

Transferable securities are valued at the lower of acquisition cost, including expenses incidental thereto, and calculated on the basis of weighted average prices or market value, expressed in the currency in which the annual accounts are prepared. A value adjustment is recorded where the market value is lower than the acquisition cost. These value adjustments are not continued if the reasons for which the value adjustments were made have ceased to apply.

2.2.3. Prepayments

Loan origination costs are capitalised and included in prepayments. These costs are amortised over the remaining estimated loan periods based on the Company's financing strategy.

2.2.4. Dividends paid and received

Dividends are declared after the annual accounts for the year have been approved. Accordingly, dividends payable are recorded in the subsequent year's annual accounts.

Dividends receivable from affiliated undertakings are recorded as income in the year in which they are approved by the subsidiary.

Note 2 – Summary of significant accounting policies (continued)

2.2.5. Convertible Profit Participating Convertible Certificates

Returns on the Profit Participating Convertible Certificates (PPCC) subscribed by the Company are calculated based on the cumulative profits of the issuer over the life of the certificate.

The Company's entitlement to a return, in the form of Profit Participating Interest (PPI), is thus only certain at the date of maturity at which time the PPI will be established and recorded.

2.2.6. Debtors

Debtors are valued at their nominal value. They are subject to value adjustments where their recovery is uncertain. These value adjustments are not continued if the reasons for which the value adjustments were made have ceased to apply.

2.2.7. Foreign currency translation

The company maintains its books and records in Euro (EUR).

Transactions expressed in currencies other than Euro are translated into Euro at the exchange rates effective at the time of the transaction.

With the exception of fixed assets, all assets and liabilities denominated in foreign currencies are converted at the rate of exchange ruling at the balance sheet date. Realised and unrealised gains and losses are recognised in the profit and loss account.

Fixed assets acquired in currencies other than Euro are translated into Euro at the exchange rate effective at the time of the transaction. At the balance sheet date, these assets remain translated at historical exchange rates.

The foreign exchange result for the year has been presented on a net basis.

2.2.8. Derivative financial instruments

The Company may enter into derivative instruments, principally forward currency contracts, in order to manage exchange rate exposure on the Company's and Group's assets, liabilities and financial operations.

Such financial instruments are used to reduce the Group's exposure to risks in connection with operating liabilities denominated in U.S. dollars, such as milestone payments to satellite manufacturers. Such instruments are denominated in the same currency as the hedged item and can cover up to 100% of the total value of the hedged item (see Note 19). It is the Company's policy not to enter into such forward contracts until a firm commitment is in place, and to match the terms of hedge derivatives to those of the hedged item to maximize effectiveness.

Note 2 – Summary of significant accounting policies (continued)

2.2.8. Derivative financial instruments (continued)

Additionally, the Company has significant debenture loans denominated in US dollar. The Company may enter into derivatives, such as forward currency contracts or cross-currency swaps in order to manage exchange rate exposure on foreign currency debt.

Financial derivatives are revalued at year-end using the closing rates. Both unrealised gains and losses resulting from the conversion of these contracts are recognised. Assets or liabilities generated by unrealised gains/losses are recognised and recorded under “amounts owed to/by affiliated undertakings” where the counterparty is a member of the SES Group.

SES does not use derivative financial instruments for speculative purposes.

2.2.9. Debts

Debts are recorded at their reimbursement value. Where the amount repayable on account is greater than the amount received, the difference is shown as an asset and is written off over the period of the debt based on a linear method.

2.2.10. Share-based compensation

Employees of the Company receive remuneration in the form of share-based compensation payments, whereby employees render services to the Company as consideration for equity instruments. Three active equity-settled share-based payment schemes have been established by SES S.A. and are available to some of the Company’s staff:

- The Stock Appreciation Rights Plan (STAR Plan)
- Executive Incentive Compensation Plan (EICP)
- Long-Term Incentive Programme (LTIP)

A charge is recognized in the profit and loss account upon exercise of the share option/shares.

Note 3 – Financial fixed assets

a) Shares in affiliated undertakings

	2015 EUR million	2014 EUR million
Cost at beginning of year	**7,031.8**	7,409.0
Decrease[1]	**(390.8)**	(377.2)
Cost at end of year	**6,641.0**	7,031.8
Value adjustments at beginning of year	**(4.7)**	(4.7)
Value adjustment at the end of year	**(4.7)**	(4.7)
Net book value at end of year	**6,636.3**	7,027.1

[1] The decrease of EUR 390.8 million is due to a reduction of the share capital of SES Global Africa S.A..

Note 3 – Financial fixed assets (continued)

a) Shares in affiliated undertakings

As at December 31, 2015, the Company holds the following investments:

Net book value		**2015 EUR million**	2014 EUR million
Infrastructure			
SES Astra S.A. (1)	100%	**1,046.8**	1,046.8
SES Global – Americas, Inc. (2)	99.94%	**3,477.6**	3,477.6
SES Astra A.B. (3)	32.34%	**50.1**	50.1
SES Participations S.A. (1)	100%	**206.8**	206.8
SES Global Africa S.A. (1)	100%	**15.8**	406.6
SES Finance S.à r.l. (4)	100%	**1,502.2**	1,502.2
SES Holdings (Netherlands) BV (5)	100%	**96.7**	96.7
SES-15 S.à r.l. (formerly SES Broadband Services S.A.) (1)*	0.01%	**-**	-
SES Insurance International (Luxembourg) S.A. (1)	100%	**15.2**	15.2
SES Insurance International Re (Luxembourg) S.A. (1)	100%	**76.3**	76.3
Services			
SES Astra Services Europe S.A. (1)	100%	**148.8**	148.8
SES Latin America S.A. (1)	100%	**-**	-
SES Belgium Sprl (6)	99%	**-**	-
SES NL Finance S.à r.l. (1)	100%	**-**	-
Total		**6,636.3**	**7,027.1**

Country of incorporation : (1) Luxembourg; (2) United States; (3) Sweden; (4) Switzerland; (5) Netherlands; (6) Belgium;
* SES-15 S.à r.l. became a satellite company in 2015 and is therefore integrated in the "Infrastructure" business of the SES Group.

Affiliated undertakings listed under "Infrastructure" above form part of the "Infrastructure" business of the SES Group. They have been grouped together for the purposes of testing their carrying values for impairment, considering the interdependency of their cash flows and their level of integration (see Note 2).

The recoverable amount of this group of companies is determined based on a value-in-use calculation (Note 2) using the most recent business plan information approved by the Board of Directors which covers a period of five years. This period reflects the long-term contractual base for the satellite business. The pre-tax discount rate is 5.93% (2014: 6.06% - comparative adjusted to a comparable pre-tax basis) and was selected to reflect market interest rates and commercial spreads; the capital structure of businesses in the SES Group's business sector, and the specific risk profile of the businesses concerned. The terminal growth rate used in the valuation is set at 2% (2014: 2%), which reflects the most recent long-term planning assumptions approved by the Board and can be supported by reference to the trading performance of the companies concerned over a longer period.

As a result of this impairment testing, the Board of Directors believes that no value adjustment should be recorded on the carrying values of the shares in affiliated undertakings.

Note 3 – Financial fixed assets (continued)

a) Shares in affiliated undertakings (continued)

An impairment test performed on each investment taken individually (the “line by line method”), would potentially lead to a different conclusion, in particular, for the investment held by the Company in SES Global - Americas. Inc.. However, for the reasons stated above and as described in Note 2.2.1., the Board of Directors of the Company does not believe that the “line by line method” is appropriate considering the integrated nature of the Infrastructure business of the SES Group and the interdependency of its cash flows.

Affiliated undertakings listed under “Services” are services companies of the SES Group. They each form a separate cash generating unit and are therefore tested for impairment individually except in the case that the carrying value is insignificant. As a result of this impairment testing, the Board of Directors believes that none of them has suffered a permanent diminution in value.

Art. 65 Paragraph (1) 2º of the Law of December 19, 2002 on the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings (the “Law”) requires the disclosure of the amount of capital and reserves and profit and loss for the last financial year of each affiliated undertaking. In conformity with Art.67 (3) of the Law, these details have been omitted as the Company prepares consolidated accounts and these consolidated accounts, and the related consolidated management report and auditors' report thereon, have been lodged with the Luxembourg Trade Registry.

b) Amounts owed by affiliated undertakings

Amounts owed by affiliated undertakings of EUR 2,567.5 million mainly consist of:

Counterparty	Principle and accrued interests 12/31/2015 (million EUR)	Principle and accrued interests 12/31//2014 (million EUR)	Comments
SES Finance S.à r.l.	881.6	805.0	Convertible Profit Participating Loans
SES Finance S.à r.l.	495.1	-	Loan
SES NL Finance S.à r.l.	633.2	567.9	Loan
SES Global Americas Holdings GP	427.0	1.0	Loan

The Company performed an analysis of the amounts owed by affiliated undertakings and do not consider that the recoverability is uncertain.

Note 4 – Transferable securities and other financial instruments

Transferable securities refer to the Company’s own Fiduciary Deposit Receipts (FDR).

All FDRs in respect of Class A shares owned by the Company are for use in connection with the share-based compensation plans for executives and staff of the SES Group. The FDRs are valued at the lower of the weighted average cost and the market price.

As at December 31, 2015, the Company owned 3,144,730 FDRs (2014: 1,187,145).

Note 5 – Debtors

<u>Amounts owed by affiliated undertakings</u>

The Group operates a centralised treasury function at the level of the Company which manages, among others, the liquidity of the Group in order to optimise the funding costs. This is supported by a daily cash pooling mechanism. Amounts owed by affiliated undertakings of EUR 3,799.6 million (2014: EUR 3,120.8 million) consist of in-house bank accounts which are current accounts.

As at December 31, 2015 current accounts represent short-term advances bearing interest at market rates.

The Company performed an analysis of the amounts owed by affiliated undertakings and does not consider their recoverability to be uncertain.

Note 6 – Subscribed capital

The Company has issued two classes of shares: Class A and Class B shares.

Although they constitute separate classes of shares, Class A and Class B shares have the same rights except that the shares of Class B, held by the State of Luxembourg and by two entities wholly-owned by the State of Luxembourg, entitle their holders to only 40% of the dividend, or in case the Company is dissolved, to 40% of the net liquidation proceeds paid to shareholders of Class A. Class B shares are not freely traded. Each share, whether of Class A or Class B, is entitled to one vote.

On April 2, 2015, the general meeting of shareholders authorised the Board of Directors to issue, within the authorised share capital, 6,000,000 new Class A shares and 3,000,000 new Class B shares.

After the share issue, SES has a subscribed capital of Euro 644.3 million represented by 343,600,000 Class A ordinary shares and 171,800,000 Class B ordinary shares:

	Class A shares	Class B shares	**TOTAL**
Shares issued at December 31, 2014	337,600,000	168,800,000	**506,400,000**
Shares issued during the period	6,000,000	3,000,000	**9,000,000**
Shares issued at December 31, 2015	343,600,000	171,800,000	**515,400,000**

Note 6 – Subscribed capital (continued)

The new Class A shares were issued to a financial institution and were entirely paid up in cash for an amount of EUR 193.4 million, allocated as EUR 7.5 million to share capital and EUR 185.9 million to share premium. An amount of EUR 21.3 million of the proceeds is held with the financial institution concerned as at December 31, 2015. These Class A shares were immediately converted into FDRs on the day of the issuance.

The new Class B shares were partly paid up in cash for an amount of EUR 25.3 million, allocated as EUR 2.5 million to share capital and EUR 22.8 million to share premium. The remainder was paid up by a contribution-in-kind consisting of 416,782 FDRs. The value of the contribution-in-kind amounted to EUR 13.5 million allocated as EUR 1.3 million to share capital and EUR 12.2 million to share premium.

Within the framework of SES's share buy-back programme, on May 29, 2015, SES entered into a forward agreement with the financial institution for the purchase of the above 6,000,000 FDRs. The forward agreement was entered into by SES to allow delivery of FDRs upon the exercise of the outstanding stock purchase options issued by SES.

The forward agreement sets forth the terms and conditions of the purchase of the FDRs, including, in particular, the purchase price of the FDRs to be paid by SES to the financial institution, and the maturities of the forward agreement. In accordance with this agreement, SES repurchased 2,500,000 FDRs on June 10, 2015. The maturities for the purchase of 1,500,000 FDRs and 2,000,000 FDRs are January 14, 2016 and April 7, 2016 respectively. As of December 31, 2015, a liability of EUR 112.8 million was recorded corresponding to the repurchase of the 3,500,000 FDRs.

Note 7 – Legal reserve

In accordance with Luxembourg legal requirements, a minimum of 5% of the yearly net profit is transferred to a legal reserve. This requirement is satisfied when the reserve reaches 10% of the issued share capital. This reserve may not be distributed. Due to the capital increase in 2015 the Board of Directors will propose to allocate a portion of the 2015 profit to the legal reserve subject to approval at the next annual general meeting.

Note 8 – Other reserves

As at December 31, 2015, the Company reduced its Net Wealth Tax liability in accordance with Paragraph 8a of the Luxembourg Net Wealth Tax law. The Company allocates under other reserves an amount that corresponds to five times the amount of reduction of the Net Wealth Tax. In order to benefit of the Net Wealth tax reduction, the Company has to maintain this reserve for a period of five years from the year following the one during which the Net Wealth Tax was reduced. Should the reserve be distributed prior to said five years, the Net Wealth Tax will become due for an amount up to 20% of the reserve which has been distributed.

As at December 31, 2015, an amount of EUR 132.5 million (2014 EUR 195.5 million) is recorded by SES S.A. related to the "Net Wealth Tax. This represents the Net Wealth Tax reserve for 2010 and 2011 for EUR 70.7 million and EUR 61.8 million respectively.

Note 8 – Other reserves (continued)

Since 2012 the reserve for net wealth tax is recorded at the level of SES Astra S.A.. This entity forms part of the tax unity.

In accordance with the law, the Company has also created a non-distributable reserve included in the account “reserve for own shares” for an amount of EUR 80.4 million (2014 EUR 32.8 million).

The total reserves for Net Wealth Tax and Own shares amount to EUR 212.9 million as at December 31, 2015 and are composed of:

	2015	**2014**
Reserve for net wealth tax	132.5	195.9
Non-distributable reserve for own shares	80.4	32.8
TOTAL	**212.9**	**228.7**

An amount of EUR 29.2 million of the total EUR 80.4 million of non-distributable reserves for own shares is deemed to be covered by the share premium.

Note 9 – Non subordinated debts

a) Non convertible loans

U.S. Private Placement
On September 30, 2003, SES, through SES Global Americas Holdings GP, issued in the U.S. Private Placement market four series of unsecured notes amounting to USD 1,000.0 million and GBP 28.0 million. These notes comprised:

- Series A USD 400.0 million of 5.29% Senior Notes due September 2013, amortising as of September 2007. The Private Placement Series A was reimbursed on September 30, 2013.

- Series B USD 513.0 million of 5.83% Senior Notes due September 2015, amortising as of September 2011. The Private Placement Series B was repaid on September 30, 2015.

- Series C USD 87.0 million of 5.93% Senior Notes due September 2015. The Private Placement Series C was repaid on September 30, 2015.

- Series D GBP 28.0 million of 5.63% Senior Notes due September 2013, amortising as of September 2007. The Private Placement Series D was reimbursed on September 30, 2013.

No amounts are outstanding as of December 31, 2015.

European Medium-Term Note Programme (EMTN)
On December 6, 2005, SES put in place a EUR 2,000.0 million EMTN enabling SES, or SES Global Americas Holdings GP, to issue as and when required notes up to a maximum aggregate amount of EUR 2,000.0 million. In May 2007, this programme was increased to an aggregate amount of EUR 4,000.0 million. As of December 31, 2015, SES has issued EUR 2,090.00 million (2014: EUR 2,090.0 million) under the EMTN Programme with maturities ranging from 2016 to 2027.

Note 9 – Non subordinated debts (continued)

a) Non convertible loans (continued)

EUR 150.0 million Private Placement (2016)
On July 13, 2009, SES issued a EUR 150.0 million Private Placement under the Company's European Medium-Term Note Programme with Deutsche Bank. The Private Placement has a 7-year maturity, beginning August 5, 2009, and bears interest at a fixed rate of 5.05%.

EUR 500 million Eurobond (2018)
On October 16, 2013, SES issued a EUR 500.0 million bond under the Company's European Medium-Term Note Programme. The bond has a 5-year maturity and bears interest at a fixed rate of 1.875%.

EUR 650 million Eurobond (2020)
On March 9, 2010 (pricing March 1, 2010), SES issued a EUR 650.0 million bond under the Company's European Medium-Term Note Programme. The bond has a 10-year maturity and bears interest at a fixed rate of 4.625%.

EUR 650 million Eurobond (2021)
On March 11, 2011 (pricing March 2, 2011), SES issued a EUR 650.0 million bond under the Company's European Medium-Term Note Programme. The bond has a 10-year maturity and bears interest at a fixed rate of 4.75%.

EUR 140 million Private Placement (2027)
Between May and July 2012, SES issued three individual tranches of a total EUR 140.0 million Private Placement under the Company's European Medium-Term Note Programme with ING Bank N.V.. The Private Placement has a 15-year maturity, beginning May 31, 2012, and bears interest at a fixed rate of 4.00%.

144A Bond USD 750 million (2023)
On April 4, 2013, SES completed a 144A offering in the US market issuing a USD 750 million (EUR 688.9 million at December 31, 2015) 10-year bond with a coupon of 3.60% and a final maturity date on April 4, 2023.

144A Bond USD 250 million (2043)
On April 4, 2013, SES completed a 144A offering in the US market issuing a USD 250 million (EUR 229.6 million at December 31, 2015) 30-year bond with a coupon of 5.30% and a final maturity date on April 4, 2043.

144A Bond USD 500 million (2019)
On March 25, 2014, SES completed a 144A offering in the US market issuing a USD 500 million (EUR 459.3 million at December 31, 2015) 5-year bond with a coupon of 2.50% and a final maturity date of March 25, 2019.

144A Bond USD 500 million (2044)
On March 25, 2014, SES completed a 144A offering in the US market issuing a USD 500 million 30-year bond with a coupon of 5.30% and a final maturity date of March 25, 2044.

Note 9 – Non subordinated debts (continued)

a) Non convertible loans (continued)

German Bond issue of EUR 50.0 million (2032)
On October 29, 2012, SES signed an agreement to issue EUR 50 million in the German bond (Schuldschein) market. The German bond bears a fixed interest rate of 4.0% and matures on November 12, 2032.

The maturity profile of notes and bonds is as follows as at December 31, 2015 and 2014:

	2015 EUR million	2014 EUR million
Within one year (1)	225.5	234.0
Total within one year	**225.5**	234.0
Between one to two years	**-**	150.0
Between two to five years	**1,609.3**	500.0
After five years	**2,217.8**	3,137.3
Total after one year	**3,827.1**	3,787.3

(1) Includes accrued interest in the amount of EUR 75.5 million at year-end 2015 (2014: EUR 77.8 million)

b) Amounts owed to credit institutions

As at December 31, 2015 and 2014, the amount owed to credit institutions was as follows:

	2015 EUR million	2014 EUR million
European Investment Bank	**33.6**	33.9
COFACE facility	**55.9**	56.4
US Ex-Im	**16.6**	15.0
Becoming due and payable within one year (1)	**106.1**	105.3
European Investment Bank	**33.4**	66.7
COFACE facility	**304.5**	358.6
US Ex-Im	**57.6**	66.3
Becoming due and payable after more than one year	**395.5**	491.6

(1) Includes accrued interests in the amount of EUR 2.4 million at year-end 2015 (2014: EUR 3.0 million)

EUR 200.0 million European Investment Bank funding
On April 21, 2009, SES signed a financing agreement with the European Investment Bank for the investment by the Group in certain satellite investment projects. This facility, bearing interest at a fixed rate of 3.618%, is repayable in six annual instalments between May 2012 and May 2017.

Note 9 – Non subordinated debts (continued)

b) <u>Amounts owed to credit institutions (continued)</u>

Syndicated loan 2021
In January 2014, the Group updated its previous syndicated loan facility (Syndicated loan 2015). The updated facility is being provided by 20 banks and has been structured as a 5 year multicurrency revolving credit facility with two one-year extension options at the discretion of the lenders. The facility is for EUR 1.2 billion and the interest payable is linked to a ratings grid. At the current SES rating of BBB / Baa2, the interest rate is 45 basis points over EURIBOR/LIBOR. On November 13, 2015 and November 23, 2015 respectively, the facility agreement has been amended and extended by one year to January 13, 2021. As at December 31, 2015 and as at December 31, 2014 no amount is drawn from this facility.

EUR 522.9 million COFACE facility
On December 16, 2009, SES signed a financing agreement with the Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (Coface) in respect of the investment in four geostationary satellites (ASTRA 2E, ASTRA 2F, ASTRA 2G, ASTRA 5B). The facility is divided into five loans. The drawings under the facility are based on invoices from the supplier of the satellites. The first drawing was done on April 23, 2010 and all loan tranches became fully drawn in November 2014. Each Coface tranche is repayable in 17 equal semi-annual instalments where Coface A has a final maturity date of August 1, 2022, Coface B and F will mature on May 21, 2021 and Coface C and D will mature on October 3, 2022. The facility bears interest at a floating rate of six month EURIBOR plus a margin of 1.7%.

USD 158 million US Ex-Im facility
In April 2011, SES signed a financing agreement with the Export-Import Bank of the United States (US Ex-Im) for USD 158 million for the investment in one geostationary satellite (QuetzSat-1). At the in-orbit acceptance date of the satellite, the facility was fully drawn with USD 152.2 million which is being repaid in 17 equal semi-annual instalments beginning on June 22, 2012. The loan has a final maturity date of June 22, 2020 and bears interest at a fixed rate of 3.11%.

The maturity profile of the amounts drawn is as follows as at December 31, 2015 and 2014:

	2015 EUR million	2014 EUR million
Between one and two years	**104.0**	204.6
Between two and five years	**204.0**	199.5
After five years	**87.5**	87.5
Total	**395.5**	491.6

During the year 2015 SES repaid another tranche of EUR 33.3 million to the European Investment Bank and two tranches of the US Ex-Im facility for a total of USD 17.9 million.

Furthermore, during the year 2015 SES repaid floating rate obligations totaling EUR 54.2 million related to various Coface instalments.

Note 9 – Non subordinated debts (continued)

Committed and uncommitted loan facilities

As at December 31, 2015 and as at December 31, 2014, the Company had not made any drawings under uncommitted loan facilities.

c) *Amounts owed to affiliated undertakings*

Amounts owed to affiliated undertakings of EUR 4,512.9 million (2014: EUR 5,265.7 million) include the following:

	2015 **EUR million**	2014 EUR million
Long-term loans (maturity after 5 years)	**166.7**	1,108.8
Term loans (between 1 – 5 years)	**307.9**	276.1
Notes due within one year	**1,043.8**	1,452.6
Current accounts	**2,994.5**	2,428.2
Total	**4,512.9**	5,265.7

As at December 31, 2015 long-term loans included:

- A loan for a total amount of USD 106 million with a maturity of December 2022 bearing interest at a rate of 4.00% with SES Americom Inc..
- A loan for a total amount of USD 50 million with a maturity date of May 2025 at a rate of 4.2% that has been entered into in 2015 with SES Satellites Gibraltar Ltd..
- A loan for a total amount of EUR 23 million with a maturity date of May 2025 at a rate of 2% that has been entered into in 2015 with SES Astra Real Estate S.A..

In 2015, long-term loans with New Skies Satellites B.V. have been repaid early for an amount of USD 225 million, and with SES Global Americas Inc. for USD 966 million.

The term loans outstanding as at December 31, 2015 included:

- A loan for a total amount of USD 334 million with a maturity of January 2019 bearing interest at a rate of 4% with SES Finance S.à r.l..

The notes outstanding as at December 31, 2015, included:

- Two loans for a total amount of EUR 543.3 million maturing in November 2016 bearing interest at a rate of 0.36% with SES Participation S.A..
- A loan for a total amount of EUR 500.5 million maturing in November 2018 bearing interest at a rate of 0.63% with SES Lux Finance S.à r.l..

As at December 31, 2015 and 2014 current accounts represent short-term debts bearing interest at market rates.

Note 10 – Tax debt

The Company is subject to the tax regulations in Luxembourg, in Switzerland for the Swiss branch, and in the U.S. for the partnership.

In accordance with Article 164bis of the Luxembourg income tax law, SES S.A. is the head of the Luxembourg tax unity with its subsidiaries as follows:

- SES Astra S.A.
- SES Asia S.A.
- SES-15 S.à r.l. (formerly SES Broadband Services S.A.)
- SES-10 S.à r.l.
- SES Participations S.A.
- SES Global Africa S.A.
- SES Astra 3B S.à r.l.
- SES Astra 1KR S.à r.l.
- SES Astra 1L S.à r.l.
- SES Astra 1M S.à r.l.
- SES Engineering S.à r.l.
- SES Astra 1N S.à r.l.
- SES Astra 5B S.à r.l.
- SES Astra 2E S.à r.l.
- SES Astra 2F S.à r.l.
- SES Astra 2G S.à r.l.
- SES Digital Distribution Services S.à r.l.
- SES Astra Services Europe S.A.
- SES Lux Finance S.à r.l.
- SES NL Finance S.à r.l.
- SES Astra Real Estate (Betzdorf) S.A.
- SES Techcom S.A.
- SES Latin America S.A.
- SES Insurance International (Luxembourg) S.A.
- SES Insurance International Re (Luxembourg) S.A.

The balance sheet position takes into consideration the net tax payable or receivable of the tax unity to the Luxembourg tax authorities, which is due by the head of the tax unity, being SES S.A..

The respective tax charge/income of each subsidiary is computed and recharged on a stand-alone basis via intercompany accounts.

In 2015, the tax sharing agreement in place between the Company and its subsidiaries has been amended and allows the Company not to accept the recharge of tax income from its subsidiaries if it is not able itself to use that tax income for that year. The recharge of the tax income of SES Astra 5B S.à r.l. and SES Astra 2G S.à r.l related to prior years has been adjusted in 2015 impacting the intercompany payable/receivable account up to the amount that SES S.A. is able to use in 2015.

Note 11 – Staff costs

As at December 31, 2015, the number of full time equivalent employees was 68 (2014: 68) and the average number of employees in the workforce for 2015 was 67 (2014: 68.5). Staff costs can be analysed as follows:

	2015 EUR million	2014 EUR million
Wages and salaries	**17.0**	27.4
Social security costs	**1.4**	1.9
Total	**18.4**	29.3

Note 12 – Other interest and similar financial charges

Other interest and similar financial charges include the following:

	2015 EUR million	2014 EUR million
Interest charges	**179.9**	184.9
Foreign exchange losses net	**-**	54.1
Loan origination costs	**9.1**	15.5
Total	**189.0**	254.5

Note 13 – Value adjustments and loss on disposal of transferable securities

The balance of EUR 33.7 million is composed of a loss on disposal of the Company's FDRs for EUR 19.0 million and a value adjustment on outstanding FDRs as of December 31, 2015 for EUR 14.7 million.

A value adjustment has been recorded to account for the FDRs at the lower of their weighted average cost and market price. The value of the SES's share listed on Euronext Paris was EUR 25.575 as at December 31, 2015 which results in a total value adjustment of EUR 14.7 million.

Note 14 – Other operating income

Other operating income amounting to EUR 15.5 million (2014: EUR 19.1 million) consists mainly of group recharge revenues from advisory support services rendered to various affiliates.

Note 15 – Income from financial fixed assets

Income from financial fixed assets derived from affiliated undertakings consists of the following:

	2015 **EUR million**	2014 EUR million
Dividends received from affiliated undertakings	**2,721.8**	717.8
Total	**2,721.8**	717.8

Note 16 – Other interest and other financial income

Other interest and similar income include the following:

	2015 **EUR million**	2014 EUR million
Other financial income	**-**	1.2
Foreign exchange gains net	**19.4**	-
Profit on disposal of FDRs	**16.2**	17.2
Total	**35.6**	18.4

Note 17 – Audit fees

Art. 65 Paragraph (1) 16º of the Law of December 19, 2002 on the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings (the “Law”) requires the disclosure of the independent auditor fees. In conformity with the law these details have been omitted as the Company prepares consolidated accounts in which this information is disclosed and these consolidated accounts and the related consolidated management report and auditors' report thereon have been lodged with the Luxembourg Trade Registry.

Note 18 – Board of Directors' remuneration

The total payments to directors for attendance at board and committee meetings in 2015 amounted to EUR 1.3 million (2014: EUR 1.3 million). These payments are computed on a fixed and variable basis, the variable part being based upon attendance at board and committee meetings.

Note 19 – Off balance sheet commitments

Guarantees
On December 31, 2015 the Company had outstanding bank guarantees for an amount of EUR 152.8 million (2014: EUR 78.1 million) with respect to performance and warranty guarantees for services of satellite operations.

Note 19 – Off balance sheet commitments (continued)

Corporate guarantees
In 2015, the Company has given several corporate guarantees to space and ground segment suppliers for the provision of communications spacecraft and related equipment contracted by fully-owned subsidiaries of the SES Group for EUR 0.5 million (2014: EUR 0.2 million).

Litigation
SES S.A. is not currently subject to any material legal proceedings or litigation arising in the normal course of business.

Forward purchase and sale of currency
SES has entered into forward exchange contracts for a total of EUR 101.3 million for the purpose of hedging the future contracted commitment to suppliers relating to satellite procurements. The total unrealised gain on these contracts amounts to EUR 1.6 million on December 31, 2015.

Note 20 – Subsequent events

Re-purchase of shares
On January 14, 2016, SES purchased from a financial institution 1,500,000 FDRs for a total consideration of EUR 48.9 million in the context of the forward purchase agreement entered into on May 29, 2015 (Note 6).

Acquisition of RR Media Limited
On February 25, 2016, the SES Board of Directors approved the acquisition of a 100% interest in RR Media Limited. The operations of RR Media Limited are to be merged with those of the Company's indirect subsidiary SES Platform Services GmbH, creating a world-leading global media solutions provider.

SES will pay a consideration of USD 13.291 per share to acquire its interest in RR Media Limited, which corresponds to an enterprise value of USD 242 million. The acquisition will be funded from the Group's existing financial resources and is subject to regulatory approvals which are expected to be completed in Q2 / Q3 2016.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 7 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée d'approuver les comptes annuels et les comptes consolidés comme indiqués sous le point 6 de l'ordre du jour "Rapport du réviseur d'entreprises".

* * *

Agenda item 7
Draft resolution

The Board of Directors proposes to the Meeting to approve the annual accounts and the consolidated annual accounts as shown under agenda item 6 "Presentation of the audit report".

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 8 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée d'approuver l'affectation du résultat net de l'exercice 2015 conformément aux indications figurant dans le tableau ci-joint, intitulé "Allocation of 2015 Profits", points 1 à 5.

* * *

Agenda item 8
Draft resolution

The Board of Directors proposes to the Meeting to approve the allocation of the 2015 profits according to the indications of the enclosed table entitled "Allocation of 2015 Profits", items 1 to 5.

* * *

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Allocation of 2015 Profits

				EUR
1	**2015 statutory net income of SES S.A. (unconsolidated) available for dividend**			**2.517.064.731.00**
2	**Statutory release (to) / from Legal Reserve [1]**			**-1.125.000.00**
	Available for distribution after transfer from Legal Reserve			**2.515.939.731.00**
3	**Payment of a dividend under Article 31:**	**Shares**	**Dividend**	
	Ordinary A shares	**343.600.000**	**1.300**	**-446.680.000.00**
	Ordinary B shares	**171.800.000**	**0.520**	**-89.336.000.00**
	Total			**-536.016.000.00**
4	**Transfer to "Other Reserves"**			**-1.979.923.731.00**
5	**Undistributed 2015 profits**			**0.00**

[1] In accordance with Luxembourg legal requirements, a minimum of 5% of the yearly net profit is transferred to a Legal Reserve from which distribution is restricted. This requirement is satisfied when the reserve reaches 10% of the issued share capital.
Since the issued share capital was increased by EUR 11,250,000 from EUR 633,000,000 to EUR 644,250,000 during 2015, the legal reserve has been correspondingly increased by EUR 1,125,000 from EUR 63,300,000 to EUR 64,425,000.

Situation des comptes de reserves / situation of the reserve accounts

		EUR
A	**Movement on "Legal Reserve"**	
	"Legal Reserves" before proposed transfer	**63.300.000.00**
	Transfer to / (from) "Legal reserves"	**1.125.000.00**
	"Legal Reserves" after proposed transfer - 10% of Subscribed Capital	**64.425.000.00**
	Note: Subscribed Capital of SES S.A. is	644.250.000.00
B	**Movement on "Other Reserves"**	
	"Other Reserves" before proposed transfer	**183.679.390.00**
	Transfer to / (from) 'Other reserves'	**1.979.923.731.00**
	"Other Reserves" after proposed transfer	**2.163.603.121.00**

Shareholders are specifically asked to note and confirm that a cumulative amount of EUR 212.9 million has been transferred to a non-distributable reserve within "Other reserves" in connection with: Net Worth Tax EUR 132.5 million (2014: EUR 195.9 million) and holdings of own shares EUR 80.4 million (2014: EUR 32.7 million)

C	**2015 Consolidated net income available for the shareholders of SES S.A.**	**544.851.532.07**
D	**Movement on "Legal Reserve"**	
	"Legal Reserves" before proposed transfer	**63.300.000.00**
	Transfer to / (from) "Legal reserves"	**0.00**
	"Legal Reserves" after proposed transfer - 10% of Subscribed Capital	**63.300.000.00**
	Note: Subscribed Capital of SES S.A. is	***644.250.000.00***

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 9 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Le Conseil d'administration propose d'approuver la situation des comptes de réserves conformément aux indications figurant dans le tableau intitulé "Allocation of 2015 Profits", points A à D comme indiqué sous le point 8 de l'ordre du jour.

* * *

Agenda item 9
Draft resolution

The Board proposes to the Meeting to approve the situation of the reserve accounts according to the indications on the table entitled "Allocation of 2015 Profits", items A to D as shown under agenda item 8.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 10 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Conformément à l'article 27 des statuts, le Conseil d'administration propose à l'Assemblée de donner décharge aux administrateurs.

* * *

Agenda item 10
Draft resolution

According to article 27 of the Articles of Incorporation, the Board of Directors proposes to the Meeting to give discharge to the members of the Board.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 11 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Élection statutaire du réviseur d'entreprises pour l'année 2016 et fixation de sa rémunération.

Le Conseil propose de réélire PricewaterhouseCoopers comme réviseur d'entreprises pour l'année 2016.

Le Comité d'Audit et des Risques a approuvé le budget des frais et honoraires pour le réviseur d'entreprises.

* * *

Agenda item 11
Draft resolution

Appointment of the auditor for the year 2016 and determination of its remuneration.

The Board proposes to re-appoint PricewaterhouseCoopers as external auditors for the year 2016.

The Audit and Risk Committee has approved the budget for the external auditor's fees.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 12 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Résolution permettant à la Société l'acquisition de ses propres *FDRs* et/ou actions A et B

L'assemblée générale des actionnaires autorise le Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Comité Exécutif, à acquérir un nombre maximal de 18.500.000 actions de la catégorie A, et/ou un maximum de 9.250.000 actions de la catégorie B émises par la Société en respectant les conditions fixées par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales ("LSC") relatives au rachat d'actions propres par une société anonyme conformément à l'article 49-2 LSC ou à en faire acquérir par d'autres sociétés du groupe telles que visées par l'article 49bis LSC. L'autorisation de rachat d'actions de la catégorie A couvre également le rachat de *FDRs* émis par la BCEE sur base d'actions de la catégorie A de la Société.

Les actions de la catégorie A et/ou les *FDRs* pourront être acquis soit par des achats en bourse, soit en bloc, soit de gré à gré au prix du marché en vigueur à ce moment là ou à un prix inférieur. Les actions de la catégorie B pourront être acquises de gré à gré à un prix équivalent à 40% du prix du marché en vigueur des *FDRs.*

Les *FDRs* acquis par la Société pourront ou ne pourront pas être ultérieurement convertis en actions de la catégorie A et pourront être conservés ou cédés ou annulés ou utilisés à toutes autres fins utiles que le Conseil d'administration estime recommandables pour la Société. Les actions de la catégorie A acquises par la Société pourront ou ne pourront pas être ultérieurement converties en *FDRs* et pourront être conservées ou cédées ou annulées ou utilisées à toutes autres fins utiles que le Conseil d'administration estime recommandables pour la Société. Les actions acquises de la catégorie B pourront être annulées, conservées, cédées ou utilisées à toutes autres fins utiles que le Conseil d'administration estime recommandables pour la Société. Toute annulation d'actions est sujette à une résolution des actionnaires de la Société dans une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire à convoquer par le Conseil d'administration.

L'autorisation est valable (a) pour une période de dix-huit mois à compter de la date de la présente résolution ou (b) jusqu'à la date de son renouvellement ou de son extension par l'assemblée générale des actionnaires si la date d'expiration de cette période est postérieure.

La Société respectera les restrictions prévues par la LSC concernant le rachat d'actions propres.

La contre-valeur d'acquisition des actions de la catégorie A, et/ou des *FDRs* ne pourra pas être inférieure à 15 EUR ni supérieure à 35 EUR par action de la catégorie A, et/ou par *FDR*. La contre-valeur d'acquisition des actions de la catégorie B ne pourra pas être inférieure à 6 EUR ni supérieure à 14 EUR par action de la catégorie B.

La Société pourra décider d'acquérir uniquement des titres d'une ou de deux des catégories d'actions, mais devra respecter le principe de l'égalité de traitement des actionnaires à l'intérieur de chacune de ces catégories d'actions.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Comité Exécutif, en vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Agenda item 12
Draft resolution

Resolution on Company acquiring FDRs and/or own A- and B-shares

The General Meeting of Shareholders authorizes the Board of Directors, with full power of delegation to the Executive Committee, to purchase a maximum of 18,500,000 A-, and/or a maximum of 9,250,000 B-shares issued by the Company in accordance with the conditions set forth by the law of August 10, 1915, as amended, on commercial companies (the "Companies' Act") regarding the repurchase of own shares by a *société anonyme*, in accordance with article 49-2 of the Companies Act, or to have them purchased by other companies of the Group according to the definition of article 49bis of the Companies' Act. The A-shares and/or the FDRs shall be purchased either on the stock-exchange, or by block trade or by mutual agreement at the then current market price or lower. The B-shares shall be purchased by mutual agreement for a price equivalent to 40% of the then current market price of FDRs. The authorization to repurchase A-shares also covers the repurchase of FDRs issued by BCEE with respect to A-shares of the Company.

The FDRs repurchased by the Company may or may not be converted into A-shares and, as the case may be, be kept or sold or cancelled or used for such legitimate purposes as the Board deems advisable. The A-shares repurchased by the Company may or may not be converted into FDRs and, as the case may be, be kept or sold or cancelled or used for such legitimate purposes as the Board deems advisable. The B-shares repurchased by the Company shall be subsequently cancelled, kept, sold or used for such legitimate purposes as the Board deems advisable. Any cancellation of shares shall be subject to approval by the shareholders of the Company taken in an Extraordinary General Meeting of Shareholders to be convened by the Board.

The authorization is valid for the longer of (a) a period of eighteen months from the date of this resolution or (b) the duration of such further period beyond those eighteen months for which it is renewed or extended by the General Meeting of Shareholders.

The Company shall respect the restrictions imposed by the Companies' Act regarding the repurchase of own shares.

The purchase price of the A-shares and/or FDRs shall not be lower than EUR 15 or higher than EUR 35 per FDR or A-share. The purchase price of the B-shares shall not be lower than EUR 6 or higher than EUR 14 per B-share.

The Company may decide to purchase only shares of one or two of the existing categories, but will need to conform with the principle of equal treatment of shareholders within each category of these shares.

All powers are granted to the Board of Directors, with full power of delegation to the Executive Committee, to execute the present authorization.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 13 de l'ordre du jour
Projet de résolution

a. **Election de six administrateurs pour trois ans**

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée d'élire les administrateurs suivants pour une durée de trois ans :

Liste de candidats représentant les actionnaires de la catégorie A

Mr Romain Bausch, Président du Conseil d'Administration de SES S.A., Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf ;

Mr Victor Casier, Membre du Comité Exécutif, Sofina, 31 Rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles ;

Mme Tsega Gebreyes, Managing Partner, Satya Capital, 3rd Floor, 35 Portman Square, London, W1H 6LR ;

Mr François Tesch, Président et Administrateur-délégué, Luxempart, 12, rue Léon Laval L-3372 Leudelange.

Liste de candidats représentant les actionnaires de la catégorie B

Mr Jean-Claude Finck, Directeur Général honoraire, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, 1 place de Metz, L-2954 Luxembourg ;

Mme Pascale Toussing, Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère des Finances, 3 rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg.

b. **Election d'un administrateur pour deux ans**

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée d'élire pour une période de deux ans le candidat suivant afin de terminer le mandat de Mr Victor Rod, Administrateur représentant les actionnaires de la catégorie B :

Mr Jean-Paul Senninger, Secrétaire général du Conseil de Gouvernement, Ministère d'Etat, 4 rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg.

* * *

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Agenda item 13
Draft resolution

a. **Election of six Directors for a three year term**

The Board of Directors proposes to the Meeting that the following candidates should be elected as directors for a three year term:

List of candidates representing shareholders of category A

Mr. Romain Bausch, Chairman of the Board of Directors of SES S.A., Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf;

Mr. Victor Casier, Member of the Executive Committee, Sofina, 31 Rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles;

Mrs. Tsega Gebreyes, Managing Partner, Satya Capital, 3rd Floor, 35 Portman Square, London, W1H 6LR;

Mr. François Tesch, Chairman and Managing Director, Luxempart, 12, rue Léon Laval L-3372 Leudelange.

List of candidates representing shareholders of category B

Mr. Jean-Claude Finck, Honorary Chief Executive Officer, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, 1 place de Metz, L-2954 Luxembourg;

Mrs. Pascale Toussing, Premier Conseiller de Gouvernement, Ministry of Finance, 3 rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg

b. **Election of one Director for a two year term**

The Board of Directors proposes to the Meeting that the following candidate should be elected as director for a two year term to terminate the mandate of Mr. Victor Rod who has represented the shareholders of category B:

Mr. Jean-Paul Senninger, General Secretary of the Council of Government, Ministry of State, 4 rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Short biographies of the Board candidates

Romain Bausch

Born on 3 July 1953. Mr. Bausch was President and CEO of SES from May 1995 to April 2014, following a career in the Luxembourg civil service (Ministry of Finance). Before joining SES as its chief executive, Mr. Bausch occupied key positions in the banking, media and telecommunications sectors and spent a five-year term as a Director and Vice Chairman of SES. Mr. Bausch was appointed to the Board of SES in April 2013 and he is Vice Chairman of the Board of Directors of O3b Networks and a Director of SES ASTRA. Mr Bausch is Chairman of the Board of Directors of SES. He is also a member of the Boards of Directors of Aperam, BIP Investment Partners Compagnie Financière La Luxembourgeoise and the Luxembourg Future Fund, as well as the Chairman of the CNFP (Conseil National des Finances Publiques) of Luxembourg. He graduated with a degree in economics (specialisation in business administration) from the University of Nancy. He holds an honorary doctorate from the Sacred Heart University in Luxembourg. He is a member of the SES Remuneration Committee and of its Nomination Committee.

Mr. Bausch is a Luxembourg national. He is not an independent Director, because of his recent employment relationship with SES.

Victor Casier

Born on 7 May 1974. Mr. Victor Casier is a member of the Executive Committee of Sofina S.A. and a member of various companies within Sofina's portfolio. He represents Sofina on the Board of O3b Newtorks, Privalia, Global Lifting Partners and Spanish investment fund QMC II. Prior to joining Sofina, Mr. Casier worked for Roland Berger Strategy Consultants, Transwide Limited and Banco Urquijo. Mr. Casier holds an MBA from the University in Chicago, a Master in Business Engineering (Ingénieur de Gestion) from the Université Catholique de Louvain and participated in the INSEAD International Directors Programme (IDP).

Mr. Casier is a Belgian national. He would be an independent director.

Tsega Gebreyes

Born on 14 December 1969. Mrs. Tsega Gebreyes became a director on 4 April 2013. She is the Founding Director of Satya Capital Limited. She served as Chief Business Development and Strategy Officer of Celtel International BV and Senior Advisor to Zain. She was also Founding Partner of the New Africa Opportunity Fund, LLP and has worked with Mc Kinsey and Citicorp. Mrs Gebreyes is a director of Hygeia Nigeria Limited, Ison Growth, Satya Capital Limited and Sonae. She is a Senior Advisor to TPG Growth. She has a double major in Economics and International Studies from Rhodes College and holds an M.B.A. from Harvard Business School.

Mrs. Gebreyes is an Ethiopian national. She is an independent Director.

François Tesch

Born on 16 January 1951. Mr. Tesch became a Director on 15 April 1999. He is Chief Executive Officer of Luxempart S.A. He graduated with a degree in economics from the Faculté d'Aix-en-

Provence and holds an M.B.A. from INSEAD (Institut Européen d'Administration des Affaires). Mr. Tesch is also a Board Member of Foyer S.A. and Financière de Tubize S.A., and Vice Chairman of the Board of SES and a member of the Nomination Committee of SES.

Mr. Tesch is a Luxembourg national. He is not an independent Director because he has been a director for more than 12 years.

Jean-Claude Finck

Born on 22 January 1956. Mr. Finck became a Director on 31 May 2001. Mr. Finck has been Chief Executive Officer of Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat until 15 February 2016. He is a member of the Boards of Directors of Bourse de Luxembourg S.A., Luxair S.A., Cargolux S.A., La Luxembourgeoise S.A., La Luxembourgeoise Vie S.A., Paul Wurth S.A., and La Banque Postale Asset Management. Mr. Finck graduated with a degree in economics from the University of Aix/Marseille. Mr. Finck is a member of the Remuneration Committee and of the Audit and Risk Committee of SES.

Mr. Finck is a Luxembourg national. He is not an independent Director because he represents an important shareholder.

Pascale Toussing

Born on 26 June 1969. Ms Toussing is Premier Conseiller de Gouvernment and Director for Tax Policy at the Luxembourg Ministry of Finance. She is the Chairwoman of the Conseil Economique et Social, Vice-Chairwoman of the Commissariat aux Assurances, a member of the Steering Committee of the Luxembourg Sovereign Fund and a director of Banque Internationale à Luxembourg S.A. Prior to taking up her position at the Ministry of Finance in May 2014, Ms Toussing was Deputy Director General of the Luxembourg Direct Tax Administration (2006-2014). She also worked for Banque Générale du Luxembourg S.A and held other positions in the Ministry of Finance. Ms Toussing holds a Licence en Sciences Economiques from the University of Louvain La Neuve.

Ms Toussing is a Luxembourg national. She would not be an independent director because he represents an important shareholder.

Jean-Paul Senninger

Born on 3 December 1959. Mr Senninger has been the general secretary of the Council of Ministers of the Luxembourg Government from December 2013. Mr Senninger joined the Ministry of Foreign Affairs in 1999 as Premier Conseiller de Gouvernement, for Cooperation and Defense Matters. He was Luxembourg Ambassador to Spain (2004-2008) and to the United States of America, Canada and Mexico (2008-2012). From 2012-December 2013, he was the Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs. Mr Senninger also worked as Professeur-Stagiaire, as attaché in the Office of the Mayor of Luxembourg City and as Senior Officer, and Head of Unit at the European Investment Bank. Mr Senninger holds a BA in Political Science and a BA in Literature from the Friedrich Wilhelms Universität in Freiburg and a Master in European Studies from the College of Europe in Bruges.

Mr Senninger is a Luxembourg national. He would not be an independent director because he represents an important shareholder.

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Point 14 de l'ordre du jour
Projet de résolution

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée que la rémunération des membres du Conseil soit fixée comme suit:

Pour chaque assistance à une séance du Conseil d'Administration ou d'un des comités que le Conseil instituera, autre que le Comité d'Audit et des Risques, les administrateurs recevront une indemnité de EUR 1.600 par séance. Cette indemnité est la même pour les Vice-Présidents et le Président.

Un administrateur qui participera par téléphone à une séance du Conseil d'Administration ou d'un comité, que le Conseil instituera, autre que le Comité d'Audit et des Risques, touchera une indemnité de 800 EUR pour cette séance.

Un administrateur qui participera à une séance du Comité d'Audit et des Risques touchera une indemnité de EUR 1.920 par séance, respectivement de EUR 960 par séance s'il participe par téléphone à cette séance. Cette indemnité est la même pour les Vice-Présidents et le Président.

Un administrateur qui participera à plus d'une séance d'un comité le même jour, ne touchera une indemnité que pour une séance.

Chaque membre du Conseil d'Administration aura droit à une indemnité fixe de EUR 40.000 par an, indépendamment du nombre de présences aux séances. Cette indemnité est de EUR 48.000 par an pour les Vice-Présidents et de EUR 100.000 par an pour le Président.

Un administrateur, autre que le Président du Conseil d'Administration, qui sera Président d'un comité instauré par le Conseil touchera une indemnité supplémentaire de EUR 8.000 par an. Un administrateur, autre que le Président du Conseil d'Administration, qui sera Président du Comité d'Audit et des Risques, touchera une indemnité supplémentaire de EUR 9.600

Tous les montants contenus dans la présente résolution s'entendent net de retenue à la source luxembourgeoise sur la rémunération des administrateurs.

* * *

Assemblée Générale Ordinaire de SES
Jeudi 7 avril 2016 à 10 heures 30

Agenda item 14
Draft resolution

The Board of Directors proposes to the Meeting that the remuneration of the Directors shall be determined as follows:

For the attendance at a meeting of the Board of Directors or of a committee set up by the Board, other than the Audit and Risk Committee, the Directors shall receive a remuneration of EUR 1,600 for that meeting. This remuneration is the same for the attendance by the Vice-Chairmen and the Chairman.

A Director participating by telephone at a meeting of the Board or of a committee set up by the Board, other than the Audit and Risk Committee, shall receive a remuneration of EUR 800 for that meeting.

A Director participating at a meeting of the Audit and Risk Committee shall receive a remuneration of EUR 1,920 for that meeting, or, if the Director participates by telephone, EUR 960 for that meeting. This remuneration is the same for the attendance by the Vice-Chairmen and the Chairman.

A Director participating in more than one committee meeting on the same day shall receive the remuneration for one meeting only.

Each Director shall receive a remuneration of EUR 40,000 each year, regardless of the number of attendances at meetings. The Vice-Chairmen shall receive EUR 48,000 each year and the Chairman of the Board shall receive EUR 100,000 each year.

A Director, other than the Chairman of the Board of Directors, chairing one of the committees set up by the Board shall receive an additional remuneration of EUR 8,000 each year. A Director, other than the Chairman of the Board of Directors, chairing the Audit and Risk Committees shall receive an additional remuneration of EUR 9,600 each year.

All the amounts contained in the present resolution will be net of any Luxembourgish withholding tax on directors’ fees.